

Le Journal de l'Armée du Canada

Vol. 7 No. 2

Été 2004



Le fantassin électrique! Évolution de la
reine des batailles face aux défis du
XXI^e siècle
Capitaine Éric Dion, CD, MBA

Le système régimentaire et la transformation
de l'Armée de terre : surmonter l'histoire
Colonel Mike Capstick, CD

Une branch de combat unique?
Lieutenant-colonel Dave Banks, CD

Commentaires sur « une branche de combat
unique » du Lcol Dave Banks
Lieutenant-colonel Harry Bondy, CD

Mettre la pièce à côté du trou : trouver
des forces spéciales pour l'Armée de
terre canadienne
Major Tony Balasevicius, CD

Les opérations d'information dans le
cadre d'opérations de soutien de la paix
Capitaine Kevin Bondy, CD

Publication trimestrielle

TABLE DES MATIÈRES

Un élément de notre patrimoine	2
Mot du rédacteur en chef <i>Major John R. Grodzinski</i>	3
Mise à jour du directeur général — développement des méthodes de combat de la force terrestre (DGDMCFT) <i>Brigadier-général Herb Petras, CD</i>	6
Le point — direction de l’instruction de l’Armée de terre L’avenir des compétitions dans l’Armée de terre <i>Major G.P. Blackman, CD</i>	13
Le fantassin électronique! Évolution de la reine des batailles face aux défis du XXIE siècle <i>Capitaine Éric Dion, CD, M.B.A.</i>	17
Le système régimentaire et la transformation de l’Armée de terre: surmonter l’histoire <i>Colonel Mike Capstick, CD</i>	29
Une branch de combat unique? <i>Lieutenant-colonel Dave Banks, CD</i>	31
Commentaires sur « une branche de combat unique » du Lcol Dave Banks <i>Lieutenant-colonel Harry Bondy, CD</i>	41
Mettre la pièce à côté du trou : trouver des forces spéciales pour l’Armée de terre canadienne <i>Major Tony Balasevicius, CD</i>	42
Les opérations d’information dans le cadre d’opérations de soutien de la paix <i>Capitaine Kevin Barry, CD</i>	60
Critiques de livres	75
Tribune libre	85

UN ÉLÉMENT DE NOTRE PATRIMOINE



LA TROUÉE DE FALAISE : C'ÉTAIT IL Y A SOIXANTE ANS

Dans la foulée de la commémoration du soixantième anniversaire des événements qui ont eu lieu dans le Nord-Ouest de l'Europe et en Italie, le Journal de l'Armée du Canada se rappelle la phase de la bataille de Normandie connue sous « trouée de Falaise », ou l'avance au-delà de Falaise afin de refermer la trouée; l'opération s'est déroulée du 7 au 23 août 1944. Cette phase comprend des batailles, des actions et des engagements qui ont eu lieu dans des théâtres comme Falaise, la route de Falaise, le bois de Quesnay, Clair Tizon, Jort, la Laison, Chambois et Saint-Lambert-sur-Dives. C'est à cette époque que la Première Armée canadienne, commandée par le Lieutenant-général Harry Crerar, a lancé ses premières opérations d'envergure; elle avait sous son commandement le 1er Corps britannique, le 2e Corps canadien, quelques divisions anglaises, canadiennes et polonaises et d'autres contingents alliés. Depuis, historiens et prétendus historiens ont analysé en long et en large la victoire en Normandie, mais une chose est certaine : l'effort magnifique des soldats canadiens a contribué à cette victoire. Aujourd'hui, nous nous souvenons.

La jonction entre les forces canadiennes, polonaises et américaines à Chambois, le 19 août 1944, a permis de « refermer » la trouée de Falaise. Tout comme en Italie, l'effort allié destiné à cerner et détruire les forces ennemies n'a pas été entièrement couronné de succès; certains éléments de la Cinquième Armée de panzer allemande et de la Septième Armée allemande ont réussi à s'échapper. Néanmoins, entre le 19 et le 23 août, la première Armée canadienne a réussi à faire 13 683 prisonniers de guerre allemands et, dans la région de la trouée, les Allemands ont abandonné 3 043 chars, pièces d'artillerie et autres véhicules. Pas mal du tout pour des soldats qui, aurait dit Shakespeare, n'étaient « pas des guerriers du dimanche ».

Sur ces images sont représentés deux soldats typiques de ce formidable combat. À gauche, un membre d'un régiment blindé portant la tenue typique, soit la « combinaison de char », mise en service en juillet 1943 comme vêtement de protection de membre d'équipage de véhicule blindé de combat. À droite, un tireur d'élite, en l'occurrence un membre des Calgary Highlanders, portant une tenue facilitant la dissimulation, soit une chemise avec dessin de camouflage Denison et une voilette de camouflage normalement employée pour couvrir la tête et le visage. L'arme est un fusil no 4 Mark 1 (T) équipé de ce qui semble être une lunette no 32. C'est pendant la bataille de Saint-Lambert-sur-Dives, le 18 août 1944, que le Major David Currie, The South Alberta Regiment, régiment de reconnaissance blindée de la 4e Division blindée canadienne, s'est mérité la croix de Victoria pour le leadership dont il a fait preuve et qui a mené à la prise du village (les deux photos sont de Ronald B. Volstad, courtoisie de la Direction — Histoire et patrimoine).

MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

LE JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE!

par le Major John R. Grodzinski, rédacteur en chef par intérim

Bien qu'il n'ait occupé le poste de rédacteur en chef du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre/Journal de l'Armée du Canada* que pour un an, le Lieutenant-colonel Shane Schreiber a grandement contribué à l'évolution de cette publication. Shane est passionné par son travail et il tient mordicus à élargir les horizons du discours professionnel. Il a activement sollicité des idées nouvelles sur la doctrine et l'instruction, entre autres choses, tout en invitant les membres de l'Armée de terre à rédiger des articles, à transmettre leurs commentaires et à contribuer activement à la santé de la profession des armes. Il mérite, pour tous ses efforts, nos plus sincères félicitations.

Shane a également amélioré la présentation de la publication et a milité, avec succès, en faveur de l'adoption d'un nom davantage représentatif du contenu de cette dernière. Grâce à sa détermination, *Le Bulletin de doctrine et de d'instruction de l'Armée de terre* portera, à compter du no 1 du vol 7, le nom de *Le Journal de l'Armée du Canada*. En 1997, lors de la création du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, un des noms proposés était « *Le Journal de l'Armée du Canada* », porté dans le passé par une publication semblable, mais dont les sujets traités étaient plus restreints, publiée de 1947 à 1965. On considérait que mettre côte-à-côte les mots « Canada » et « Armée » pouvait poser des problèmes auxquels les officiers supérieurs d'alors ne voulaient pas être confrontés. Plusieurs aimaient l'« esprit » de ce nom, mais craignaient des difficultés d'ordre juridique. Le nom alors retenu, « *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* », était en fait un compromis qui ne reflétait pas adéquatement le contenu de la publication, mais plutôt notre grand amour de la langue de bois. D'où le sous-titre, « le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada », qu'on ne tarda pas à ajouter pour tenter de rendre les choses un peu plus claires. Heureusement, les mentalités ont changé et nous pouvons aujourd'hui nous réjouir : notre journal professionnel porte un nom dont nous pouvons être fiers.

Comme Shane poursuit maintenant sa carrière à titre de Chef d'état-major du 1^{er} Groupe — brigade mécanisé du Canada, le Major Ted Dillenburg occupera le poste de rédacteur en chef. Pour diverses raisons, Ted ne pourra prendre la relève que cet automne et, d'ici là, j'occuperai le poste de rédacteur en chef par intérim. Il fait bon être de retour, même si ce n'est que temporairement, d'autant plus que je sais qu'une autre personne dotée d'une solide expérience des opérations et du monde académique est prête à prendre les rênes du journal. J'espère que l'Armée de terre prend conscience qu'un journal de la qualité du *Journal de l'Armée du Canada* nécessite non seulement un investissement de fonds, mais également de personnel.

UNE HISTOIRE DE CONTENU

Bien que la nouvelle présentation et le nouveau nom de notre publication, « *Le Journal de l'Armée du Canada* », soient bien accueillis, son succès réside dans le contenu, les idées et les discussions qui y sont présentés. Certains aimeront parcourir la publication et apprécieront la qualité de la mise en page et des images, mais on espère — parfois désespérément — qu'elle

incite de nouveaux auteurs à se manifester et à « aller là où nul auteur n'a osé s'aventurer ». Vos idées et vos commentaires nous intéressent alors si vous songiez à nous les transmettre, il est maintenant temps de le faire. Souvenez-vous, faites preuve d'audace et remettez tout en doute! Presque tout change au sein de l'Armée de terre, sans pour autant que tous ces changements soient fondés sur une saine logique, alors allez-y!

UNE ANNÉE MARQUÉE PAR LES ANNIVERSAIRES

On souligne cette année l'anniversaire de plusieurs événements importants de l'histoire du Canada. L'accent ayant été mis sur le soixantième anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie et des combats qui ont suivi dans le nord-ouest de l'Europe, bien peu d'attention a été portée aux « D Day Dodgers », nom donné dérisoirement par Lady Astor aux soldats alliés présents en Italie. Il y a soixante ans en mai dernier, donc avant le débarquement en Normandie, la première opération canadienne au niveau du corps de la Deuxième Guerre mondiale avait lieu, alors que le 1^{er} Corps d'armée canadien jouait un rôle crucial aux côtés de la Eighth Army dans la Vallée de la Liri. L'Opération DIADEM s'est soldée par la chute de Rome le 4 juin 1944 (bien que la poursuite du but réel de l'opération, soit de supprimer des éléments de l'armée allemande, s'est embourbée dans une multitude de décisions de commandement et de débats interalliés, tout comme en Normandie), la première capitale fasciste vaincue par les Alliés. Parmi les premières troupes à pénétrer dans la capitale italienne se trouvaient des Canadiens de la 1^{re} Force d'opérations spéciales. Quelques temps après, en août 1944, le même corps a combattu, aux environs de Rimini, au cours de ce qui a probablement été la meilleure opération canadienne au niveau du corps de toute cette guerre. Bien qu'une commémoration de la campagne d'Italie soit prévue cet automne, elle n'aura pas la même envergure que celle du débarquement en Normandie. Il nous revient donc à tous de garder bien vivante la mémoire de ceux qui sont tombés au combat et de voir à ce que leurs actions ne tombent pas dans l'oubli.

Ceux qui s'intéressent de plus près à notre héritage militaire et à l'histoire de notre armée savent qu'une autre série d'événements commémoratifs n'a suscité que très peu, sinon pas, d'intérêt au Canada. Depuis 1995, une série d'activités à travers le monde célèbrent la « Décennie Nelson », soit le 200^e anniversaire des événements auxquels a participé le grand amiral britannique. Bien qu'un tel événement puisse, de prime abord, sembler banal aux yeux des Canadiens, d'autant plus que nous rejetons d'emblée la majeure partie de notre héritage britannique, les personnes qui s'intéressent à l'art de la guerre devraient s'y attarder et étudier les progrès militaires accomplis au cours de cette période. Cette époque vaut la peine d'être étudiée car les opérations s'y déroulaient dans des environnements instables, meurtriers et ambigus, où les opérations interarmées étaient exécutées contre des ennemis symétriques et asymétriques, dans des contextes politique, diplomatique et social complexes et en pleine évolution. Les zones d'opérations étaient vastes, complexes et imprévisibles. À peu près à la même époque, entre 1791 et 1802, certaines puissances européennes ont menacé le Canada et des mesures ont été prises pour protéger les frontières, dont la mise sur pied de plusieurs unités dans le Bas-Canada, le Haut-Canada et les provinces de l'Atlantique. L'histoire de ces unités canadiennes a sombré dans l'oubli et, dans certains cas, a même été officiellement laissée pour compte. Pourquoi? La Décennie Nelson prendra fin en 2005, avec le 200^e anniversaire de la Bataille de Trafalgar, mais d'autres événements suivront pour commémorer le bicentenaire des guerres napoléoniennes et, de 2012 à 2015, le bicentenaire de la Guerre de 1812, où les Canadiens se sont battus sur terre et sur mer pour défendre leur pays et ont repoussé plusieurs invasions étrangères

d'importance. Si, pour nous, notre héritage et notre histoire sont réellement importants, nous devrions porter une attention particulière à ce que nous commémorons et ne pas nous borner à notre histoire récente.

Sur ce, savourez ce numéro de *Le Journal de l'Armée du Canada*!

MISE À JOUR DU DIRECTEUR GÉNÉRAL — DÉVELOPPEMENT DES MÉTHODES DE COMBAT DE LA FORCE TERRESTRE (DGDMCFT)

par le Brigadier-général Herb Petras, CD

LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DE LA CAPACITÉ DE LA FORCE TERRESTRE

Le développement des méthodes de combat n'est pas une expression ou une activité nouvelle au sein de l'Armée de terre canadienne. Il y a une longue et riche histoire d'activités de « développement des méthodes de combat » qui remonte à la Première Guerre mondiale et, plus particulièrement, à la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale.¹ Toutefois, dans le contexte de la sécurité suivant les événements du 11 septembre, la Force terrestre canadienne s'est retrouvée engagée dans une transformation pour faire face à un nouvel ensemble de conditions et de menaces; par conséquent, le développement des capacités nécessaires pour faire face à ces exigences a revêtu un nouveau caractère d'urgence. Une nouvelle organisation, celle du Directeur général — développement des méthodes de combat de la Force terrestre (DGDMCFT), a été créée à Kingston à l'été 2003. Cette organisation regroupe celles du Directeur de la Doctrine de l'Armée de terre (DDAT), du Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT), du Directeur — Concepts et politiques en matière de personnel de la Force terrestre (DCPPFT) et du Directeur — Recherche opérationnelle (Terre) (DROT). Le rôle du DGDMCFT consiste à superviser et synchroniser le processus de développement de la capacité de la Force terrestre canadienne et à aider à définir l'Armée de terre intérimaire, l'Armée de terre de demain et l'Armée de terre de l'avenir.

On définit le développement de la capacité comme le processus qui sous-tend la conception, l'élaboration et la mise sur pied d'une capacité.² Le processus de développement de la capacité doit assurer une approche globale et une mise en œuvre intégrée de toute capacité souhaitée, y compris l'équipement, les ressources, la doctrine et l'instruction. L'objectif du développement

L'objectif du
développement de la
capacité est
l'amélioration constante
de la capacité de la Force
terrestre

de la capacité est l'amélioration constante de la capacité de la Force terrestre à répondre aux besoins des FC et de la défense du Canada, de manière que l'Armée de terre demeure bien adaptée du point de vue stratégique et essentielle au point de vue tactique. Au sein de la Force terrestre canadienne, c'est le Chef d'état-major adjoint de l'Armée de terre (ACEMAT) qui est responsable du développement de la capacité. Il est aidé et conseillé dans cette tâche par le DGDMCFT qui est responsable de la supervision et de la coordination du processus de développement de la capacité. Le développe-

ment de la capacité comprend (sans s'y limiter) le développement de la force qui est l'activité d'état-major associée à la mise en service d'une nouvelle capacité ou à l'amélioration d'une capacité militaire existante pour faire face à la transformation de l'environnement de sécurité, aux innovations techniques, aux activités de développement de la force de nos alliés et/ou aux facteurs ayant trait aux ressources, de bout en bout, depuis la conceptualisation d'une capacité jusqu'à sa mise en service. Ce processus a pour but de garantir que les capacités de l'Armée de terre satisfont les besoins des FC et de la défense du Canada d'une manière pertinente et adaptée et avec succès.

Processus de développement de la capacité

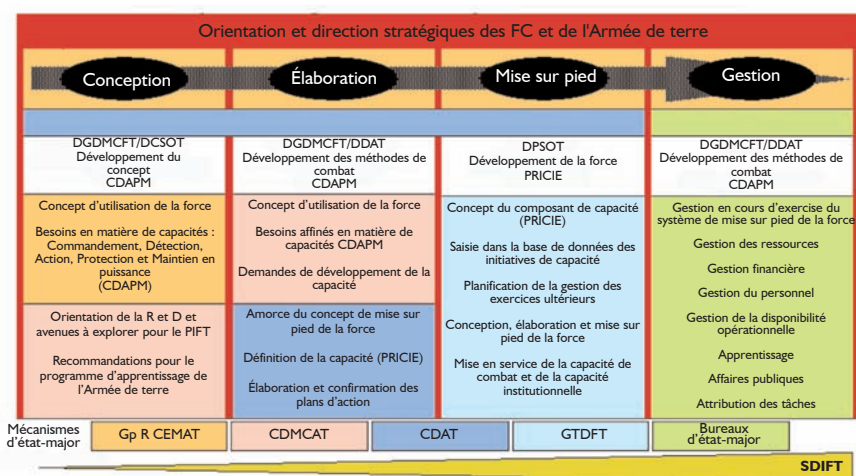


Figure 1: Le processus de développement de la capacité

PHASES DU PROCESSUS

Le processus de développement de la capacité comprend quatre activités reliées mais néanmoins distinctes; voir figure 1 ci-dessous. On doit souligner le fait que ces quatre « piliers » ne doivent pas être considérés comme des chasses gardées, mais plutôt comme des bandes d'un spectre relevant chacune d'une organisation ayant pour tâche d'organiser, de rassembler, d'enregistrer et de créer l'information et les documents nécessaires pour guider la mise sur pied de la capacité.

Chaque pilier doit déterminer les bases et les conditions de l'activité subséquente. L'organisme responsable de chaque pilier est en haut du tableau mais il ne peut agir ni réfléchir en vase clos; il doit consulter constamment d'innombrables organisations des Forces terrestres, des FC, du ministère de la Défense nationale (MDN), d'autres ministères, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), des pays ABCA (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie), etc.

CONCEPTION

La fonction Conception (Développement du concept) regroupe les processus et les procédures servant au développement des concepts opératoires de scénarios précis de planification de la force et leur transposition en besoins en matière de capacité.³ Il incombe au DGDMCFT, et plus particulièrement au Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT), de réfléchir aux 10 à 20 prochaines années pour décrire en termes généraux comment les Forces terrestres de l'avenir devraient être préparées pour combattre dans l'espace de bataille de l'avenir et y remporter la victoire. Il élabore ces concepts de l'avenir en corrélation étroite avec les plans d'utilisation de la force stratégique de l'avenir des FC comme le *Concept d'opération stratégique des FC en 2020* élaboré par le Directeur général — Planification stratégique (DGPS) au sein du SCEMD ou la partie « interarmées » des FC/du MDN ainsi que tous les travaux futurs des groupes de travail ABCA ou de l'OTAN portant sur la Force terrestre. Des modifications des concepts préliminaires sont soumises périodiquement à divers groupes de discussion pour

obtenir une rétroaction et garantir leur cohérence avec d'autres prévisions tendanciellées et travaux conceptuels portant sur un horizon à long terme. Quand un concept a suffisamment mûri, il est soumis à l'approbation du CEMAT en tant que « concept fonctionnel ».

Les concepts fonctionnels consisteront en un concept d'utilisation de la force définissant de manière générale comment l'armée doit être constituée et comment elle doit combattre et un concept de mise sur pied de la force énonçant les principes et les préceptes encadrant la mise sur pied de cette capacité. Il est vital que les concepts fonctionnels soient conçus en temps opportun de manière à permettre l'élaboration d'une doctrine et d'un processus d'acquisition d'équipement à long terme. Deux types de produits émergent de la phase de la conception du processus de développement de la capacité :

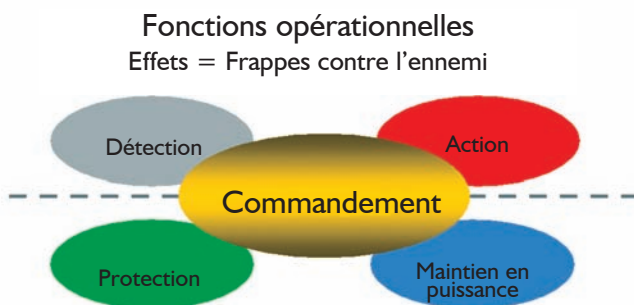


Figure 2: Les cinq fonctions opérationnelles

conçus de manière à tenir compte du temps nécessaire pour mener à l'élaboration d'une doctrine et d'un processus d'acquisition d'équipement.

◆ **Besoins en matière de capacité.** Il s'agit des énoncés détaillés de besoins et de la feuille de synthèse (identification) qui seront utilisés pendant la phase de l'élaboration pour gérer les nombreux projets qui, ensemble, produiront la capacité précise envisagée dans les concepts fonctionnels.

Les concepts fonctionnels approuvés sont énoncés et décrits dans le plan de développement de la capacité et peuvent constituer un élément du dossier de développement de la capacité (DDC).⁴

La conceptualisation des capacités s'effectue au moyen du concept des « fonctions opérationnelles » (figure 2), qui, en termes très généraux, classent en catégories les fonctions nécessaires pour la réalisation de toute mission donnée. Les fonctions opérationnelles ne sont pas discontinues, tant en théorie qu'en pratique; elles couvrent de vastes champs de capacités avec un chevauchement important. En résumé, les fonctions opérationnelles sont des constructions artificielles de l'esprit facilitant la définition et l'analyse des capacités militaires.

ÉLABORATION

Le processus de l'*élaboration* (développement des méthodes de combat) traduit les besoins de capacités, tels qu'énoncés dans le plan de développement de la capacité, en un projet validé

portant sur les structures d'utilisation de la force de l'Armée de terre et les concepts détaillés qui s'y rattachent. Le processus démarre après l'approbation des besoins conceptuels particuliers en matière de capacité par le CEMAT conformément aux recommandations du Conseil de développement des méthodes de combat. Il incombe au DGDMCFT, et plus particulièrement au Directeur de la Doctrine de l'Armée de terre (DDAT), de transformer la théorie élaborée par le DCSOT en des structures « constructibles ». Le travail d'élaboration suivra le processus d'évaluation comme il a été décrit plus tôt. La production d'exposés d'information, l'élaboration de plans d'action et le choix d'un plan d'action s'effectueront par le traitement automatique de données. Le plan d'action est élaboré et validé par une modélisation (à l'aide d'un SPF), des jeux de guerre et des essais pratiques. Quatre types de produits émergent de la phase d'élaboration du développement de la capacité :

- ◆ Des structures d'éléments de campagne pour l'utilisation de la force.
- ◆ Des sous-concepts connexes pour des fonctions opérationnelles.
- ◆ Les premières données saisies dans le système de gestion de la Défense, normalement sous la forme d'énoncés de besoins saisis dans la base de données des initiatives de capacité.
- ◆ Une doctrine cadre modifiée, au besoin.

Encore là, le DDAT ne travaille pas en vase clos; il consulte un grand nombre d'experts en la matière (EM) y compris les « centres d'excellence » des FC et des groupes de discussion de l'OTAN/des pays ABCA. Le dossier du développement de la capacité décrit dans la prochaine section est le produit de l'effort intellectuel des phases de la conception et de l'élaboration. Une fois que l'élaboration d'une capacité a été approuvée par le CEMAT, par l'entremise du CPAT, elle est transmise au Directeur — Planification stratégique (Opérations terrestres) (DPSOT) et au Directeur — Besoins en ressources terrestres (DBRT) en tant que principaux acteurs du processus de la « mise sur pied ».

MISE SUR PIED

Le processus de la Mise sur pied (développement de la force) est l'étape à laquelle les constructions théoriques sont traduites en réalité par l'achat d'équipements, l'attribution d'années-personnes (AP) et la création d'une infrastructure. Ce processus est défini comme la « planification et la conceptualisation qui s'associent à la création, au maintien et à l'adaptation de capacités militaires devant l'évolution des contextes de sécurité et de ressources ».⁵ Il est mené par le DPSOT avec l'aide du DBRT, du DCIT, du SDIFT, etc. Pendant la phase de la Mise sur pied, le processus de développement de la capacité de l'Armée de terre devra être synchronisé avec les processus de développement de la force des FC et du MDN. Alors que les concepts sont conçus et élaborés en suivant le modèle des cinq « fonctions opérationnelles », les besoins de la « mise sur pied » sont analysés à l'aide du modèle des éléments de capacité des FC communément appelé « **PRICIE** » pour **P**ersonnel, **R**echerche et développement, **I**nfrastructure, **C**oncepts et doctrine, **G**estion de l'**I**nformation et **É**quipement, qu'on définit comme le processus de planification basé sur les capacités. La phase de la Mise sur pied assure la synchronisation de toutes les activités de développement de la Force terrestre et coordonne ces activités avec les programmes de portée plus générale des FC et du MDN (la Structure de responsabilité, de rapport et de rendement [SRRR], le Plan stratégique d'investissement dans les capacités [PSIC] et les plans d'investissement à long terme [PILT]). Les priorités rationalisées

de l'Armée de terre, organisées en fonction du contexte des FC/du MDN, se traduiront en bout de ligne par des plans de mise en œuvre capables de répondre aux besoins en matière de capacité de l'Armée de terre, dans une coordination avec les partenaires tant internes qu'externes. Voici certains exemples de produits que ce processus peut livrer :

- ◆ La création et le raffinement du concept de mise sur pied de la force de l'Armée de terre.
- ◆ La production des concepts de validation (PRICIE) appuyant le concept de mise sur pied de la force de l'Armée de terre.
- ◆ La saisie de données détaillées dans le Système de gestion de la Défense; par exemple, le PSIC, la Base de données des initiatives pour les capacités (BDIC) et les PILT (équipement, ressources humaines, bien immobiliers et construction).
- ◆ Des plans fonctionnels comme des stratégies en matière de personnel; un plan d'instruction individuelle; un plan de recherche opérationnelle; un plan d'instruction collective; un plan de développement du concept et de la doctrine et un plan de l'organisation et des structures des effectifs.
- ◆ Des Directives stratégiques sur les opérations et les ressources (DSOR).

MISE EN SERVICE

L'intégration des nouvelles capacités au sein de l'armée de campagne sera planifiée par le biais du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT). La coordination détaillée de chaque élément de capacité par le Groupe de travail sur le développement de l'Armée de terre (GTDAT), lequel rend compte directement au Comité des programmes de l'Armée de terre, assurera la compréhension des effets de deuxième et troisième ordres et la mise en œuvre, au besoin, de mesures d'atténuation. Alors que la planification des exercices ultérieurs assurera la synchronisation et la coordination des éléments de capacité, la fonction de la gestion de la force assurera la mise en œuvre proprement dite en cours d'exercice.

LE DOSSIER DE DÉVELOPPEMENT DE LA CAPACITÉ

Le dossier de développement de la capacité (DDC) est un élément important du processus de développement de la capacité (PDC). Le DDC est le mécanisme par lequel la Force terrestre lance et suit le développement de capacités nouvelles ou améliorées. Il s'agit d'un dossier électronique qui regroupe essentiellement toute l'information pertinente sur une capacité, y compris les présentations ainsi que les documents d'état-major et de briefing. Bien que le gros du DDC sera constitué par le DGDMCFT, le but fondamental du DDC est de rassembler et d'exposer les idées provenant de **toute la Force terrestre**. Les unités ou les personnes ayant expérimenté un nouvel équipement ou un nouveau concept doivent soumettre à l'examen du DGDMCFT une lettre, un document d'état-major ou une note de synthèse pour que les résultats de cette expérience soient ajoutés au travail de développement de la capacité que nous effectuons. Ensuite, le DGDMCFT suit et synchronise toutes les initiatives de développement de la capacité au sein de la Force terrestre de manière à éviter le gaspillage des efforts et assurer que les données et les expériences sont réunies et utilisées le mieux possible.

RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

Comme il a déjà été évoqué, le DGDMCFT comporte une équipe de recherche opérationnelle. La recherche opérationnelle appuie directement les processus de prise de décisions

stratégiques de l'état-major de l'Armée de terre. Les travaux de RO fournissent des données quantitatives et qualitatives sur des questions comme : (1) la comparaison de l'efficacité des systèmes de combat ou des options de structure de forces; (2) la validation de la doctrine opérationnelle et tactique; ou (3) la quantification des risques des options concurrentes. Ces travaux — basés souvent sur des modèles ou des simulations — présentent des points de vue sur la façon optimale de répartir les ressources dans les domaines de l'acquisition, du développement de la force et de son utilisation. Le personnel de la RO associé en permanence à l'élément Terre se voit attribué ses tâches par le directeur RO (Mer, Terre Air) et la coordination du programme s'effectue par l'intermédiaire du Groupe de travail sur la recherche de l'Armée de terre (GTRAT)). Des détails sur le programme de travail en cours sont disponibles sur le site Web du DRO sur le RED à l'adresse suivante : [**http://ord.mil.ca/default_e.asp#mission**](http://ord.mil.ca/default_e.asp#mission) <[**http://ord.mil.ca/default_e.asp**](http://ord.mil.ca/default_e.asp)>.

De même, Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) assure un soutien au Commandement de la Force terrestre par un programme de recherche appliquée et de développement mené par l'entremise d'un réseau de centres de R et D de la Défense nationale, d'entrepreneurs et de partenaires internationaux. Ce programme de recherche a pour objectif central de conseiller les FC sur l'impact des développements dans les domaines des sciences et des technologies et les occasions qu'ils offrent. Les centres de R et D constituent des réservoirs d'expertise dans divers domaines des sciences de la défense comme la défense biologique et chimique, les systèmes de détection, la technologie de lutte contre les mines, les systèmes d'arme et de combat, les matériaux énergétiques, les systèmes de commandement et de contrôle, l'équipement du soldat et plusieurs autres domaines. Le personnel de R et D associé en permanence à l'élément Terre se voit attribué ses tâches par le Directeur — Sciences et technologie (Terre) (DSTT) et la coordination du programme s'effectue par l'intermédiaire du Groupe de travail sur la recherche de l'Armée de terre (GTRAT)). Des détails sur le programme de travail en cours sont disponibles sur le site Web de RDDC à l'adresse suivante : [**http://admst-002.ottawa-hull.mil.ca/adm-menu_e.html**](http://admst-002.ottawa-hull.mil.ca/adm-menu_e.html).

CONCLUSION

En résumé, le développement de la capacité est un processus qui sous-tend la conception, l'élaboration et la mise sur pied de la capacité depuis le berceau (la conception) jusqu'à la tombe (l'élimination). Il ne s'agit pas d'une activité nouvelle pour l'Armée canadienne mais le processus actuel a été modifié pour répondre aux demandes d'une armée soumise à un rythme opérationnel élevé et aux défis croissants d'une transformation. Compte tenu de l'approche globale du nouveau système de développement de la capacité, les futurs concepts ainsi que l'équipement, le personnel et l'infrastructure nécessaires pour leur donner vie doivent être élaborés et synchronisés d'une manière beaucoup plus cohérente qu'ils ne le furent dans un passé récent.⁶ En somme, le nouveau paradigme du développement de la capacité consiste avant tout à faire de l'Armée canadienne une institution plus agile sur le plan intellectuel et qui peut s'adapter et se préparer rapidement et efficacement aux exigences sans cesse croissantes de l'environnement de sécurité de l'avenir.

NOTES

1. Le « développement des méthodes de combat » est une expression plus récente pour décrire les activités intellectuelles qui ont permis le développement de la manière proprement canadienne de mener la guerre au niveau tactique. À titre d'exemples, mentionnons l'adoption par Sir Arthur Currie de méthodes pour l'attaque de la Crête de Vimy basées sur son analyse de la bataille de Verdun jusqu'à l'élaboration par le Commandement de la Force mobile pendant les années soixante-dix à quatre-vingt-dix des doctrines « Corps 86 » et « Corps 96 ». Pour un examen plus détaillé de cette question, voir Sean Maloney, *An Identifiable Cult: Combat Development in the Canadian Army* (monographie inédite préparée pour le Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) : Kingston, 2001). Voir aussi les articles du même auteur : « Une force mobile mondiale : La riposte graduée, le maintien de la paix et les origines du Commandement de la Force mobile, 1958-1964 » et « Une force mobile mondiale II : L'évolution du Commandement de la Force mobile, 1965-1972 » dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 3, no 3 (automne 2000), p. 22 à 37, vol. 4, no 2 (été 2001), p. 8 à 27.
2. Définition proposée non approuvée par le Comité de terminologie de l'Armée de terre.
3. Définition approuvée le 10 décembre 2003 par le Comité de terminologie de l'Armée de terre.
4. Pour plus de détails sur le dossier de développement de capacité, voir le chapitre 6 du Army Strategic Decision Making (ASDM) disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://armyonline.kingston.mil.ca/cls/d16604.asp>
5. Glossaire de la planification de la capacité stratégique au sein des FC.
6. Pour une opinion critique sur cette question, voir, par exemple, Don Senft, « Le système de canon mobile est pour bientôt... Et alors? » dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3 (automne 2003), p. 28 à 35.

LE POINT — DIRECTION DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

L'AVENIR DES COMPÉTITIONS DANS L'ARMÉE DE TERRE

par le Major G.P. Blackman, CD

Le présent article vise à faire le point sur la façon dont l'Armée de terre prévoit aller de l'avant avec notre participation aux compétitions.

En novembre 2001, le chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) a prescrit qu'on procède à un examen complet de l'ensemble de la participation de l'Armée de terre aux compétitions.

Le chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) a prescrit qu'on procède à un examen complet de l'ensemble de la participation de l'Armée de terre aux compétitions

Cet examen devait porter sur tous les aspects de notre participation aux sports, sur les habiletés militaires et sur les compétitions d'adresse au tir, qu'il s'agisse d'une compétition internationale, d'un événement organisé au niveau national ou au niveau des FC par les FC ou l'Armée de terre, ou de compétitions menées ou appuyées par l'Armée de terre au niveau national ou encore au niveau des secteurs ou de la brigade. Entre novembre 2001 et juin 2002, l'état-major du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT), de concert avec les états-majors des FC, du commandement de la Force terrestre (CFT), des secteurs de la Force terrestre (SFT) et de la brigade ont effectué une vérification d'état-major détaillée afin d'identifier les compétitions qui avaient lieu dans l'Armée de terre, l'objectif de

ces compétitions, les personnes qui y participaient ainsi que leur coût.

En juin 2002, le Conseil de l'Armée de terre a pris connaissance des résultats de cet examen. Voici les principales recommandations qui ont été faites :

- ◆ Aucun changement majeur nécessaire en ce qui concerne la participation de l'Armée de terre aux compétitions sportives de l'Agence de soutien du personnel des Forces canadiennes (ASPFC) aux niveaux de l'unité et de la base ainsi qu'aux niveaux régional, national et international.
- ◆ Recherche supplémentaire nécessaire relativement à la santé du programme de biathlon du CFT et étude du chevauchement possible entre les programmes de biathlon du CFT et de l'ASPFC.
- ◆ Déplacer si possible la compétition de tir aux armes légères des Forces canadiennes (CTALFC) à la compétition de la Concentration internationale canadienne pour tireurs d'élite (CICTE).
- ◆ Examiner la possibilité de déplacer l'étape I de la Médaille de la Reine vers les brigades de la Force régulière et de la Milice à titre de compétition au niveau de la formation.

-
- ◆ Exploiter la diversification des modes de prestation des services (DMPS) de la CTALFC en combinant des contrats à l'Association du tir Dominion du Canada (ATDC), à la Milice et/ou à des entrepreneurs civils.
 - ◆ Lier La Coupe du soldat à la compétition Armed Forces Skill at Arms Meeting (AFSAM) de l'Armée américaine et à la Skill at Arms Meeting (AASAM) de l'Armée australienne.
 - ◆ Instituer un processus d'apprentissage régulier de l'adresse au tir au sein de la CTALFC.
 - ◆ Examiner la possibilité de concevoir une compétition de patrouilles de l'Armée de terre canadienne.
 - ◆ Revoir notre participation à la compétition des forces de réserve de l'OTAN.
 - ◆ Revoir notre participation à la compétition de la Confédération interalliée des officiers de réserve (CIOR).

Le CEMAT a accepté en principe les recommandations les plus importantes qui ont été formulées. Il a cependant demandé au Directeur - Instruction de l'Armée de terre (DIAT) de les revoir en tenant compte du principe selon lequel toutes les compétitions organisées, parrainées ou appuyées par l'Armée de terre doivent satisfaire à tous, ou presque tous, les critères suivants, présentés par ordre de priorité :

- ◆ Les compétitions doivent s'appliquer directement aux compétences des soldats.
- ◆ La performance individuelle ou par équipe doit être évaluée en fonction d'une norme établie, les normes d'aptitude au combat par exemple.
- ◆ Les compétitions doivent réunir le plus grand nombre possible de participants venant de partout dans l'Armée de terre et ne pas être réservées à une élite.
- ◆ La participation à des compétitions, bien que tributaire de l'entraînement opérationnel, est un bon moyen de compléter cet entraînement. Elle permet en effet de maintenir le moral, de développer l'esprit d'équipe et de former des chefs. Les compétitions doivent être intégrées aux Directives stratégiques sur les opérations et les ressources (DSOR) du commandement de la Force terrestre ainsi qu'aux plans du SDIFT, des SFT, de la brigade ou de l'unité à titre d'activité régulière, sans pour cela prendre une part démesurée des ressources qui sont attribuées.

Depuis juin 2002, le CEMAT a décidé d'annuler le programme de biathlon du CFT, et l'ASPFC a par la suite retiré le biathlon du programme des sports des FC. Le CEMAT a aussi ordonné, conformément aux recommandations présentées, que la CTALFC et les compétitions internationales connexes soient suspendues le temps qu'on termine l'examen de la CTALFC. La compétition reprendra en 2005, mais présentera alors certains changements aux niveaux de la structure et des ressources :

- ◆ Les anciennes épreuves de tireurs d'élite organisées dans le cadre de la CTALFC auront lieu au CIC Gagetown tout juste avant la CICTE. Cette compétition modifiée portera le nom de Compétition de tireurs d'élite des Forces canadiennes (CTEFC) et accueillera des équipes des FC, de la GRC, d'autres corps policiers au pays ainsi que des équipes internationales. Elle se déroulera de la même façon que les anciennes épreuves de la CTALFC et les trophées resteront les mêmes. La compétition continuera d'être axée sur les aspects de l'adresse au tir

et constituera une entrée distincte mais logique à la CICTE qui, pour sa part, porte davantage sur les aspects tactiques du tir de précision.

◆ Les SFT seront appelés à organiser chaque année, avant la CTALFC, une compétition de tir aux armes légères pour les SFC (CTALSFT). Ils recevront pour ce faire les ressources nécessaires. Les SFT pourront décider de la date à laquelle ils souhaitent tenir la compétition (septembre à juillet) ainsi que de l'endroit, soit à un seul emplacement, soit à plusieurs. La CTALSFT comprendra l'étape 1 de la Médaille de la Reine et permettra aussi aux SFT de choisir les 16 militaires qui formeront les équipes de tir aux armes légères qui les représenteront à la CTALFC. Le DIAT attribuera les fonds nécessaires afin que chaque secteur puisse envoyer à la CTALFC une équipe de la Force régulière et une autre de la Milice. La compétition se déroulera en deux phases distinctes. La première phase s'adressera aux équipes autres que les équipes de l'Armée de terre, aux équipes internationales, à celles de la GRC ainsi qu'aux Rangers canadiens et comprendra l'étape 1 de la Médaille de la Reine. La deuxième phase sera destinée aux équipes de tir aux armes légères des SFT et comprendra l'étape 2 de la Médaille de la Reine ainsi que des compétitions individuelles et par équipe au tir au fusil, à la mitrailleuse légère (M lég), au C8 (ou à l'arme de défense personnelle) ainsi qu'au pistolet.

◆ Le DIAT fournira aussi les ressources nécessaires afin que chaque secteur puisse inscrire à la CTALFC une équipe de tir au fusil (16 membres) des Rangers canadiens de l'Armée de terre. Avec le fusil Lee Enfield de calibre .303, les équipes participeront aux deux phases de la CTALFC, à la Médaille de la Reine ainsi qu'à d'autres épreuves de tir.

◆ Le DIAT exploitera la DMPS de la CTALFC en combinant des contrats à l'ATDC et/ou à des entrepreneurs civils en 2005 afin de réduire le plus possible les affectations individuelles pour le personnel de la CTALFC.

◆ On continuera d'utiliser la CTALFC pour former l'équipe de tir des FC qui participera à la compétition Central Skill at Arms Meeting (CENTSAM) de l'Armée britannique qui a lieu à Bisley, en Angleterre.

◆ La Coupe du Soldat de l'Armée de terre se déroulera en même temps que la CTALFC, mais constituera une activité distincte. La section de la Force régulière et le groupe de tir de la Milice qui remporteront la victoire représenteront l'Armée de terre canadienne à l'AASAM, en Australie, alors que la section de la Milice et le groupe de tir de la Force régulière qui seront les gagnants représenteront l'Armée de terre canadienne à l'AFSAM qui a lieu aux États-Unis.

◆ Un processus d'apprentissage régulier de l'adresse au tir sera incorporé à la CTALFC. On continuera dans un premier temps d'améliorer certaines épreuves de la CTALFC pour qu'elles mettent l'accent sur les compétences au combat et non seulement sur les compétences liées à l'adresse au tir. Les leçons retenues dans les théâtres d'opérations, l'adresse au tir instinctif au cours d'un combat rapproché par exemple, feront partie de cette évolution. Dans un deuxième temps, le DIAT publiera les principales leçons sur l'adresse au tir et sur le tir de combat apprises chaque année à la CTALSFT et à la CTALFC. Finalement, pour amener les anciens participants à faire profiter de leurs compétences et pour éviter que la CTALFC ne soit la chasse gardée d'une élite, un tireur ne pourra participer plus de cinq fois à la compétition. Cela n'empêchera pas les vétérans de continuer d'y prendre part à titre de capitaines ou d'entraîneurs d'équipes qui ne sont pas inscrites à la compétition, bien au contraire. On veut ainsi que les vétérans continuent de transmettre leurs compétences en participant au développement d'équipes de tir

aux armes légères aux niveaux de l'unité, de la brigade et des SFT ainsi que d'équipes qui se rendent à la CTALFC. On demandera aux capitaines et aux entraîneurs choisis de faire partie du personnel de l'équipe de tir des FC qui se rendra à la CENTSAM, ou encore des équipes de l'Armée de terre qui participeront à l'AASAM et à l'AFSAM.

L'Armée de terre canadienne continuera de participer à l'exercice Cambrian Patrol de l'Armée britannique. Cet événement, un exercice de patrouille exigeant mené au niveau de la section sur quelques-uns des terrains les plus inhospitaliers du RU, est ouvert à toutes les branches et à tous les services. L'exercice se veut simple et met à l'épreuve les compétences individuelles et collectives de base communes à tous les soldats. Les équipes ne se livrent pas compétition, mais sont notées en fonction d'une série de critères préétablis. Des certificats ou des médailles sont décernés en fonction du pointage obtenu par chacune des équipes. L'Armée de terre canadienne participe à l'exercice Cambrian Patrol depuis plus de vingt ans maintenant, et a mérité deux fois la médaille d'or. Cet exercice constitue un excellent moyen de développer les compétences de base chez nos nouveaux soldats. Les seuls points négatifs viennent du fait qu'il n'y a pas suffisamment de places pour accueillir tous les membres des unités de l'Armée de terre qui souhaiteraient y participer et qu'il est assez coûteux d'envoyer des équipes au RU. Conscients des avantages et des inconvénients que présente l'exercice Cambrian Patrol, nous avons l'intention de mettre au point notre propre version de cet exercice, la Compétition de patrouilles de l'Armée de terre canadienne (CPATC), en 2005. La CPATC serait organisée par le CIC Gagetown au début de l'automne et se déroulerait sensiblement de la même façon et selon la même philosophie que l'exercice Cambrian Patrol. Le DIAT accordera des fonds afin que chaque SFT puisse inscrire chaque année une équipe de la Force régulière et une équipe de la Milice. C'est à partir des résultats obtenus à cette compétition qu'on déterminera l'équipe de la Régulière et celle de la Milice qui se rendront plus tard au RU.

Les compétitions de
l'Armée de terre
continueront d'évoluer
au fil du temps

Il reste encore beaucoup de travail à faire pour connaître notre avenir dans la compétition des forces de réserve de l'OTAN et dans la CIOR. Ces deux événements sont repris, dans une certaine mesure, dans d'autres compétitions. Il est peut-être préférable de renforcer des compétitions qui existent déjà ou encore d'en créer de nouvelles mieux adaptées sur le plan opérationnel en réaffectant les ressources actuellement prévues pour ces compétitions.

Les compétitions de l'Armée de terre continueront d'évoluer au fil du temps, conformément à l'intention du CEMAT à ce chapitre. Nous voulions aujourd'hui vous donner un rapide aperçu de la situation et connaître vos idées sur le sujet. Si vous avez des suggestions ou des commentaires constructifs, nous vous invitons à les communiquer au DIAT 3-6 (Infanterie).

LE FANTASSIN ÉLECTRONIQUE! ÉVOLUTION DE LA REINE DES BATAILLES FACE AUX DÉFIS DU XXIE SIÈCLE

par le Capitaine Éric Dion, CD, M.B.A.

PORTÉE

C'est Napoléon lui-même qui disait que : « L'infanterie est la force des armées, la reine des batailles ».¹ En fait, chaque membre de l'Armée de terre du Canada est d'abord et avant tout un soldat, selon le concept de l'universalité du service dans la Force terrestre; en vertu de ce concept, chaque soldat possède ou devrait posséder les habiletés et les capacités élémentaires propres au métier de fantassin. Ce principe se confirme, plus que jamais, face aux menaces asymétriques et dans le contexte de la nouvelle guerre multidimensionnelle. Ces réalités modernes redéfinissent la nature même de l'infanterie, qui est devenue rien de moins qu'un métier spécialisé. Il n'est désormais plus possible de recruter des masses de soldats dans les rues et de les mobiliser rapidement. L'ère des munitions à guidage de précision a provoqué une révolution militaire. De plus, les attentes politiques et sociétales, alimentées par des médias voraces, exigent des opérations rapides et stériles qui infligent un minimum de pertes aux forces

On s'attend de plus en plus à ce que les opérations puissent être exécutées rapidement et virtuellement sans erreur

amies et à la population civile, voire à l'ennemi. On s'attend de plus en plus à ce que les opérations puissent être exécutées rapidement et virtuellement sans erreur.² Dans cette nouvelle réalité de la guerre hautement politique, l'infanterie est devenue, littéralement, un participant stratégique clé. Quelle est la meilleure manière d'exploiter les technologies nouvelles et émergentes pour relever les défis de la guerre à l'ère moderne? Comment appliquer les concepts et les meilleures pratiques du commerce électronique pour augmenter l'efficac-

ité opérationnelle de l'infanterie? Quelle serait la meilleure manière pour l'infanterie de s'adapter au nouvel environnement technologique afin de garantir ses succès futurs dans l'espace de combat?

INTRODUCTION

Or, rien n'est plus difficile, ni d'un succès plus douteux, ni plus dangereux à exécuter, que l'introduction de lois nouvelles. Celui qui l'entreprend a pour ennemis tous ceux qui se trouvent bien des lois anciennes, et ne trouve que de faibles défenseurs dans ceux à qui les lois nouvelles seraient avantageuses. Cette tiédeur naît en partie de la crainte de leurs adversaires, à qui l'ancien ordre des choses est utile, en partie de l'incrédulité des hommes qui n'ont de confiance dans les choses nouvelles que lorsque l'utilité leur en est démontrée par une longue expérience.

Machiavelli, *Le Prince*, Presses Universitaires de France

La vision de l'Armée de terre du Canada en 2020 reconnaît deux impératifs opérationnels : le premier est le fait que, à titre de force expéditionnaire, notre armée doit pouvoir se déployer rapidement au niveau stratégique et doit posséder le potentiel de combat nécessaire pour jouer

un rôle tactique décisif dans des opérations du profil 1 ou du profil 2; le second impératif, qui étaye ces impératifs opérationnels, est notre éthos militaire — soit les qualités humaines que sont le professionnalisme (dans le sens de l'appartenance au métier des armes), le dévouement et le courage qui définissent notre armée.³ Conformément à la vision de notre armée comme étant basée sur la connaissance, centrée sur le commandement et axée sur le soldat, nous voulons présenter ici une vision évolutionnaire de l'infanterie qui, étant basée sur nos soldats, constitue essentiellement notre meilleure arme.⁴

CAPORAL STRATÉGIQUE

L'entreprise numérique émergente a besoin d'une intégration très poussée de l'information et les sociétés commerciales dépendent de plus en plus d'une infrastructure intégrée pour rester efficaces.⁵ Si ce concept d'intégration poussée de l'information se révèle fondé pour la compétitivité des entreprises, il s'appliquera aussi certainement à l'efficacité de l'armée moderne et de l'avenir sur le champ de bataille. Tous les grands chefs militaires de l'histoire, de Napoléon à Powell, ont toujours été grandement préoccupés par la nécessité de dissiper le brouillard de la guerre. L'intégration de l'information, ou la fusion de toutes les informations, a joué un rôle crucial dans les campagnes modernes et ce, jusqu'au plus bas niveau, celui du fantassin. L'expression « caporal stratégique »⁶ est aujourd'hui fréquemment utilisée pour évoquer l'image du soldat qui, grâce à un bon accès à l'information et aux armes technologiques actuelles et de l'avenir dont il disposera, pourra avoir et aura certainement dans l'avenir une incidence de plus en plus déterminante sur l'issue des batailles, des campagnes et des guerres à tous les niveaux, jusqu'au niveau stratégique.

À la guerre, les soldats canadiens ont acquis une réputation de combattants courageux, coriaces et pleins de ressources. Dans les opérations de soutien de la paix, les Canadiens sont connus pour leur compassion, leur objectivité et leur compétence professionnelle. Dans les opérations nationales, les soldats canadiens ont réagi aux crises avec autant de dévouement que de professionnalisme et ont gagné le respect et la reconnaissance du pays. Le tout donne pour l'avenir une assise solide qu'il faut protéger avec soin et avec fierté.⁷ Dans le contexte de ce que l'ancien général commandant du Corps des Marines américain Charles Krulak désigne du nom de « guerre à trois dimensions »,⁸ ces qualités deviendront des impératifs stratégiques. En fait, nos soldats, face aux défis modernes de la guerre, pourraient bien être impliqués simultanément dans des opérations de combat, des opérations de soutien de la paix et des opérations humanitaires se déroulant dans les trois dimensions.

PLATE-FORME DE SYSTÈMES

L'importance accrue qu'ont pris les munitions à guidage de précision, la puissance aérienne et la guerre mécanisée à haute mobilité semble avoir été acquise au détriment de celle du fantassin. Cependant, la disparition de l'infanterie n'est pas pour demain.⁹ Certaines tâches continuent de faire appel à l'intervention des soldats,¹⁰ et il est même devenu plus probable, de fait, à la lumière des événements du 11 septembre et de la guerre au terrorisme qu'ils ont déclenchée, que le fantassin continuera à jouer un rôle clé dans l'avenir. Dans ce contexte, l'Armée de terre a, à juste titre, commencé à envisager le soldat comme la plus petite et la plus versatile plate-forme de systèmes sur laquelle ériger la technologie de l'information afin de multiplier la puissance des nouvelles armes technologiques. Le groupe R&D pour la défense Canada de Toronto¹¹ travaille actuellement sur un équivalent canadien du système Warrior américain. Ce système de l'armée

américaine, qui porte le nom de Objective Force Warrior, disposera d'un vaste éventail de nouvelles armes pouvant être utilisées au combat — j'ai bien dit utilisées, et non apportées, car la plupart de ces nouvelles armes n'auront pas absolument besoin d'être physiquement apportées sur le champ de bataille.¹² Par exemple, le programme Objective Individual Combat Weapon¹³ vise à fournir une telle capacité au plus tard en 2005.

En réalité, cette famille élargie d'armes interarmées multiples serait virtuellement accessible aux soldats sur demande, par l'intermédiaire du portail électronique de chaque fantassin électronique, ce qui transformera ce dernier en un puissant multiplicateur de la force à titre de plate-forme moderne de systèmes de combat. Même s'il faudra probablement un exosquelette pour transporter les fournitures essentielles de combat, les armes et les systèmes, c'est plutôt l'accès virtuel à une multitude d'autres systèmes qui constituera le centre de gravité du fantassin électronique.

É-VOLUTION NUMÉRIQUE

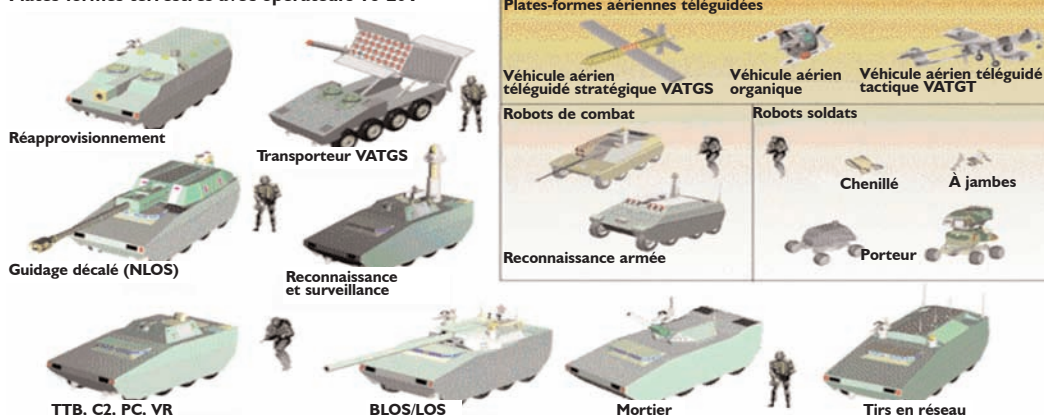
Face à cette marée de changements, l'Armée de terre va continuer d'intégrer et de favoriser le commandement de mission,¹⁴ ce qui donnera à nos soldats la liberté de pensée et d'action dont ils ont besoin pour saisir l'initiative tout en comprenant parfaitement l'intention des paliers supérieurs de commandement. À l'heure actuelle, nos systèmes d'information de combat, comme p. ex. le Système tactique de commandement, de contrôle et de communications (STCCC), soutiennent les réseaux tactiques de commandement, de communication et de contrôle en offrant aux commandants d'unité et de niveaux supérieurs un meilleur accès à l'information que jamais auparavant, et de nombreux autres systèmes opérationnels sont mis en œuvre, p. ex. le système des Plans, opérations et tâches des Forces canadiennes (POTFC) et l'amélioration du système d'approvisionnement des Forces canadiennes (ASAF). Comme la surabondance d'informations a déjà épaissi le brouillard de la guerre, la fusion de l'information devient un besoin crucial. La numérisation permet une focalisation habilitée par le réseau qui améliore grandement le cycle décision-action à tous les paliers de commandement. Elle facilitera l'automatisation de nombreux processus et permettra l'intégration d'immenses quantités d'informations et de données dans le système, puis leur traitement dans un délai beaucoup plus adéquat. Le défi que comporte la réalisation d'un tel niveau d'intégration devient évident au fur et à mesure qu'on comprend que chaque soldat est un système de capteurs en puissance.¹⁵ Ainsi, chaque fantassin électronique deviendrait un système de systèmes, essentiellement une plate-forme de combat, qui exploiterait virtuellement toute une force électronique. Dans le contexte de notre évolution numérique, ce serait des connaissances plutôt que des informations brutes qui seraient transmises à nos soldats, à tous les niveaux, occupés à de nombreuses tâches variées, interarmées et asynchrones. Éventuellement, le concept de la transmission de données/d'informations simultanément à plusieurs niveaux sera intégré dans nos procédures, ce qui cadre parfaitement avec une intégration horizontale croissante dans l'ensemble de la force.¹⁶ De plus en plus, par ailleurs, la dépendance par rapport aux réseaux confèrera une importance critique à la protection du domaine cybernétique.¹⁷ Le cœur du problème consistera à intégrer harmonieusement ces plates-formes et systèmes dans notre façon de combattre,¹⁸ afin de multiplier l'effet de l'infanterie électronique et de ne pas littéralement noyer nos soldats et nos chefs dans une mer d'informations.

LE FANTASSIN ÉLECTRONIQUE

Le fantassin électronique transporterait une plate-forme multi-armes pouvant tirer des munitions intelligentes versatiles¹⁹ et porterait un nanordinateur à haute performance alimenté

par des cellules électrochimiques qui lui servirait à intégrer les informations provenant des cinq principales fonctions de combat à son niveau d'intervention; parallèlement, il emploierait des dispositifs multivision, des communications en réseau, des systèmes de commandement et des systèmes d'armes lui donnant virtuellement accès à un large éventail de robots et de systèmes de combat déployés en attendant que les tâches d'appui soient mises en ordre de priorité puis exécutées. Le fantassin électronique aurait donc accès aux données de ses coéquipiers, à des renseignements instantanés provenant des niveaux supérieurs, à des drones, à des robots ou des systèmes télécommandés pouvant exécuter des tirs directs ou indirects, ou capables de mener des opérations centrées sur le réseau. Le rythme rapide d'évolution dans de nombreux nouveaux domaines de technologie militaire, comme p. ex. les technologies électriques, l'énergie dirigée, les technologies informatiques, les systèmes et capteurs micro-électromécaniques, la biotechnologie et la nanotechnologie, les matériaux évolués, l'interface ergonomique, l'exosquelette, la robotique et l'automatisation²⁰ permettrait de fournir au fantassin électronique tous les moyens techniques nécessaires pour faire de lui la plate-forme de combat idéale et la plus versatile qui soit. Il faut continuer d'accorder une grande priorité aux efforts visant à recruter, à former et à retenir un personnel dévoué et d'une grande qualité. Les soldats vont, pour tenir le coup devant la complexité et le rythme des opérations de l'avenir, devoir être courageux, endurants et intelligents.²¹ Un système intégré d'approches systémiques est utilisé pour appuyer la transformation de l'armée américaine en une force centrée sur le soldat. Les concepts théoriques de l'Objective Force Warrior de l'armée américaine visent à créer un système de combat individuel léger, extrêmement mortel et pleinement intégré qui disposera d'armes, d'une protection individuelle de la tête aux pieds, de communications réseautées et de sources d'alimentation électrique portatives, et jouira d'un rendement humain amélioré.²²

Plates-formes terrestres avec opérateurs I6-20T



SYSTÈMES D'INFANTRIE ÉLECTRONIQUE

Les échanges horizontaux du commerce électronique se concentrent sur certaines fonctions particulières qu'on retrouve dans différentes industries.²³ Parallèlement, la redéfinition des fonctions de combat de l'Armée de terre du Canada en cinq grandes fonctions : commandement, détection, action, protection et maintien en puissance,²⁴ sert de terrain commun qui permettra à l'avenir des échanges horizontaux entre les différentes armes. Des applications du genre de celles utilisées pour le commerce électronique seraient mises à la

disposition des fantassins électroniques et leur procureraient un accès virtuel direct à la mission, aux directives et aux plans du commandant, à un large éventail de capteurs et de ressources de renseignement interarmées déployées, à un catalogue de systèmes d'armes prêts à accepter des missions, à des outils d'autodiagnostic et d'auto-réparation de son système, ainsi qu'à des systèmes d'approvisionnement juste-à-temps. Par exemple, le réseau Milnet serait un réseau intranet protégé utilisé pour fins stratégiques, opérationnelles et tactiques militaires qui permettrait à des applications de type commerce électronique structurées en couches de fonctionner en mode protégé pour fournir des liaisons militaires et des communications globales, améliorer la coordination et la collaboration, et accélérer la distribution de l'information. Le sous-système logiciel du Land Warrior américain²⁵ prend charge des fonctions centrales du soldat sur le champ de bataille, de la gestion de l'affichage, ainsi que de l'équipement de mission et de l'approvisionnement. Ce sous-système logiciel comprend des modules tactiques et de soutien de mission, ainsi que des calques tactiques et des cartes, et permet de saisir et d'afficher des images vidéo. Il comprend également un module de gestion de l'alimentation électrique. Le Land Warrior sera interopérable sur le champ de bataille numérique. Ses concepteurs se sont assurés que le système pourra être mis à jour au gré des améliorations technologiques. Son architecture modulaire permet en effet l'insertion ou le remplacement direct de composantes pour la mise à niveau technologique. Le sous-système logiciel en question permet au soldat de gérer l'affichage, les menus et le fonctionnement de son système en fonction des besoins de sa mission et de ses préférences.²⁶ Ce n'est là que la pointe de l'iceberg : au fur et à mesure où les nouvelles technologies deviendront disponibles et utilisables, en particulier la nanotechnologie, le concept de l'Objective Force Warrior américain subira d'importantes mises à niveau au-delà de 2010.²⁷

TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

Nouvelles technologies électriques

Production d'énergie sur le champ de bataille

Stockage d'énergie

Technologie de propulsion électrique

Technologie des armes électriques

Énergie dirigée

Énergie dirigée au laser

Énergie dirigée par radiofréquence

Technologies informatiques

Matériel informatique

Traitement des données, intelligence artificielle et génie logiciel

Technologie des communications

Guerre électronique et de l'information

Technologies de guerre électronique

Guerre de l'information

Appareils électroniques, capteurs et systèmes micro-électro-mécaniques (MEMS)

Nanotechnologie électronique

Électronique moléculaire

Superconductivité à haute température

Biotechnologie

Technologie biomoléculaire

Biocouplage et bioélectronique

Matériaux évolués et structures intelligentes

Matériaux à faible visibilité

Alliages nouveaux et peu courants

Polymères

Interface homme-machine Armes d'attaque de précision

Artillerie évoluée

Munitions guidées

Robotique et automatisation

Machines intelligentes : véhicules télépilotes télécommandés

DOCTRINE DE L'INFANTERIE ÉLECTRONIQUE

Ce nouvel état de choses a entraîné l'érosion du concept classique du champ de bataille linéaire et donné naissance à un nouvel environnement opérationnel : l'espace de combat multidimensionnel.²⁸ Il est certain que l'environnement opérationnel de l'avenir dans lequel évoluera le fantassin électronique sera intrinsèquement interarmées et multidimensionnel. L'histoire a montré que l'application la plus judicieuse de la technologie, et non la technologie nouvelle en tant que telle, génère des avantages pour le combat.²⁹ Préconisant des concepts et une doctrine interarmées, interorganisationnels, multinationaux et axés sur la connaissance, les Forces canadiennes vont employer une force agile et modulaire pour mener des opérations intégrées dans tout le spectre des conflits.³⁰ En fait, grâce à son universalité du service, le fantassin électronique, à titre de plate-forme de systèmes la plus adaptable et la plus versatile qui soit, pourrait bien être employé et facilement déployé dans le cadre d'opérations interarmées, au sein d'une équipe d'arraisonnement à bord d'un navire, dans un rôle d'action; à bord d'un aéronef à titre de gardien de sécurité interagences, dans un rôle de protection; au sein d'un convoi humanitaire, dans un rôle de maintien de la vie; avec un drone télécommandé de reconnaissance terrestre, dans un rôle de détection; ou même au sein d'un quartier général virtuel ou mobile avancé, dans un rôle de commandement. La recherche actuelle montre que les gains de productivité dans le secteur privé ne sont pas surtout attribuables à la technologie, mais plutôt à son intégration avec le capital organisationnel.³¹ Par conséquent, la doctrine d'emploi de ce genre d'infanterie électronique évoluée devrait être révolutionnaire sur le plan de la réflexion et du processus et s'articuler autour de l'adaptabilité du fantassin, de son sens de l'indépendance au sein d'une équipe, de son esprit d'initiative, de son courage, de son endurance et de sa capacité intellectuelle de s'adapter à la complexité et au rythme des opérations de l'avenir. La doctrine devra également aborder les terrains complexes et la guerre tridimensionnelle,⁵ comme p. ex. la guerre en terrain urbain, au sein des états parias ou dans des environnements contaminés, c'est-à-dire des milieux qui présentent tous des défis particuliers.³² L'efficacité deviendra également un impératif.

ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Cette tendance pourrait bien faire en sorte que la prochaine révolution affectant l'avenir de la guerre soit une révolution humaine au moins autant qu'une transformation et une évolution technologiques. Les conflits de l'avenir et les armes à guidage de précision qui seront alors utilisées ne feront pas appel à des masses de soldats; ils exigeront plutôt des compétences et des habiletés.³³ Comme Lord Rutherford l'a dit : « Nous manquons d'argent - il est donc temps de commencer à réfléchir »³⁴ et à faire preuve de créativité en dehors du cadre habituel. L'économie moderne des démocraties rend désuets les budgets militaires impressionnants de l'époque de la guerre froide. Notre armée est devenue experte dans l'art de faire plus avec moins de ressources. Dans cette optique, même s'ils sont coûteux à court et à moyen termes, les investissements dans les technologies de l'information et des armes qui sont requis pour concrétiser la vision du fantassin électronique sont tout à fait justifiés économiquement à long terme, c'est-à-dire dans la perspective d'un contexte où les armées de masses seront moins la norme et où primera plutôt la capacité de multiplicateurs virtuels de la force de quelques bons soldats, c'est-à-dire lorsque la qualité aura pris le pas sur la quantité. Étant donné le coût croissant du matériel de pointe, les Forces canadiennes devront faire des choix difficiles. Il va également devenir plus difficile de concurrencer le secteur privé pour attirer et retenir des individus talentueux et intelligents,³⁵ même si l'ensemble de l'infanterie électronique risque fort de ne se composer alors que de quelques bons soldats. Le recrutement de masses de soldats, qui constitue déjà un problème pour la plupart des armées modernes, disparaîtrait virtuellement, tandis que des outils d'apprentissage électronique seraient disponibles pour perfectionner et entretenir les habiletés et compétences. Les compétences militaires non centrales, p. ex. la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les systèmes de soutien en garnison, feraient partie du soutien interagences global assuré à l'institution militaire, laquelle se concentrerait alors sur ses cinq fonctions de combat centrales. La façon dont nous définissons la société humaine commence, elle aussi, à changer, comme en témoignent le recours à la robotique pour l'exécution des tâches manuelles et aux ordinateurs pour les tâches mentales.³⁶ Dans ce

Systèmes de combat de l'avenir Habilitant la force objective



Fonction de tir indirect



Commandement,
contrôle
et communications
réseautés

RSTA organique et inorganique



Fonction de tir direct



Fonction de capteur



Fonction de transporteur d'infanterie

contexte, beaucoup de futuristes voient l'être humain comme modérateur et décideur final. Cette nouvelle réalité modifiera nos interactions avec la technologie et notre comportement au sein des organisations. La clé sera l'évolution culturelle.

CHANGEMENT STRUCTURAL

Même si l'institution militaire est une entreprise centralisée depuis des siècles, il est intéressant de noter le paradoxe mis en lumière par de nombreux universitaires, notamment le professeur Erick Brynjolfsson du Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui affirment que les compagnies les plus efficaces sont celles qui sont caractérisées par des équipes et des opérations réparties dans des architectures centralisées et décentralisées.³⁷ Les limites traditionnelles entre les départements et les visions peuvent nuire à la collaboration et à la création de relations. L'entreprise habilitée par la technologie numérique doit transformer sa manière de fonctionner à de nombreux niveaux de manière à agir rapidement et avec précision.³⁸ Au plan pratique, notre approche de commandement de mission a effectivement ouvert la porte à une fonction militaire plus décentralisée. Cette approche favorise les soldats entreprenants et ayant de l'initiative, qui comprennent rapidement leur rôle dans la situation globale en s'appuyant sur des informations tactiques suffisantes, et qui bénéficient d'un certain degré d'indépendance découlant de renseignements opportuns et d'un accès virtuel à des systèmes d'armes, tandis que les chefs maintiennent une vision claire des objectifs stratégiques globaux. Le fantassin électronique aurait certainement besoin d'un bon degré d'indépendance pour conserver l'initiative. L'information qui lui est destinée serait filtrée plutôt qu'élaguée afin de lui fournir des renseignements adaptés au niveau de sa tâche particulière. La maîtrise de l'art stratégique de la guerre exige des rapports étroits, coopératifs et interdépartementaux, ainsi que des chefs, tant militaires que civils, compétents dans ces genres de rapports et possédant une vision qui va au-delà des obstacles bureaucratiques. L'unité tactiquement autonome est donc la plus petite unité nécessaire à la réalisation d'une mission donnée.³⁹ Dans l'avenir, les groupements tactiques d'infanterie électronique devront être autosuffisants tout en ayant un impact beaucoup plus grand que leurs prédécesseurs modernes. Ils devraient être repensés dans la perspective d'une puissance égale à celle des blindés modernes qui pourrait exploiter toute une force électronique. En ce sens, la Force 2020 devra avoir l'organisation, les ressources, l'équipement et l'instruction voulus pour être stratégiquement utile et tactiquement déployable, agile, polyvalente, létale, survivable et soutenable dans toute la gamme des opérations militaires,⁴⁰ ainsi qu'autosuffisante.

Le fantassin électronique
aurait certainement
besoin d'un bon degré
d'indépendance

É-VOLUTION CULTURELLE

Les conflits de l'avenir seront caractérisés par la précision et la létalité, la compression du temps, l'expansion du volume, la domination du savoir, le caractère simultané (asynchrone) plutôt que séquentiel des opérations et la très forte probabilité que les opérations se dérouleront en zone urbaine.⁴¹ Toutes ces caractéristiques font de la gestion du changement non seulement un choix évident, mais un impératif stratégique à réaliser pour rester au sommet de l'art de guerre, car il n'y a pas de place pour le deuxième dans un tel environnement. Comme l'a déduit l'étude sur l'environnement de sécurité de l'avenir, l'Armée de terre doit engager ses ressources dans des capacités qui promettent une amélioration révolutionnaire plutôt qu'une augmentation

évolutive.⁴² À ce titre, le seuil le plus probable pourrait bien être notre adaptabilité organisationnelle, en d'autres mots, notre évolution culturelle. La fonction militaire n'a jamais été l'affaire d'individus, car les soldats ont toujours été placés devant le danger. Cependant, l'individu occupe, dans la société civile actuelle, une plus grande place que jamais auparavant. Le fait que la société contemporaine s'attende à des interventions militaires chirurgicales, pratiquement sans effusion de sang, dans les conflits signifie, jusqu'à un certain point, que de moins en moins de soldats seront mis en danger dans l'avenir. La technologie pourrait bien être la réponse, qu'elle prenne la forme de pilotes au sol qui dirigent des drones à longue distance ou de conducteurs de chars qui pilotent leur engin sur des simulateurs. Dans cette perspective, le fantassin électronique serait l'héritage humain du fantassin actuel, le seul humain encore mis en présence du danger et, à cet égard, les valeurs centrales du service militaire seraient le point d'ancrage de ces quelques bons soldats qui, en tout temps, seraient appuyés à des centaines de milles de distance par des équipes de spécialistes de toutes les professions travaillant 24 heures par jour et 7 jours par semaine pour maintenir les systèmes en état et fournir le potentiel virtuel essentiel.

CONCLUSION

Les prévisions technologiques n'ont pas tenu compte de l'incertitude inhérente à la guerre, soit la friction et le brouillard de la guerre, comme l'explique Clausewitz, ni des attributs humains comme le moral, la compétence au combat et le leadership.⁴³ Aujourd'hui, le terrorisme et l'asymétrie posent réellement un problème concret à notre évaluation de ce que sera la guerre dans l'avenir et des tendances émergentes. Et même s'il y a des risques à intégrer de nouvelles technologies et à gérer le changement, l'inaction est une voie encore plus risquée car elle rendrait notre appareil militaire désuet et éventuellement non pertinent au niveau stratégique. Enfin, un facteur critique prévaut : la capacité de nos chefs et de nos soldats d'assurer une utilisation optimale de la nouvelle technologie⁴⁴ et la capacité d'intégrer les nouveaux schémas culturels qui accompagnent ces nouveaux outils du métier de soldat. De fait, l'Armée de terre doit tenir compte de l'environnement tactique de l'avenir et de la nature que les combats auront en 2020 pour choisir de nouvelles capacités et les intégrer dans une nouvelle doctrine et dans une nouvelle structure.⁴⁵ Ce qui est impensable aujourd'hui pourrait bien devenir le quotidien de demain.⁴⁶ En fin d'analyse, l'adaptabilité de l'infanterie a toujours été la clé de son efficacité dans les combats, les campagnes et les guerres du passé et, à l'avenir, cette adaptabilité pourrait bien constituer la qualité la plus recherchée chez les fantassins électroniques. Pour que l'infanterie reste pertinente dans l'avenir et ne tombe pas dans la désuétude, nous devons relever ces



Phase III prototype mis au point en collaboration avec l'utilisateur et pour lui.

47

défis avec un esprit ouvert. Notre réflexion doit se faire en dehors des paramètres et produire de nouvelles visions révolutionnaires de la manière dont nous avons l'intention de nous structurer, de nous intégrer, de nous entraîner et de vaincre. En ce sens, la vision de l'infanterie électronique est unique et repose sur la prémisse que nos soldats sont notre meilleure arme.

L'auteur

Le Capitaine Éric Dion est actuellement cmdtA par intérim de la compagnie d'administration du 2R22eR. Il a été déployé dans le cadre de quatre opérations et a gradué du Collège de commandement et d'état-major en juin 2003. Il a été officier d'échange de l'unité auprès des forces spéciales américaines et des commandos français. Il est bachelier de l'École des hautes études commerciales de Montréal et poursuit actuellement un programme de maîtrise en politique et gestion de la défense.

Bibliographie

Cerasini, Marc, *The future of war: The Face of 21st Cenruty Warfare*, Alpha Press, 2003. Laudons, *Management Information Systems*, 1^{ère} édition canadienne, Toronto, Prentice Hall, 2002. LCol Bernd Horn, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, *Revue Militaire Canadienne*, vol. 4, no 3 (automne 2003). Lohr, Steve, *New Economy*, *New York Times*, 2 février 2004, p. C6.

RAPPORTS DE DÉFENSE

The Center for Defense Information (Washington, D.C.), *Navigating the Three-Block War and the Urban Triad*, 4 avril 2003. Disponible au Site Internet suivant :

<http://www.cdi.org/index.cfm>.

Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT), *How the Canadian Army will Fight* (Version provisoire), 15 janvier 2004.

Directeur des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT), *Les futures capacités de l'Armée de terre*, Rapport 01/01, janvier 2001.

DCSOT, *Environnement de sécurité de l'avenir*, Rapport 99/2, août 1999.

DCSOT, *Expérience sur l'armée de l'avenir Expérience B - Les opérations dans l'espace de bataille élargi*, juin 2001.

Planification et gestion de la Défense (P&GD) (Directeur général - Planification stratégique), *Concept d'opération stratégique des FC en 2020*, février 2004.

SITES INTERNET

<http://www.dtic.mil/ndia/infantry/mango.pdf>

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/oicw.htm>

<http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/land-warrior.htm>

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/land-warrior.htm>

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/ofw.htm>

http://www.managedcaremag.com/archives/0201/0201_editorsmemo.html.

<http://www.natick.army.mil/soldier/WSIT/>

http://www.toronto.drdc-rddc.gc.ca/business/expertise_e.html

<http://www.usafa.af.mil/jscope/JSCOPE04/Brigety04.html>

-
19. <http://www.dtic.mil/ndia/infantry/mango.pdf>
 20. DCSOT, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, Rapport 99-2, août 1999, p. 30.
 21. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 42.
 22. <http://www.natick.army.mil/soldier/WSIT/>
 23. Laudons, *Management Information Systems*, p. 125.
 24. DCSOT, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 28.
 25. <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/land-warrior.htm>
 26. <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/land-warrior.htm>
 27. <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/ofw.htm>
 28. Planification et gestion de la Défense (P&GD) (Directeur général — Planification stratégique), *Concept d'opération stratégique des FC en 2020*, février 2004.
 29. DCSOT, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 31.
 30. P&DG, *Concept général, Concept d'opération stratégique des FC en 2020*, février 2004.
 31. Lohr, Steve, *Technology and worker efficiency*, p. C6.
 32. DCSOT, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 47.
 33. Cerasini, p. 61.
 34. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 41.
 35. DCSOT, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 22.
 36. Ibid., p. 20.
 37. Steve Lohr, « New Economy », *New York Times*, February 02, 2004, p. C6.
 38. Laudons, *Management Information Systems*, p. 137.
 39. P&DG, *Concept général, Concept d'opération stratégique des FC en 2020*, février 2004.
 40. P&DG, *Stratégiquement utile et tactiquement efficace, Concept d'opération stratégique des FC en 2020*, février 2004.
 41. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 7.
 42. DCSOT, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 43.
 43. Ibid., p. 7.
 44. Ibid., p. 25.
 45. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 45.
 46. <http://www.managedcaremag.com/archives/0201/0201.editorsmemo.html>.
 47. <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/oicw.htm>
 48. <http://www.fas.org/man/dod-101/sys/land/oicw.htm>

LE SYSTÈME RÉGIMENTAIRE ET LA TRANSFORMATION DE L'ARMÉE DE TERRE : SURMONTER L'HISTOIRE

par le Colonel Mike Capstick, CD

Note du rédacteur : Le Colonel Capstick occupait les fonctions de Directeur — Concepts et politiques en matière de personnel de la Force terrestre (DCPPFT) au moment où le Lieutenant-colonel Banks et le Lieutenant-colonel Bondy commençaient à traiter du « nouveau système régimentaire ». Il a généreusement accepté de rédiger une introduction pour le deuxième volet du débat. Comme il le souligne, il s'agit d'une question qui suscite des émotions, qui touche au cœur (et au corps) de notre Armée de terre. Nous invitons fortement le lecteur à participer à cet important débat.

Chaque organisation a besoin d'une histoire ou d'un récit pour l'aider à façonner son identité collective et celle de chacun de ses membres. Dans l'Armée de terre du Canada, ce récit porte pour une bonne part sur le système régimentaire. On peut en fait faire valoir que le régiment est la pierre angulaire de la culture de l'Armée de terre du Canada même si pratiquement chaque soldat a sa propre idée de ce qu'est un régiment, de ce qu'il fait et des raisons qui expliquent son importance. Si on peut décrire la culture d'une organisation par « notre façon de faire ici, » il devient encore plus difficile de décrire le système régimentaire canadien et de le ranger dans une catégorie. Bien peu de soldats feront valoir que le Royal, le Patricia, le Vingt-deuxième, les Gunners, les Dragoons, le Strathcona et les Blindés font les choses de la même façon. L'Armée de terre du Canada n'a jamais vraiment défini ce que devait être l'élément central de notre culture organisationnelle.

Dans *La stratégie de l'Armée de terre : Engagés, vers l'avant*, on reconnaît que le système régimentaire est l'élément central de notre armée tout en constatant que le système lui-même doit s'adapter aux exigences du combat du 21^e siècle et qu'il **doit** concourir à l'unité de l'Armée de terre et appuyer l'éthos militaire dont on a fait le portrait dans le document paru récemment

Chaque soldat a sa propre idée de ce qu'est un régiment

Servir avec honneur : La profession des armes au Canada. Pour procéder à pareille harmonisation, le chef d'état-major de la Force terrestre (CEMAT) a entrepris une étude poussée du système régimentaire. Débutant par la Force régulière, cette étude s'inscrit dans un programme qui porte sur tous les aspects de nos politiques actuelles en matière d'administration

et de personnel. Une armée se compose de soldats. Le soldat canadien vit et combat dans le système régimentaire. Les chefs de l'Armée de terre doivent donc faire en sorte que le soldat soit suffisamment aguerré pour faire face aux exigences du combat au cours du nouveau siècle. L'objectif est clair. En tant que militaires de carrière, nous devons mettre au service des Canadiens une Armée de terre qui soit capable de relever ces défis.

Le présent numéro du *Journal de l'Armée du Canada* présente une série d'articles qui, je l'espère, nous permettra d'en apprendre davantage et d'amener tous les soldats à s'engager dans un débat fondamental sur l'élément central de l'Armée de terre du Canada du 21^e siècle. Le premier

article, rédigé par le Lieutenant-colonel Harry Bondy de l'état-major de la Force terrestre, fait une importante analyse sur la façon dont le système régimentaire pourrait fonctionner si nous menions une discussion générale sur la stratégie du personnel et de développement des chefs. Il s'agit en fait d'une proposition assez radicale qui comporte des recommandations visant à mettre en place un système régimentaire « toutes armes permanent » et à apporter des changements majeurs aux systèmes de sélection, de promotion et de perfectionnement professionnel. Le deuxième article, celui du Lieutenant-colonel Dave Banks du PPCLI, présente le point de vue selon lequel le bataillon d'infanterie forme l'unité fondamentale. Ces deux articles vous amèneront à remettre en question les hypothèses de base que vous avez posées et sauront sûrement soulever des questions d'ordre émotif. Les deux auteurs ont posé un geste qui répugne à plusieurs en exprimant leurs idées et en acceptant le risque de faire face à la critique, ce qui viendra sûrement. Si vous souhaitez participer au débat, vous n'avez qu'à faire de même. Étudiez bien la question, mettez vos idées par écrit puis transmettez-les nous. Je vous demande cependant de vous mettre alors dans la peau du Lieutenant-colonel Bondy et du Lieutenant-colonel Banks et d'éviter les attaques personnelles. Nous rappelons aux lecteurs que ces articles ne représentent pas la politique et que les dirigeants de l'Armée de terre n'ont même pas été informés de la plupart de ces idées. Il s'agit plutôt d'une portion essentielle de la réflexion que nous devons faire, en tant qu'armée, si nous souhaitons renforcer notre capacité opérationnelle.

Le système régimentaire a bien servi le Canada ainsi que son Armée de terre. Il est toujours difficile de s'analyser et cela exige du courage et de la détermination. Ces articles et l'étude sur le système régimentaire analysent nos hypothèses de base, remettent en question nos croyances fondamentales et peuvent peut-être donner lieu à des changements importants. La nature de la guerre et de la profession militaire ont connu d'autre part de grands bouleversements au cours des dix dernières années. Tout était tellement plus facile quand nous connaissions l'identité de l'ennemi, l'endroit où il se trouvait ainsi que sa façon de combattre. Comme le système régimentaire est d'une importance vitale pour le fonctionnement de l'Armée de terre et qu'il soutient notre identité même de soldat, nous manquerions à nos responsabilités professionnelles envers l'Armée de terre et envers le Canada si nous refusions de le soumettre à un examen. Chaque soldat de l'Armée de terre du Canada a un intérêt dans le système régimentaire et l'Armée de terre a besoin que chacun de vous exprime son point de vue par le biais de votre *Journal de l'Armée du Canada*.

UNE BRANCHE DE COMBAT UNIQUE?

par le Lcol Dave Banks, CD

INTRODUCTION

Le présent article a pour objet d'exposer les grandes lignes d'une proposition visant la formation d'une branche de combat unique destinée à remplacer les quatre Armes de combat distinctes actuelles. Il s'agit d'un article d'opinion plutôt que d'un document académique qui a davantage pour but de susciter une réflexion et un débat que de fournir des réponses définitives. Il est donc pour l'essentiel basé sur mes opinions ainsi des interprétations personnelles et n'a pas la prétention d'être une analyse détaillée.

HYPOTHÈSES

Mes hypothèses sont les suivantes :

◆ l'Armée de terre du Canada maintiendra sa structure actuelle, à savoir une force légère et meurtrière, hautement mobile et dépourvue d'éléments lourds, et continuera de mener des opérations au niveau du groupement tactique (GT) en descendant, c'est-à-dire au niveau de l'unité tactiquement autonome plutôt que de la formation;

l'Armée de terre devrait
cesser de maintenir
comme elle l'a toujours
fait des branches des
Armes de combat
distinctes

◆ le budget de la Défense, du moins la partie touchant l'Armée de terre, n'augmentera pas suffisamment pour apporter des solutions purement monétaires à des questions liées à la structure de la force;

◆ la tendance à la « convergence » entre les Armes existantes demeurera;

◆ notre situation démographique à l'échelle du pays ne changera pas, ce qui rendra difficile l'enrôlement massif de recrues;

◆ la technologie continuera d'être axée sur la production de systèmes encore plus meurtriers, légers, mobiles, propices à l'entraînement et faciles à utiliser, quoique plus difficiles à réparer, que les systèmes dont nous disposons aujourd'hui.

Mon argument est le suivant : compte tenu des hypothèses qui précèdent, l'Armée de terre devrait cesser de maintenir comme elle l'a toujours fait des branches des Armes de combat distinctes, c'est-à-dire des unités « pures », et privilégier l'adoption d'une branche de combat unique qui se concentrerait à tirer parti au maximum des ressources disponibles en vue d'établir la force la plus souple et la plus efficace au combat possible tout en misant sur ses points forts qui sont ses excellentes ressources humaines, sa capacité à bien comprendre la haute technologie ainsi que la mise au point, de nos jours, d'un pouvoir meurtrier accru pour ce qui est des systèmes plus légers et plus souples. À mon avis, la structure actuelle est ruineuse et redondante, et elle favorise les désaccords et le tribalisme, une chose qu'une Armée de terre aussi petite que la nôtre ne peut se permettre. Je crois que cette structure est basée sur un

modèle fortement ancré sur l'histoire et les traditions, mais dont la pertinence quant à l'avenir est douteuse. Dans sa forme actuelle, elle est constituée de groupes opposés résolument retranchés dans des rôles bien précis ou, pire encore, autour de pièces d'équipement données. Bien qu'on pourrait tolérer la présence de tels groupes dans une Armée de terre plus importante, qui a les ressources financières, institutionnelles et structurelles pour les absorber, notre Armée de terre n'est plus en mesure de maintenir aucune de ces positions assez enviables.

POINT DE VUE HISTORIQUE

À mon avis, le fait que nous ayons de nos jours quatre Armes de combat distinctes est davantage une question d'héritage de l'histoire que d'un processus analytique en particulier. L'Armée de terre du Canada n'est pas la seule dans cette situation : la plupart des armées, grosses ou petites, conservent des distinctions du même genre (bien qu'elles ne considèrent pas toutes leurs ingénieurs comme une Arme de combat). Lorsqu'on jette un coup d'œil au lointain passé de l'histoire de notre profession, on est à même de constater que la base de la plupart des armées conventionnelles était à l'origine formée d'une infanterie quelconque, y compris une infanterie effectuant du tir de missiles, avec des archers et des frondeurs notamment. Avec le temps, la cavalerie s'est jointe à l'infanterie. Au cours du Moyen-Âge, elle a même failli l'éclipser. Pour des raisons sociales et culturelles aussi bien que des questions de nature plus pratique comme la vitesse de mouvement relative, les organisations de cavalerie sont demeurées bien à l'écart de l'infanterie. Au moment opportun, des systèmes d'armes lourdes spécialisées sont apparus aux côtés des fantassins et des cavaliers. Fournis au départ pour assiéger des endroits fortifiés, ces systèmes sont éventuellement devenus des systèmes de tir d'appui direct employés contre des soldats. Les membres du Génie, présents sous une forme ou une autre à toutes ces étapes, faisaient essentiellement le même travail qu'aujourd'hui mais avec la puissance de leurs bras plutôt qu'à l'aide de la vapeur ou du diesel. Ainsi, les divisions classiques que nous reconnaissons et perpétons aujourd'hui étaient déjà bien installées à l'époque de la Renaissance environ.

Avec le temps et à mesure que l'utilisation de plus en plus répandue des systèmes à poudre noire augmentait les exigences en termes de légalité comme de compétence, les artilleurs et les ingénieurs ont commencé à se voir attribuer le statut de praticiens d'une espèce de version militaire des « arts noirs ». La division sociale qui faisait la distinction entre les fantassins et les cavaliers était complétée par le développement de ces deux Armes plus nouvelles, composées d'hommes considérés dans une large mesure comme de jeunes pousses pas très propres par leurs « supérieurs ». Cet esprit de clocher a été présent avec plus ou moins la même intensité tout au long du 19^e siècle et jusque durant le 20^e siècle. Pendant ce temps, le tribalisme comme la nécessité de défendre et d'améliorer la position de l'organisation se sont accrus tant en termes d'effectifs que de profondeur.

Cette croissance s'est manifestée encore plus éloquemment par une résistance aux changements technologiques qui menaçaient la nature ou l'existence même de l'organisation. Cela s'est sans doute le mieux traduit par le refus général et obstiné des gens de réaliser que les beaux jours de la cavalerie en tant qu'Arme décisive avaient pris fin durant la Première Guerre mondiale. Chaque armée d'importance a continué de maintenir une forme quelconque de cavalerie au cours des années qui ont suivi cette guerre. Le Russes, par exemple, ont déployé des cavaleries de la taille d'un corps jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, les quatre solitudes étaient bel et bien établies même si, ironiquement, c'est

précisément pendant cette guerre qu'il a été démontré sans l'ombre d'un doute que les Armes se devaient de combattre comme des équipes interarmes de combat.

Alors que se poursuivait l'instauration d'un tel esprit de clocher, les « mutations des fonctions de combat » entre les Armes traditionnelles se multipliaient. L'avènement du dragon, un soldat embarqué qui pouvait charger à dos de cheval ou combattre débarqué, est un des premiers exemples de ce phénomène. Le passage des mitrailleuses de l'artillerie à l'infanterie et, dans le cas de certaines armées, à la cavalerie en est un autre. Un troisième nous est donné par la présence d'armes d'artillerie de tir direct manipulées par des fantassins spécialement formés et faisant partie intégrante des régiments d'infanterie allemands durant les deux guerres mondiales. Le char en est autre. Le concept des véhicules blindés de combat a vu le jour au sein des forces britanniques à l'intérieur du Royal Naval Air Service, puis a été adopté dans l'Armée française par l'artillerie. Je mentionne cette « mutation » pour démontrer qu'il a toujours été possible d'estomper les rigides limites derrière lesquelles sont retranchées nos branches d'aujourd'hui.

LE PRÉSENT

Après ce rapide coup d'œil au passé, j'aborderai maintenant notre situation actuelle. Si je m'oppose à une branche de l'Arme blindée distincte, c'est qu'avec le sort de plus en plus incertain du char, l'introduction du système de canon mobile (SCM) et l'accent qui est de plus en plus mis sur le renseignement, la surveillance, l'acquisition d'objectifs et la reconnaissance (ISTAR) en tant que tâche multibranche, la Branche de l'Arme blindée ne fournira plus aucune capacité particulière qui n'existait pas auparavant ou qui ne pourrait pas être développée facilement au sein de l'infanterie ou, par voie de conséquence, dans la nouvelle branche de combat. Des systèmes d'armes de tir direct montés sur véhicule ont été exploités par notre infanterie à divers moments depuis la Deuxième Guerre mondiale, y compris des mitrailleuses lourdes, des systèmes antiblindé à tubes et à missiles de types différents et, de nos jours, le canon automatique. Le nouveau SCM n'est que le plus récent élément de cette évolution. Ce n'est pas un char. L'autre rôle traditionnellement confié à l'Arme blindée, c'est-à-dire l'accomplissement de missions de reconnaissance de plus grande portée à l'aide de véhicules blindés, doit être examiné à la lumière du fait que l'emploi de véhicules blindés de reconnaissance par l'infanterie ne date pas d'hier; on n'a qu'à penser au véhicule de transport universel, au Lynx et, aujourd'hui, au véhicule blindé léger (VBL) Coyote. Si les organisations de reconnaissance de l'infanterie utilisent essentiellement la même plate-forme que leurs amis de la cavalerie, la différence entre les fonctions de reconnaissance blindée de l'infanterie et celles de la cavalerie en est une de formation et d'emploi plutôt que de compétence innée. Regrouper tous les VBL Coyote au sein des régiments blindés, à mon avis, c'est tout simplement protéger des emplois.

Regrouper tous les VBL
Coyote au sein des
régiments blindés, à mon
avis, c'est tout
simplement protéger des
emplois

Le passage à une capacité ISTAR pleinement intégrée estompe encore plus la nécessité d'établir une branche distincte qui serait chargée exclusivement des tâches de reconnaissance. Le Corps blindé, il faut l'admettre, a toujours démontré une approche beaucoup plus logique et déterminée en ce qui a trait à l'organisation d'équipages de véhicules, ce que n'a jamais pu faire l'infanterie, même si elle est en grande partie mécanisée à l'intérieur de la Force régulière depuis

les années 1970. Il est permis de penser que l'infanterie éprouve encore de la difficulté à cet égard. Cet attribut mériterait d'être inclus dans la nouvelle branche de combat qui, bien entendu, continuerait de comprendre des véhicules blindés de combat de toutes sortes.

Dans le cas de l'artillerie, il est un peu plus difficile de formuler un argument contre le maintien de cette dernière en tant que branche distincte. Heureusement, les actions du Régiment Royal de l'Artillerie canadienne ces dernières années ont donné plus de poids à un tel argument. Ainsi, l'argument mis de l'avant il y a quelques années en ce qui a trait au déploiement d'artilleurs, dans un rôle d'infanterie, lors d'opérations internationales, ne renforce pas la nécessité d'avoir une artillerie. Il confirme plutôt la nécessité d'avoir plus de fantassins.

L'attribution d'une arme d'infanterie comme le mortier (une arme qui, même de calibre encore plus gros, est encore considérée dans plusieurs armées comme une arme d'infanterie) à l'artillerie est, à l'instar du Coyote, une mesure de protection d'emplois. Si les soldats de l'infanterie peuvent faire fonctionner avec succès des systèmes d'armes de tir indirect depuis des plates-formes blindées (Wolf), on peut se demander pourquoi on aurait besoin d'une branche distincte pour le faire. Avec la décision de retirer éventuellement du service le M109, la mise au premier plan de la létalité de précision par opposition au défoncement des carrés de quadrillage ainsi que la capacité grandement améliorée des systèmes de tir indirect plus légers disponibles de nos jours, on ne gagne rien à avoir une branche distincte juste pour livrer du tir indirect. Les compétences en matière de planification et de conduite du tir sont présentes depuis des années dans les pelotons de mortiers des bataillons d'infanterie et, encore une fois, ce qui distingue un officier d'observation avancée (OOA) d'un contrôleur de tir de mortier (CTM) c'est l'entraînement et l'expérience et non une supériorité quelconque venue du ciel. Je suis porté à dire que la « concentration des feux » à l'avenir ne se fera pas par le biais d'unités d'artillerie « pures » mais en coordonnant numériquement les systèmes intégrés d'une ou de plusieurs unités de manœuvre.

De peur qu'on m'accuse de prêcher pour ma paroisse, je ne pense pas non plus que l'infanterie telle qu'on la connaît aujourd'hui puisse survivre sur le champ de bataille moderne. Dépourvue pour des raisons institutionnelles de sa capacité intégrée de tir indirect et de génie léger, ainsi que de sa capacité de reco blindée et de son imposante puissance antiblindé, à la fois mal à l'aise avec l'énorme responsabilité que représente le VBL III et continuellement aux prises avec des problèmes liés à la stabilité de sa dotation en personnel, l'infanterie n'est plus en mesure de déployer des bataillons présentant la gamme complète des capacités de combat, une situation dont nous sommes tous responsables. Pourtant, l'infanterie est la composante dont n'importe quelle Armée de terre a le plus besoin car ses ensembles de compétences sont les plus vastes et les plus nécessaires quels que soient les types d'opérations. C'est la plus souple et la plus adaptative puisqu'elle n'est pas ou ne devrait pas du moins être liée à aucun système d'importance. Elle devrait donc selon moi constituer la base conceptuelle de la branche de combat. Il reste que cette nouvelle branche ne devrait pas être simplement une branche dite « infanterie plus ».

Enfin, il ne faudrait pas oublier l'élément que tous apprécient au plus haut point, c'est-à-dire le Génie. C'est n'est qu'après mûre réflexion que je me suis décidé à proposer l'intégration de ce dernier dans la branche de combat. Si je l'ai inclus, ce n'est pas tellement parce qu'il présente à certains égards des lacunes ou qu'on peut remettre en question sa pertinence, bien au contraire,

mais parce qu'on le considère déjà comme une Arme de combat et qu'il possède des compétences qu'on retrouve au sein de l'infanterie. Au surplus, il apporte un ensemble de compétences vitales à la nouvelle branche de combat.

Bref, je ne crois pas qu'une Arme de combat traditionnelle quelle qu'elle soit puisse survivre plus longtemps en tant que branche séparée ni que nous devrions tenter qu'elle le fasse. En raison des contraintes que j'ai exposées plus haut, nous devons plutôt faire preuve de plus de souplesse afin d'utiliser toutes nos ressources humaines et techniques pour déployer les unités de combat les plus efficaces et les plus aptes que nous pouvons nous payer. La structure de la Force, l'instruction et les acquisitions doivent être basées uniquement sur ce qui convient le mieux à l'atteinte de cet objectif et non sur la réalisation du programme d'une branche donnée. Je crois que cet objectif peut le mieux être atteint grâce à la formation d'une branche de combat unique à l'intérieur de laquelle seraient réunies, par groupements de groupes professionnels militaires (GPM) ou de compétences et non de structures plus officielles, les branches que nous connaissons déjà. Je tenterai maintenant d'esquisser ce à quoi ressemblerait cette branche de combat proposée.

La branche de combat,
serait basée sur
l'infanterie, mais pas sur
celle qu'on connaît de
nos jours

LA BRANCHE DE COMBAT

La branche de combat, je le dis sans honte aucune, serait basée sur l'infanterie, mais pas sur celle qu'on connaît de nos jours. Elle aurait davantage l'allure d'un groupe de GT permanents plus gros les uns les autres et dotés d'une plus grande puissance de combat que le bataillon d'infanterie actuel. Le nombre de ces unités ainsi que la façon exacte avec laquelle elles pourraient être configurées et équipées sont des questions que je n'aborderai pas dans cet article mais qui doivent manifestement être examinées. Chaque unité serait grosso modo composée de ce qui suit :

- ◆ un élément d'aide au commandement;
- ◆ de nombreuses sous-unités de combat rapproché ressemblant de près à l'infanterie actuelle;
- ◆ une ou plusieurs sous-unités dotées de systèmes d'armes lourdes de tir direct;
- ◆ un élément de tir indirect (jusqu'à ce que la technologie moderne nous fournisse un système d'arme capable d'effectuer du tir direct et indirect);
- ◆ un élément de défense antiaérienne (qui pourrait tout aussi bien être dispersé à l'intérieur d'autres éléments sous la forme d'un système portable de défense antiaérienne [SPDAA] à peu près comme les SPDAA qu'on retrouvait dans les compagnies de fusiliers motorisés soviétiques);
- ◆ une forte capacité ISTAR, y compris un élément voué exclusivement aux tâches de reco mais comportant aussi les capacités de recherche d'information de toutes les sous-unités;
- ◆ une capacité du Génie;

-
- ◆ un élément de soutien au combat (SC) qui peut se déplacer et survivre sur un champ de bataille meurtrier et discontinu et qui peut accepter du renforcement « en modules prêts à l'emploi » afin d'accroître son autonomie.

Autrement dit, ces éléments comprennent un groupement permanent destiné à produire l'unité tactique la plus meurtrière, souple et mobile possible. Je pense qu'une réflexion en ce sens a déjà été amorcée par d'autres avant que j'entreprenne la rédaction du présent article.

FORCES LÉGÈRES

Dans la préparation de ce texte, j'ai aussi songé à ce qu'il y aurait lieu de faire avec la capacité de force légère en évolution présente que représentent maintenant nos trois bataillons d'infanterie légère. Après une longue réflexion et compte tenu en particulier des discussions en cours au sujet de l'ajout d'un caractère « SOC » plus marqué pour ces unités, je crois que ces dernières devraient demeurer des organisations légères possédant cependant la plupart des mêmes capacités que les unités décrites plus haut, sauf qu'elles devraient disposer de systèmes plus légers et plus faciles à transporter. Ces unités, contrairement aux plus lourdes, ressembleraient davantage à ce que nous appelons maintenant l'infanterie.

ENTRAÎNEMENT DE LA BRANCHE DE COMBAT

Un programme commun de formation au niveau du recrutement à l'intention de l'ensemble des recrues, des officiers et des membre du rang (MR) serait une caractéristique fondamentale de la branche de combat. À mon avis, ce programme devrait débiter dès la sortie d'une recrue du centre de recrutement et porter immédiatement sur la formation afin d'en faire un soldat de niveau élémentaire qui sera identifié comme soldat de combat rapproché. Il n'y aurait plus lieu de dispenser aux recrues « des cours de perfectionnement mauves des FC », un concept démodé et ruineux que nous ne pouvons plus nous payer. Ce processus de formation initiale nous donnerait au bout du compte un soldat ressemblant énormément au fantassin d'aujourd'hui étant donné que les compétences enseignées durant celui-ci sont les plus essentielles requises dans tous les types d'opérations et pour la plupart des types de menaces. Employé pour la formation de l'ensemble de nos soldats et de nos sous-officiers potentiels, ce programme ferait en sorte que tous les futurs officiers aient exactement la même base de connaissances et de compétences en ce qui a trait aux aptitudes de combat de niveau élémentaire que leurs soldats. Tout comme l'approche du « creuset » quant à la formation des recrues l'a fait pour les US Marines, je soupçonne que la phase de soldat de combat rapproché pourrait également servir de moyen pour repérer les chefs de combat naturels, ceux qui seraient de bons candidats pour des cours de leadership de niveau plus avancé et une promotion au niveau de sous-officier ou d'officier.

À la suite de leur formation de soldat de combat rapproché, les soldats pourraient être classés en vue d'un emploi au sein des éléments de combat rapproché ou d'un stage de formation plus avancée en capacité de combat. La formation plus avancée dont il s'agit touche notamment les éléments suivants :

- ◆ soldat d'appui-feu direct;
- ◆ soldat d'appui-feu indirect;

-
- ◆ soldat de défense antiaérienne;
 - ◆ soldat de protection et de mobilité (comparable au soldat du génie de combat);
 - ◆ soldat ISTAR (le caractère multidisciplinaire du ISTAR pose cependant certains défis).

L'achèvement de ces modules d'instruction produirait des soldats qui sont en mesure d'accomplir les fonctions susmentionnées au champ de bataille mais qui conserveraient la capacité de combat rapproché et qui pourraient réintégrer les éléments de combat rapproché, en tant que chefs, plus tard au cours de leur carrière. À peu près au même stade environ, les aspirants officiers seraient identifiés et dirigés vers un programme de formation d'officier de branche de combat dont les détails vous seront donnés plus loin. Cependant, la recherche d'aspirants officiers de qualité serait continue plutôt que limitée au niveau du recrutement. En fait, le système que nous avons déjà se rapproche, quoique de façon plus ou moins cohésive, de ce concept à l'heure actuelle.

Après avoir complété leur module spécialisé initial, les soldats seraient assignés à un élément approprié au sein de l'unité en vue d'un emploi initial. Durant leur emploi, ils pourraient être choisis pour des cours de leadership tactique reliés à leur spécialité, notamment les cours suivants :

- ◆ chef d'appui-feu direct;
- ◆ chef d'appui-feu indirect;
- ◆ chef de défense antiaérienne;
- ◆ chef de protection/mobilité;
- ◆ chef ISTAR.

Même si ces cours auront essentiellement pour objet de former les sous-officiers appelés à diriger les équipes de base au sein de chaque élément, ils pourraient facilement s'adresser aux officiers subalternes.

FORMATION D'OFFICIER

Les officiers de la branche de combat seraient sans exception choisis parmi les soldats faisant partie de chaque campagne de recrutement, bien que les civils seraient libres de s'enrôler dans l'Armée de terre en vue de l'obtention d'une commission. Les promotions seraient fonction de la capacité des officiers de fonctionner efficacement comme soldats. Même s'ils avaient le même bagage de compétences de niveau élémentaire que leurs soldats et complété dans certains cas un ou plusieurs cours de chef spécialisé durant leur carrière, les officiers seraient formés de manière à devenir des généralistes du combat, capables assez facilement et de façon compétente d'employer tous les systèmes et toutes les capacités se trouvant dans l'unité pour parvenir à la victoire, sans être des experts quant aux aspects pratiques et techniques de ces systèmes au-delà des compétences de base. L'officier de la branche de combat aurait une formation beaucoup plus vaste quoique pas aussi approfondie peut-être que la plupart des officiers des Armes de combat d'aujourd'hui. La formation d'officier mettrait aussi fortement l'accent sur le leadership par l'exemple, le comportement éthique et moral et la confiance envers les subalternes. Le diplôme d'études post-secondaires continuerait d'être exigé de tous

les officiers, bien que la question de savoir si cette exigence serait une condition préalable au recrutement ou une forme de perfectionnement professionnel offert après la sélection des candidats mérite un examen plus poussé.

Au-delà du profil de formation de la branche de combat, on aura encore besoin d'officiers qui devront recevoir de l'instruction sur l'aide au commandement et compléter d'autres cours spécialisés qui pourraient être donnés par d'autres composantes militaires. De plus, j'estime qu'il faut absolument que nous maintenions une saine rotation entre le service au sein des unités tactiques, des QG, des centres d'instruction et de la Réserve. Ce système bien établi est nécessaire pour garder toutes les parties de l'Armée de terre informées de tout ce qui se passe et en contact les unes avec les autres.

ADJUDANTS

J'envisage un accroissement des responsabilités pour nos militaires du grade d'adjudant. Bien que le rôle traditionnel du sergent-major soit des plus nécessaires et doit à tout prix être préservé, je prévois que les adjudants pourraient être appelés à prendre en charge la presque totalité de la tactique, des techniques et des procédures (TTP) propres à chaque spécialité.

les officiers ne seraient
dorénavant plus très
impliqués dans le
développement de la
plupart des TTP

Certains diront que c'est à peu près le cas dans le moment, mais je prétends qu'à l'exception de la supervision et du nécessaire leadership en matière de commandement, les officiers ne seraient dorénavant plus très impliqués dans le développement de la plupart des TTP. L'idée est sans doute radicale, mais elle vise à fournir l'équilibre requis en vue de la réorientation des officiers vers un rôle plus élargi, plus généraliste. Ce vide au niveau des connaissances techniques devra cependant être comblé, et je pense que nos adjudants seraient facilement en

mesure de le faire. Nous pourrions au surplus examiner, comme d'autres armées l'ont fait avant nous, si les adjudants ne pourraient pas être les meilleures personnes pour commander des sous-sous-unités dans certaines spécialités. Enfin, les adjudants demeureraient sans doute plus longtemps dans leur sous-spécialité que ne le feraient la plupart des officiers afin d'acquérir l'expérience qui ferait d'eux des experts dans le domaine des TTP.

LA BRANCHE DE COMBAT DANS L'ENSEMBLE DE L'ARMÉE DE TERRE

Je n'ai encore rien dit au sujet de la façon dont nous pourrions produire les soldats et les chefs de soutien pour les unités de la branche de combat. Ces gens, c'est évident, auront un rôle vital à jouer, spécialement à mesure qu'augmentera le niveau de la technologie employée. Je serais porté à privilégier une formation qui met l'accent sur le soldat d'abord. Je ne crois pas au concept du « soldat de soutien mauve » adopté lors de l'unification, malgré les efforts des plus louables que certains font présentement en vue de satisfaire aux exigences que posent les différents environnements opérationnels. Si nous avons appris ou plutôt réappris quelque chose au cours des conflits des dernières années, aussi bien comme participants que spectateurs, c'est que la bonne vieille et bornée division entre la « zone de combat » et la « zone arrière protégée » est bel et bien morte. Nos ennemis ne prendront pas la peine de vérifier à quels GPM appartiennent leurs opposants avant de les attaquer. Par conséquent, tous les membres d'une unité de la branche de combat seront capables de se battre. Je me contenterai à ce

moment-ci de dire que je prévois qu'une branche de soutien distincte aussi bien qu'une branche des systèmes d'information fourniront des soldats qui accompliront les fonctions associées au SC et à l'aide au commandement au sein des unités de la branche de combat.

La question de la préservation et de l'application du système régimentaire dans l'Armée de terre régulière a été bien présente dans mon esprit tout au long de la préparation de cet article. Bien que je sois d'avis que le système régimentaire comporte dans son ensemble davantage de bons points que de mauvais, je ne pense pas qu'il devrait commander notre structure organisationnelle. Le système régimentaire est une aide au bon leadership ainsi qu'à la cohésion à l'intérieur de l'unité et non un substitut pour ces éléments ni une fin en soi. Dans une certaine mesure, le niveau auquel nous pourrions transposer directement notre système actuel dans la nouvelle branche de combat serait fonction de la taille et de la forme des unités elles-mêmes. Si le nombre des régiments était suffisant pour permettre à chaque nouvelle unité de conserver l'héritage et le lien avec un régiment existant de la Régulière, la transition s'en trouverait facilitée. S'il n'y a aucune correspondance pratique, il faudrait examiner d'autres options allant de la totale submersion des anciennes identités dans un nouvel héritage commun de branche par le biais de diverses permutations et combinaisons à la conservation de l'identité d'un ou de deux régiments existants seulement. Nous pourrions examiner par exemple l'approche employée par le Reichsheer allemand après le traité de Versailles où les sous-unités de la nouvelle armée devaient porter le nom des anciens régiments de l'Empire. Cette approche a donné lieu à un système qui s'est avéré plutôt lourd et difficile à gérer, mais c'est une option. Je ne prétends pas avoir la réponse à cette question. J'en parle parce que c'est un facteur très important.

LA RÉSERVE DE L'ARMÉE DE TERRE

Nous avons fait d'immenses progrès ces dernières années pour éliminer l'hostilité et la méfiance qui avaient pour résultat de creuser un fossé entre les deux composantes de notre Armée de terre. Ces progrès ont été des plus bénéfiques à l'institution tout entière et devraient à tout prix continuer. Par conséquent, si la Régulière de l'Armée de terre doit être reconfigurée selon le modèle de la branche de combat, il en est de même pour celle de la Réserve. Étant donné la méfiance bien réelle manifestée par le passé par la Réserve de l'Armée de terre face à un tel changement, l'introduction de ce concept au sein de celle-ci pourrait présenter plus de défis que pour la Régulière de l'Armée de terre. Comme pour tous les changements impliquant la Réserve, ce processus devra se faire avec bonne volonté, bon sens et une patience informée si nous voulons qu'il soit fructueux et non source de discorde. Cela dit, je crois que la Réserve de l'Armée de terre serait plutôt intéressée à participer à un tel changement ne serait-ce que pour éviter de devenir une entité sans pertinence.

CONCLUSION

J'ai tenté dans les paragraphes qui précèdent de tracer les grandes lignes d'un concept portant sur la façon dont nous pourrions mieux structurer notre Armée de terre. J'estime que notre structure actuelle est au mieux un héritage et au pire un fardeau. Si mes hypothèses s'avèrent justes, nous ne pouvons plus nous payer le luxe de rivalités entre les branches et d'emplois réservés « à nos hommes ou nos femmes ». Nous devons à la fois être prêts à conserver ce qui reste des points forts de notre Armée de terre et à mettre de côté ou à réduire les facteurs qui nous tirent dans des directions différentes.

Si cette lettre a soulevé plus de questions qu'elle n'a fourni de réponses, tant mieux. Comme je l'indiquais dès le départ, j'espérais offrir mes opinions et mon interprétation afin de susciter la discussion. Je compte bien que les défenseurs de la structure actuelle réagiront en faisant ressortir les faiblesses de mon concept ainsi que mes probables carences au plan intellectuel en ce qui a trait à la présentation de ce sujet. J'espère d'autre part que certains lecteurs prendront cette idée à cœur et réfléchiront plus objectivement et librement à l'avenir du combat terrestre dans notre Armée de terre et à la façon dont nous pourrions mieux organiser nos ressources limitées pour produire la force la plus souple et la plus meurtrière possible.

COMMENTAIRES SUR « UNE BRANCHE DE COMBAT UNIQUE » DU LCOL DAVE BANKS

par le Lieutenant-colonel Harry Bondy, CD

Je suis d'accord avec le Lcol Banks lorsqu'il affirme que la structure régimentaire de la force actuellement en vigueur au sein de l'Armée de terre est un « héritage de l'histoire » et non le résultat d'un « processus analytique en particulier » et qu'il s'agit d'une structure « ruineuse et redondante » favorisant les « désaccords et le tribalisme ». J'admets également que, depuis la Deuxième Guerre mondiale, les méthodes de guerre occidentales se sont fortement tournées vers les opérations interarmées et que la doctrine et l'équipement modernes accroissent de plus en plus l'urgence de la convergence des fonctions de combat. Finalement, je suis d'avis que « la bonne vieille et bornée division entre la “zone de combat” et la “zone arrière protégée” est bel et bien morte et que, de ce fait, le concept du « soldat d'abord » n'a jamais été aussi important. »

Je ne peux qu'encourager le Lcol Banks à mener sa réflexion jusqu'à sa conclusion logique. Pourquoi ne pas réunir tous les membres de l'unité de manœuvre devant se déployer sur le théâtre en une seule unité qui comprendrait la branche du soutien et celle des systèmes d'information? De même, s'il y a convergence des fonctions de combat et que les systèmes d'équipement sont plus polyvalents, pourquoi maintenir des branches spécialisées formées de membres d'un seul GPM ou d'une seule fonction? Si les désaccords, le tribalisme et l'absence de zones de communication sûres posent problème, alors quel est l'intérêt de perpétuer le schisme entre les soldats de soutien et les soldats de combat, entre des GPM faisant l'objet d'un contrôle centralisé et entre les héritages rivaux des régiments actuels?

Se pourrait-il que la branche de combat proposée par le Lcol Banks soit elle-même un héritage de la science de la gestion moderne et du bon vieux tribalisme? Les branches du combat, de la logistique et des communications et une multitude de GPM restent fidèles au vieux principe industriel de la division du travail. Pourquoi l'auteur accorde-t-il autant d'attention à la structure de la force et à la technologie au détriment des stratégies du personnel et des impondérables culturels? Pourquoi l'accent est-il mis sur le « combat », la « victoire » et la « létalité » sans que ne soient mentionnés les points tout aussi importants, bien que moins prestigieux, que sont la transition de l'invasion à l'occupation, l'aide humanitaire et d'autres fonctions faisant clairement partie des tâches professionnelles de l'Armée de terre post guerre froide?

On doit également veiller
à ne pas évoluer trop
rapidement ni trop
lentement

On doit également veiller à ne pas évoluer trop rapidement ni trop lentement. À mon avis, le changement limité et graduel proposé par le Lcol Banks est insuffisant et trop lent. Une branche de combat remaniée où le tribalisme est quelque peu amplifié ne fournira pas à l'Armée de terre la souplesse et la concentration dont elle a besoin dans un environnement post guerre froide. En effet, si l'Armée de terre ne modifie pas rapidement et de manière décisive sa structure de la force et sa stratégie du personnel, il pourrait bien n'y avoir aucun changement — mais plutôt un avilissement graduel menant à la non-pertinence.

METTRE LA PIÈCE À CÔTÉ DU TROU : TROUVER DES FORCES SPÉCIALES POUR L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE

par le Major Tony Balasevicius, CD

Depuis leur création au début de la Seconde Guerre mondiale, les forces spéciales (FS) modernes¹ n'ont cessé de croître pour en arriver à former un élément essentiel de l'arsenal militaire d'un pays. Dans la période de l'après-guerre froide, elles se sont révélées tout particulièrement populaires auprès des dirigeants politiques en raison de leur présence discrète, de leur faible visibilité et de leur capacité d'accomplir une multitude de missions délicates. On pouvait, grâce à elles, éliminer des déploiements nationaux plus importants et réduire ainsi les risques de subir des pertes élevées ou d'avoir à supporter des conséquences politiques négatives.

L'utilité des FS s'est manifestée de façon plus particulière après l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 commis contre les États-Unis. On cherche depuis à accroître leurs capacités et à étendre leur portée et on s'attend à ce qu'elles soient de plus en plus sollicitées au cours des prochaines années. C'est ainsi que depuis le 11 septembre, les FS ont été appelées à jouer des rôles de premier plan dans les récentes opérations menées en Afghanistan, en Irak et aux Philippines. Ces opérations fort médiatisées ne représentent qu'une petite partie de l'engagement constant et croissant que prennent les pays occidentaux au regard des FS². Rien de surprenant à ce que les FS soutiennent une telle cadence opérationnelle étant donné tout ce qu'elles peuvent accomplir, qu'il s'agisse de reconnaissance lointaine et d'actes de sabotage derrière les lignes ennemies pour faire obstacle au terrorisme, ou encore de la formation de forces militaires étrangères.

La plupart des forces militaires modernes disposent maintenant de FS, sous une forme ou sous une autre. Selon Robin Neillands, auteur de *In the Combat Zone: Special Forces Since 1945*, on compte plus de 287 unités des forces spéciales à travers le monde, actives dans 66 pays ou états³, ce qui explique que l'Armée de terre canadienne, dans le cadre de son étude sur le développement de la force, cherche à se doter de telles forces. On regarde entre autres la possibilité de mettre sur pied une formation qui s'inspirerait des Rangers américains et à qui l'on confierait des opérations d'action directe (AD).

Un tel projet doit bien sûr s'appuyer sur une analyse critique qui fournira des réponses à certaines questions fondamentales. Il importe notamment de savoir de quelle façon cette organisation permettrait au Canada de mieux composer avec les différentes contingences auxquelles les FS sont appelées à faire face, et si la formation d'une telle unité contribuerait à améliorer les capacités canadiennes et à répondre à des objectifs stratégiques. Même s'ils constituent une force d'infanterie légère exceptionnelle riche d'un dossier reluisant et qu'ils relèvent du Special Operations Command (SOCOM) des États-Unis, les Rangers américains font tout au mieux qu'effleurer le domaine des FS. Depuis leur création, les Rangers sont organisés, entraînés et équipés pour participer à un éventail d'opérations très réduit. Mais plus encore, leur structure et les tâches qui leur sont confiées les rendent peu utiles pour le Canada.

La complexité du sujet traité nous amène à nous concentrer sur le concept des Rangers en tant que FS, à suivre l'évolution de cette formation et à examiner le rôle qu'elle a été appelée à jouer au fil des ans. Nous pourrions ainsi identifier ses forces et ses limites à partir de son expérience opérationnelle et évaluer la valeur d'une unité de Rangers dans le contexte canadien.

Comme pour tout concept de doctrine, les pays donnent aux opérations spéciales des définitions différentes. Aux fins du présent document cependant, nous nous en remettons à la doctrine américaine et nous nous intéresserons avant tout aux modèles américains des FS puisque c'est dans ce contexte que les Rangers ont évolué. Selon la doctrine américaine relative aux opérations spéciales interarmées, les opérations confiées aux FS sont :

les opérations menées dans des zones hostiles, interdites ou délicates sur le plan de la politique dans le but d'atteindre des objectifs militaires, diplomatiques, informationnels ou économiques en utilisant des moyens militaires non conventionnels. Ces opérations exigent souvent des moyens secrets, clandestins ou discrets. Les opérations spéciales (OS) s'appliquent à l'ensemble des opérations militaires. Elles peuvent être menées en autonomie ou de concert avec les opérations entreprises par des forces conventionnelles ou d'autres organismes gouvernementaux, et comprendre des opérations réalisées par des forces indigènes ou auxiliaires, ou encore avec l'aide ou par l'entremise de celles-ci. Les OS se distinguent des opérations conventionnelles par le niveau de risque qu'elles comportent sur les plans physique et politique, les techniques d'opération, leur emploi, l'autonomie au regard du soutien provenant des forces amies et le fait qu'elles doivent compter sur du renseignement opérationnel détaillé et des ressources locales⁴.

Les unités des FS sont organisées et formées en vue de remplir neuf missions principales⁵, à savoir la contre-prolifération (CP), le contre-terrorisme (CT), la sécurité intérieure étrangère (SIE), la reconnaissance spéciale (RS), l'action directe (AD), les opérations psychologiques (OPSPSY), les affaires civiles (AC), la guerre non conventionnelle et les opérations d'information (OI)⁶. Viennent s'y greffer de nombreuses tâches, généralement connues sous le nom d'« activités collatérales », que les FS remplissent en raison de leurs compétences uniques et de leur entraînement bien particulier. Ces activités comprennent le soutien à la coalition, la recherche et le sauvetage de combat (RESCO), la lutte antidrogue, le déminage humanitaire, l'aide humanitaire, l'assistance à la sécurité ainsi que des activités spéciales.

Il est intéressant de noter que nombre de ces missions, qu'il s'agisse de missions principales ou d'activités collatérales, ne sont pas nécessairement le fait de circonstances opérationnelles. Selon Thomas K. Adams, auteur de *US Special Operations Forces in Action: The Challenge of Unconventional Warfare*, « cette liste n'est qu'un ramassis d'anciennes missions conventionnelles, non conventionnelles et ordinaires dont certaines, en fait, se rattachent à d'autres. Elle témoigne d'une certaine façon de la volonté générale des dirigeants des FS de considérer pratiquement n'importe quelle mission comme étant du ressort des FS »⁷. Il ajoute qu'« en acceptant ainsi n'importe quel genre de mission, on a l'impression que les FS cherchent à montrer de quoi elles sont capables et à rivaliser avec toutes les autres organisations afin de s'approprier une part d'un budget militaire à la baisse. C'est ainsi que viennent s'ajouter des activités qui, de toute évidence, sont et doivent être conventionnelles »⁸.

Les neuf missions principales et les sept activités collatérales découlent de trois missions centrales qui se sont presque toutes développées à partir des capacités mises en oeuvre pour répondre à des exigences opérationnelles bien particulières de la Seconde Guerre mondiale.

Ces trois missions sont l'action directe (AD), la reconnaissance spéciale (RS) et la guerre non conventionnelle (UW). Elles sont ainsi mises en évidence parce que les FS modernes sont habituellement organisées, équipées et entraînées pour intervenir dans l'un ou l'autre de ces trois domaines. Les capacités résiduelles acquises au cours de l'entraînement donnent lieu à un certain recoupement, mais il importe de comprendre qu'il y a des limites à ce que les FS peuvent accomplir au cours de ces missions. C'est ainsi que les opérations d'action directe peuvent se subdiviser en actions de grande envergure confiées à des unités comme les commandos de l'Armée britannique et les Rangers américains, ou en opérations de faible envergure qui exigent des attaques plus précises lancées par des forces plus petites, le Special Air Service (SAS) par exemple. De même, la guerre non conventionnelle peut comprendre des missions qui

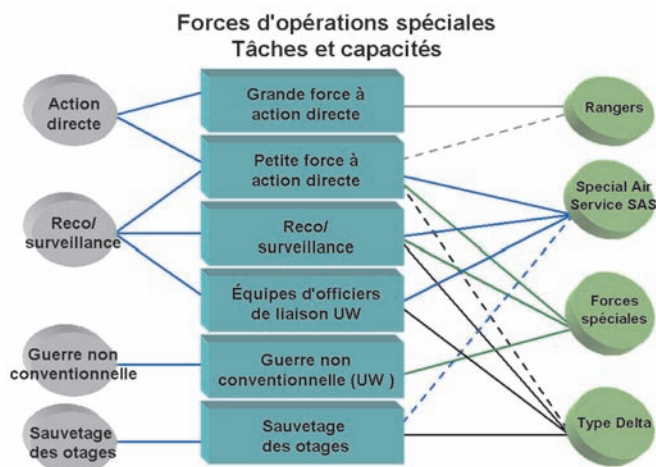


Figure 1 Unités des FS en fonction des exigences de la mission

reviennent à des forces plus importantes comme l'ancien Office of Strategic Services (OSS), des groupes opérationnels (GO) et les Forces spéciales américaines actuelles⁹, ou à des équipes de liaison plus petites comme les équipes Jedburg auxquelles les Alliés¹⁰ ont fait appel au cours de la Seconde Guerre mondiale. Comme chacune des missions centrales exige des forces extrêmement spécialisées en termes d'organisation, d'entraînement et d'équipement, les FS se spécialisent en général dans les opérations d'action directe de grande et de faible envergures ainsi que dans les missions de reconnaissance spéciale¹¹ ou de guerre non conventionnelle. Quant aux Rangers, ils s'occupent habituellement des opérations d'action directe de grande envergure¹².

Le principal problème que posent les unités spécialisées dans des opérations d'action directe de grande envergure vient de leur tendance à faire concurrence aux forces militaires qui sont, elles aussi, aptes à mener ce genre d'opérations, des raids par exemple. Il est donc difficile de faire valoir que ces unités satisfont au critère qui veut qu'on « utilise des moyens militaires non conventionnels ». De plus, ces forces n'ont pas recours à des moyens ou à des modes d'emploi « secrets, clandestins ou discrets » et « doivent compter sur le soutien des forces amies »¹³.

En fait, depuis l'arrivée des unités d'action directe de grande envergure au début de la Seconde Guerre mondiale, cette capacité est passée des FS aux forces conventionnelles. Malheureusement, les institutions militaires ont créé ces unités en croyant à tort qu'elles pouvaient fournir des FS qui rempliraient aussi d'autres tâches conventionnelles. Le peu de connaissance qu'on a des FS en général et de leur capacité de procéder à des actions directes de grande envergure de façon plus particulière amène souvent les commandants militaires, mal informés de leurs limites¹⁴, à les utiliser à mauvais escient. La mauvaise utilisation des FS est fort à propos aujourd'hui puisqu'elles sont très recherchées et qu'il est tentant de fournir une solution rapide en ayant recours à une capacité hybride, les Rangers par exemple. Les Rangers

forment une force d'infanterie légère des plus qualifiées capable de mener des missions hautement spécialisées qui cadrent très bien avec la domination qu'exerce l'Armée américaine sur l'ensemble du spectre des conflits. Dans ce contexte limité, ces forces peuvent produire des résultats remarquables. Il est rare cependant que ces imposantes forces d'action directe puissent participer à des opérations qui leur conviennent.

L'origine des unités d'action directe de grande envergure remonte à la création des commandos britanniques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Une des premières unités des FS formées par les Alliés, les Commandos, se voulait des « troupes légères mobiles et très énergiques capables de lancer des raids ou d'opérer derrière les lignes ennemies »¹⁵. On a ainsi créé une trentaine de commandos qui, au départ, étaient entraînés et équipés pour participer à des opérations offensives contre les ouvrages défensifs allemands le long de la côte française. Ces opérations, des actions directes classiques, comportaient de « brèves frappes et d'autres [...] actions offensives qui visaient à prendre, détruire, capturer ou reprendre du personnel ou du matériel, ou encore à infliger des dommages »¹⁶.

Le programme d'entraînement mis en place à l'intention des unités responsables des missions spéciales était axé sur le perfectionnement du soldat, notamment sur la forme physique, les armes (nos armes aussi bien que les armes de l'ennemi), les dispositifs de destruction, l'orientation, le combat rapproché, l'assassinat silencieux, les transmissions, les techniques de survie, l'assaut amphibie et l'assaut de falaises ainsi que l'utilisation de véhicules. L'entraînement était extrêmement exigeant et réaliste, et on avait souvent recours à des munitions réelles¹⁷. La création des commandos s'est révélée importante puisque d'autres FS britanniques, qui sont venues plus tard durant la guerre, le Special Air Service (SAS) et le Special Boat Service (SBS) par exemple, leur doivent, d'une façon ou d'une autre, leur existence. De plus, les équipes Jedburgh ont en partie été formées par des instructeurs des Commandos alors que d'autres unités alliées, comme la 1^{re} Force d'opérations spéciales (1^{re} FOS) et des groupes opérationnels de l'OSS, se sont inspirées du programme d'entraînement des Commandos pour leur propre entraînement. Les Britanniques ont exercé une telle influence à cet égard que les Américains ont décidé d'inscrire leur premier groupe de Rangers au cours de Commandos britanniques offert à Achnacarry Castle, en Écosse.

Les Rangers américains modernes ont été créés le 1^{er} juin 1942 alors que le Général George Marshall, chef d'état-major, a ordonné la création d'une organisation américaine de commandos. Le Général Marshall voulait un cadre de militaires forts d'une expérience au combat qui pourraient se retrouver dans toute l'Armée. Il a prescrit à cette fin la mise en service du 1^{er} Bataillon des Rangers le 19 juin 1942, à Carrickfergus, en Irlande du Nord¹⁸. Afin de leur permettre d'acquérir de l'expérience, on avait prévu associer les Rangers aux commandos britanniques. C'est ainsi que même s'ils possédaient l'équipement d'une unité d'infanterie américaine, les Rangers recevraient de l'« équipement spécial pour procéder à des débarquements amphibies et à des attaques de nuit, dont des canots pneumatiques pliants en caoutchouc et des gilets de sauvetage »¹⁹. Ils disposaient aussi de ressources du génie comme du matériel de destruction et des filets de camouflage²⁰. Comme des soldats spécialisés participaient aussi à l'entraînement et aux opérations des commandos, qu'il s'agisse de spécialistes en destruction, de mécaniciens, de conducteurs de camions et de tracteurs et de personnel de maintenance, ces postes additionnels figuraient aussi au tableau d'effectif des Rangers.

Malgré l'excellent entraînement qu'ils recevaient et la qualité de leur personnel, la légèreté de l'équipement dont ils disposaient dans les opérations qui ont suivi a toujours constitué un

problème pour les Rangers²¹. Cet état de chose avait l'avantage de les rendre plus mobiles, mais réduisait cependant d'autant leur puissance de feu. Ce problème était sans trop de conséquences pour les engagements de courte durée, mais lorsque les opérations se prolongeaient ou que l'unité était appelée à jouer le rôle d'infanterie régulière, une puissance de feu limitée devenait un inconvénient de taille. Ironiquement, cette tendance s'est maintenue durant toute la guerre et, avec le temps, « plus on utilisait les Rangers comme force d'infanterie conventionnelle, plus il leur fallait de puissance de feu; et plus il leur fallait de puissance de feu, plus leur quartier général était susceptible de leur confier des opérations conventionnelles »²².

Ce problème s'est fait plus aigu au cours de la campagne d'Afrique du Nord. En novembre 1942, dans les premiers temps de l'opération TORCH, les Rangers avaient reçu une mission d'action directe adaptée à leurs fonctions. De nuit, ils ont procédé à un débarquement surprise au nord d'Arzew, en Algérie (Afrique du Nord française) et ont réussi à neutraliser les principaux dispositifs de défense du port et à s'emparer des quais. L'opération terminée, les Rangers ont été affectés au Invasion Training Center (ITC) de la Cinquième Armée où ils ont servi de troupes de démonstration et de troupes expérimentales²³. Même les commandants qui comprennent le concept qui sous-tend ces forces et qui sont conscients de leur potentiel les affectent à des missions qui sont l'apanage de l'infanterie conventionnelle. Vers la fin de la campagne d'Afrique du Nord, les Rangers « ont pratiquement passé quatre fois plus de temps à mener des combats conventionnels qu'à participer à des opérations pour lesquelles ils étaient formés, et ils ont rempli presque uniquement des fonctions autres que des fonctions de combat »²⁴.

Cette situation tenait au fait que les Rangers, en raison de l'entraînement spécial qu'ils avaient reçu et des capacités qu'ils possédaient, étaient gardés en réserve pour des opérations de grande valeur, la destruction d'installations ennemies importantes par exemple. En règle générale, on ne retrouvait pas les Rangers sur la ligne de feu aussi souvent que les unités conventionnelles, ce qui laissait croire que ces forces étaient gourmandes de personnel et contribuaient peu à l'effort de guerre, ce que le dossier de combat d'une unité permettait en général de vérifier. On croyait de plus que tout ce que ces forces faisaient, des troupes d'infanterie bien formées pouvaient le faire aussi²⁵. Cette logique ne correspondait pas à la réalité : ces imposantes forces d'action directe sont, en fait, des troupes d'infanterie bien formées. On a malheureusement tendance à oublier qu'en temps de guerre, on ne peut offrir à chaque unité d'infanterie d'une grande armée l'entraînement qui lui permettrait de satisfaire à la norme exigée pour mener les missions prévues²⁶.

Le fait de garder ainsi en réserve des troupes d'action directe crée un dilemme important, soit celui d'y avoir recours pour régler des problèmes pour lesquels les troupes conventionnelles seraient plus désignées. Lorsque cela était, les troupes d'action directe subissaient de lourdes pertes, elles qui n'avaient ni la structure ni l'équipement pour participer à des combats prolongés. La destruction des bataillons de Rangers à Anzio est un bon exemple :

Une infiltration bâclée sur la tête de pont d'Anzio au début de 1944 a signifié la fin des Rangers de Darby [...] Lorsque les deux bataillons ont voulu pénétrer le dispositif ennemi dans la nuit du 29 au 30 janvier, ils ont bien vite été repérés et à l'aube, des troupes d'infanterie et de blindés les encerclaient, juste à l'extérieur de Cisterna. Dans un ultime effort pour secourir les unités isolées, le 4^e Bataillon des Rangers a lancé des attaques répétées sur les lignes allemandes durant tout l'avant-midi et a perdu la moitié de son effectif au combat dans cet effort futile. Vers midi, les derniers éléments des 1^{er} et 3^e Bataillons se sont rendus. Huit hommes seulement ont pu réintégrer les lignes américaines²⁷.

Les pertes subies au cours d'opérations conventionnelles sont aussi venues diminuer la 1^{re} Force d'opérations spéciales (1^{re} FOS) au cours d'opérations menées en Italie. En 1942, les Britanniques cherchaient à créer un commando mobile équipé de motoneiges qui s'occuperait des installations allemandes en Norvège. Après plusieurs discussions de haut niveau, les Américains et les Canadiens se sont entendus pour former une unité de volontaires à qui l'on confierait cette tâche²⁸. La 1^{re} FOS n'a jamais réalisé la mission opérationnelle pour laquelle elle avait été créée. Au lieu de cela, on l'a envoyée en Italie où elle a servi essentiellement de force d'infanterie conventionnelle²⁹. Après deux mois de combats classiques intenses dans les montagnes d'Italie, la 1^{re} FOS ne comptait plus que 400 hommes encore actifs sur un effectif initial de 1 800,³⁰ des pertes difficiles à remplacer. Les Américains ont tenté de trouver une solution en allant puiser chez les fantassins³¹, alors que les renforts canadiens participaient à un « entraînement de trois semaines sur les armes et les drills des Américains ainsi que sur les tactiques des Forces spéciales »³². Face à des pertes aussi lourdes que celles qu'a subies la 1^{re} FOS, on se retrouve souvent en présence d'un climat d'instabilité et de forces d'une efficacité réduite. Les unités qui perdent un grand nombre de soldats hautement qualifiés et qui doivent composer avec des renforts ayant un niveau d'entraînement moindre ne tardent pas à n'être guère plus que des organisations d'infanterie conventionnelles. C'est ce qui est arrivé à la 1^{re} FOS. Lorsqu'on l'a retirée du combat, il lui a fallu beaucoup de temps pour se reconstituer. On a procédé au cours de cette période de reconstitution à un entraînement intensif afin de permettre aux renforts d'obtenir les qualifications requises.

Des opérations d'action directe de grande envergure bien menées peuvent produire de bons résultats. Lorsque les Américains ont pris d'assaut la plage d'Omaha le 6 juin 1944, des éléments du 2^e Bataillon des Rangers ont gravi la colline d'une hauteur de 100 pieds, à Pointe du Hoc, et se sont emparées de pièces d'artillerie allemandes qui menaçaient les troupes américaines qui prenaient pied sur la plage. Malgré les lourdes pertes qu'il a subies, le 2^e Bataillon des Rangers a pu contenir certaines contre-attaques des Allemands et conserver la position.

L'opération la plus intéressante à laquelle ont participé les Rangers au cours de la Seconde Guerre mondiale revient cependant au 6^e Bataillon des Rangers³³ qui a reçu l'aide de membres des Alamo Scouts³⁴ et de guérilleros philippins pour secourir 511 prisonniers alliés détenus dans un camp de prisonniers de guerre (PG) japonais situé près de Cabanatuan, dans les Philippines.³⁵ Alors que la Sixième Armée entrait dans la partie centrale de Luçon, le 6^e Bataillon cherchait des moyens de libérer les prisonniers. Pour la planification préparatoire, assez poussée, on a utilisé une quantité considérable de cartes et de photographies aériennes et on a procédé à une reconnaissance terrestre. Lorsque le renseignement a permis d'établir avec précision l'emplacement des prisonniers de guerre, on a confirmé la mission et entrepris la planification détaillée. Tous ceux qui ont pris part à l'opération connaissaient dans les moindres détails tous les aspects du plan, y compris « les itinéraires jusqu'à l'objectif, les rendez-vous et la disposition de l'objectif »³⁶. L'opération a été un énorme succès et a permis de montrer ce que d'importantes forces d'action directe peuvent accomplir lorsqu'elles sont employées correctement et qu'elles ont le temps et les ressources qu'il leur faut pour mener une mission :

Le 6^e Bataillon des Rangers (-), renforcé par les Alamo Scouts et des guérilleros philippins, a libéré, au prix de deux soldats, 511 prisonniers de guerre américains et alliés et tué ou blessé environ 523 Japonais. Les principes et les techniques [utilisés pour la planification de l'opération] ont été importants puisqu'ils ont permis aux Rangers de se rendre à l'objectif sans se faire repérer, de prendre les Japonais totalement par surprise, de lancer sans problèmes un assaut sur le complexe et de libérer les prisonniers³⁷.

Cabanatuan a été la dernière opération d'importance à laquelle a participé le 6^e Bataillon des Rangers. Dans les Philippines, il s'est contenté d'assurer la sécurité du Quartier général de la Sixième Armée, d'effectuer des patrouilles de reconnaissance, de chercher des traînards japonais et d'éliminer de petites poches de résistance ennemie³⁸.

À l'instar de la plupart des unités spécialisées qui ont vu le jour durant la Seconde Guerre mondiale, les Rangers ont été dissous en 1945. Les opérations qui ont eu lieu à Arzew, Pointe du Hoc et Cabanatuan ont démontré qu'une telle force avait sa place et qu'elle pouvait avoir un impact considérable sur les opérations générales quand elle était employée correctement. Plus souvent qu'autrement cependant, les Rangers étaient mal utilisés et formaient avant tout des fantassins d'assaut très bien entraînés — un destin qui ressemblait à celui des commandos britanniques. Chez le commandement allié, on avait l'impression que le personnel et l'entraînement qu'exigeaient ces forces n'étaient pas justifiés étant donné le peu d'occasions qu'ils avaient de se déployer.

À l'origine, les commandos étaient des attaquants très qualifiés, dotés d'une grande souplesse et possédant de nombreuses compétences individuelles. Avec le temps cependant, leur rôle s'est comprimé au point où, au moment de l'Opération OVERLORD menée en 1944, ils étaient devenus des spécialistes de l'assaut amphibie³⁹. Les limites importantes qui touchaient le transport maritime les avaient amenés à jouer ce rôle. Les Britanniques ont réalisé que le transport, même d'une petite force de 300 soldats, exigeait beaucoup. Pour espérer réussir, ces forces légères devaient aussi compter sur un appui-feu naval et un appui aérien importants⁴⁰. Finalement, en raison du peu de missions qu'on lui confiait ainsi que du soutien et de la protection qu'elle exigeait, l'unité d'action directe de grande envergure n'était plus une FS mais plutôt une unité d'infanterie spécialisée, classe dans laquelle les Marines, les forces aéroportées et d'autres forces légères ont maintenant tendance à se retrouver⁴¹.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'idée d'utiliser les Rangers comme force d'action directe de grande envergure a lentement refait surface mais ne s'est vraiment concrétisée qu'au début des années 1970. En août 1950, 15 compagnies de Rangers ont été mises en service au cours de la guerre de Corée. Entre décembre 1950 et août 1951, sept compagnies ont pris part à l'action en Corée, au sein de différentes unités d'infanterie. Elles étaient surtout appelées à servir d'éclaireurs au gros des troupes, à patrouiller des positions ennemies, à effectuer des raids derrière les lignes ennemies et à tendre des embuscades⁴².

Après la Corée, les Rangers ont cependant été une fois encore dissous et n'ont revu le jour qu'à la fin des années 1960, au cours de la guerre du Vietnam. On leur a alors confié sensiblement les mêmes missions que celles qu'ils avaient reçues en Corée. Organisés en détachements dont l'effectif pouvait atteindre celui d'une compagnie, les Rangers relevaient directement des quartiers généraux de la division et du corps et menaient des missions d'action directe et de reconnaissance spéciale, à petite échelle. Ils participaient aux opérations habituelles comme les patrouilles, la reconnaissance, les raids et les missions d'éclairage et s'occupaient de certaines tâches comme l'enlèvement de prisonniers, l'évaluation des dommages causés par les bombes et les missions d'écoute clandestine⁴³. Les Rangers se sont aussi lancés dans un nouveau genre de mission, les patrouilles de reconnaissance à longue portée (PRLP). Ils faisaient pour ce faire appel à des équipes de 6 à 12 hommes qui passaient souvent des semaines derrière les lignes ennemies à lancer des raids, tendre des embuscades et demander un tir d'appui naval et des frappes aériennes sur des positions ennemies. Conséquences de la guerre du Vietnam, les

compagnies autonomes des Rangers sont devenues des bataillons qui, là encore, ont servi de force d'infanterie légère de réaction rapide à qui l'on confiait des missions d'action directe plus importantes ⁴⁴.

La renaissance d'une force d'action directe de grande envergure s'est poursuivie au lendemain de la guerre du Vietnam. En 1980, un nouveau rôle a été confié aux Rangers alors que la Compagnie C, 1st Battalion 75th Infantry (Ranger) a été chargée d'appuyer l'Opération EAGLE CLAW destinée à secourir les otages américains détenus en Iran. Il s'agissait avant tout d'une mission qui était du ressort des FS; on a cependant demandé aux Rangers d'assurer la sécurité de certains des éléments d'appui pendant que les forces d'assaut procédaient à la libération des otages⁴⁵.

Les Rangers ont par la suite continué d'appuyer les FS. En octobre 1983, au cours de l'Opération URGENT FURY, l'invasion de la Grenade, ils ont reçu comme mission de s'emparer d'un aérodrome alors qu'ils menaient l'assaut. Ils ont été parachutés sur la piste de Point Salinas dont ils se sont emparés, préparant le terrain pour la 82nd Airborne Division⁴⁶. Six ans plus tard, au Panama, dans le cadre de l'Opération JUST CAUSE, les Rangers ont encore une fois été appelés à occuper l'aérodrome principal, à Tocumen, appuyés pour ce faire par la 82nd Airborne Division. Ils ont aussi neutralisé une compagnie ennemie basée à l'aérodrome militaire de Rio Hato ainsi que la maison de plage fortifiée du Général Noriega⁴⁷. En 1990-1991, au cours de la guerre du Golfe, les compagnies A et B du 1^{er} Bataillon des Rangers ont appuyé la mission des forces alliées afin d'expulser les forces irakiennes du Koweït. Les Rangers ont effectué des raids et des patrouilles de reconnaissance au Koweït afin de recueillir de l'information qui servirait aux forces d'assaut⁴⁸. En Somalie, on a continué d'avoir recours à de petits éléments des Rangers pour renforcer des forces spéciales. Les Rangers de la Compagnie B, 3^e Bataillon des Rangers, sont venus appuyer les FS de la Delta Force au cours d'une série d'opérations qui visaient à capturer les principaux dirigeants d'un clan qui entravait le bon déroulement de la mission des Nations unies dans la région.

Les Rangers ont continué d'appuyer les FS dans le nouveau millénaire. Dans les premiers temps de l'Opération ENDURING FREEDOM (2001-), dont l'objectif était de détruire le réseau Al Qaeda et de déloger les Talibans du pouvoir en Afghanistan, les Rangers ont prêté main-forte aux forces de l'Alliance du Nord qui travaillaient sous la supervision de forces spéciales. Le 19 octobre, une compagnie des Rangers a été parachutée dans un petit complexe de commandement et de contrôle ennemi qui se trouvait à l'extérieur de Khandahar ainsi que sur un aérodrome situé dans le sud de l'Afghanistan. Au cours des raids, les Rangers ont détruit plusieurs caches d'armes et recueilli du renseignement. Ils ont aussi fouillé des réseaux de cavernes et servi de force de réaction rapide aux FS.

Les opérations menées dans les années 1980 et 1990 correspondent au concept d'emploi des Rangers mis de l'avant par l'armée américaine. Aujourd'hui, les Rangers sont appelés « à planifier et à mener des opérations militaires spéciales [...] qui peuvent appuyer des opérations militaires conventionnelles ou être menées de façon autonome en l'absence de forces conventionnelles [...] »⁴⁹. On s'attend aussi à retrouver les Rangers dans des opérations que les Américains qualifient de « frappes en profondeur, » des raids en fait, ainsi que dans des opérations d'interdiction et de récupération⁵⁰. Ces frappes sont exécutées au niveau opérationnel de la guerre dans le cadre du combat aéroterrestre (Air Land Battle) de l'armée, s'inscrivent dans un plan de campagne général dans le but de détruire, retarder et désorganiser

l'ennemi et visent à détourner les forces opérationnelles et la puissance de l'ennemi de leurs tâches de sécurité dans la zone arrière. Par les frappes, on cherche aussi à créer un environnement stable dans lequel on peut tirer parti des capacités des FS et de l'impact de leurs actions. On s'attend à ce que les Rangers puissent mener des opérations spéciales confiées à des troupes d'infanterie légère, dont de « nombreuses missions d'infanterie légère assignées à des brigades et à des bataillons aéroportés, d'assaut aérien ou d'infanterie légère »⁵¹. Une unité de Rangers possède en effet les mêmes capacités que ces unités.

Il est facile de comprendre que les Rangers, qui étaient au départ des attaquants très bien entraînés dotés d'une grande souplesse et possédant de nombreuses compétences individuelles pour participer à des missions spécifiques au cours de la Seconde Guerre mondiale, soient devenus des forces d'infanterie légère spécialisées à qui l'on confie des missions plus générales. Le peu d'occasions qu'on a d'utiliser des forces adaptées aux missions, même lors de conflits internationaux comme une guerre mondiale, ne justifient pas les dépenses qu'elles entraînent. En tentant d'expliquer leur présence dans un créneau très compétitif, les Rangers sont devenus des forces conventionnelles plus polyvalentes, ce qui ne les empêche pas de tenter de revendiquer le titre de meilleure unité de soutien des FS. Même en supposant qu'ils soient les mieux placés pour remplir toutes ces tâches, les occasions de les utiliser sont toujours aussi limitées : au cours des trente dernières années, les Rangers américains ont participé à trois opérations déclassifiées à l'appui des FS et à deux missions d'action directe⁵².

Maintenant que nous connaissons le parcours des Rangers américains, nous devons nous demander si une telle capacité serait un bon choix pour le Canada. Pour le savoir, jetons tout d'abord un coup d'oeil aux capacités dont les Forces canadiennes (FC) prévoient avoir besoin au cours des prochaines années. Selon la publication *Façonner l'avenir de la défense canadienne : Une stratégie pour l'an 2020*, les FC « doivent évoluer pour affronter les problèmes de l'avenir ». Pour y parvenir, les FC doivent « positionner la structure des FC [...] pour doter le Canada de forces modernes aptes au combat et adaptées à leurs tâches, qui pourront être déployées dans le monde entier et intervenir rapidement en cas de crise, tant au pays qu'à l'étranger, dans le cadre d'opérations interarmées ou interalliées ». Mais plus important encore, cette structure doit être viable, réalisable et à la mesure de nos moyens »⁵³.

Il est certainement possible qu'une unité Rangers soit à la fois viable, réalisable et à la mesure de nos moyens. Les Rangers sont des forces légères hautement qualifiées qui peuvent s'adapter rapidement à leurs tâches et se déployer partout dans le monde. Il faudrait prévoir beaucoup de temps pour organiser et former de telles forces, ce qui ne devrait pas poser trop de problèmes pour l'Armée de terre canadienne⁵⁴. Les éléments fondamentaux de l'entraînement des Rangers sont actuellement enseignés à certains soldats qui suivent le cours sur les opérations d'éclaireurs-patrouilleurs offert au Centre de parachutisme du Canada de Trenton, en Ontario⁵⁵. Il pourrait être facile d'adapter ce cours aux besoins d'une unité de Rangers. De plus, l'Armée de terre dispose déjà d'une force légère importante (malgré l'absence d'une doctrine cohérente) en ses bataillons d'infanterie légère (BIL), dont l'un pourrait constituer le fondement d'une unité de Rangers. On pourrait, avec un budget un peu plus élevé, préparer une unité pour ce rôle sans pour autant modifier en profondeur la structure fondamentale du BIL. On doterait ainsi l'Armée de terre d'une force de réaction rapide capable d'effectuer des frappes et de réaliser des opérations spéciales confiées à une force d'infanterie légère.

Le plus difficile serait de fournir suffisamment de personnel. Il faut se demander plus particulièrement si les occasions de faire appel à l'unité seraient assez nombreuses et si on pourrait

lui fournir l'effectif dont elle a besoin sans risquer de compromettre l'efficacité. Pour le Canada, il est très important de tenir compte des occasions d'emploi au moment de développer des capacités pour l'avenir. Si l'on considère la taille réduite de l'Armée de terre canadienne et le rythme opérationnel extrêmement exigeant qu'elle soutient, il est difficile de s'imaginer qu'une unité de Rangers de 600 soldats ne soit pas appelée à participer à d'autres missions, le maintien de la paix par exemple. Au cours d'opérations récentes, les Rangers américains ont avant tout été utilisés pour s'emparer d'aérodromes et appuyer les FS. Dans l'Armée britannique cependant, les forces aéroportées conventionnelles ont rempli les mêmes missions sans trop de problèmes. C'est ainsi qu'au cours d'une opération de prise d'otages en Sierra Leone, quelque 150 parachutistes britanniques, appuyés par des membres du SAS, ont libéré 11 otages britanniques. Les parachutistes britanniques peuvent aussi participer à des missions conventionnelles, le maintien de la paix par exemple, et exécuter d'autres tâches confiées aux troupes d'infanterie légère conventionnelles. Le Canada ne possède pas d'unité aéroportée, mais chaque BIL compte une compagnie de parachutistes⁵⁶. Il est possible — si on leur donne la formation, les ressources nécessaires et un mandat particulier — que les BIL puissent remplacer les Rangers à bien des égards, notamment pour le soutien fourni aux FS. Cela permettrait aussi d'alterner les tâches, ce qui ne peut se faire avec une seule unité.

Pour être efficace, une unité de Rangers doit maintenir en permanence un état de préparation élevé afin d'être en mesure de se déployer rapidement, ce qui constitue une autre difficulté. Pour y parvenir, il faudrait que l'Armée de terre puisse libérer ces unités des affectations courantes afin de leur permettre de se concentrer sur l'entraînement et sur d'autres éléments inhérents à une intervention rapide. Jusqu'ici, l'Armée de terre n'a pas très bien réussi à ce chapitre. En sa qualité d'unité d'intervention rapide du Canada, on s'attendait à ce que l'ancien Régiment aéroporté du Canada (RAC) puisse se déployer à l'étranger à moins de 72 heures d'avis. Cependant, lorsque l'unité a quitté Edmonton pour Petawawa à la fin des années 1970, l'Armée de terre lui a confié une grande partie des affectations individuelles et l'a déployée, au même titre que d'autres unités conventionnelles, dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations unies. L'Armée de terre avait alors besoin de ressources additionnelles. Mais plus important encore, l'Armée de terre a réalisé que même si le RAC pouvait maintenir un état de préparation élevé, il lui était difficile d'assurer son transport. Comme le déploiement du groupe-bataillon du PPCLI en Afghanistan l'a démontré, la capacité de l'Armée de terre de déployer rapidement des unités dépend non seulement de l'état de préparation élevé de l'organisation, mais aussi de la vitesse avec laquelle on peut obtenir des appareils. Même si l'Armée de terre parvient à fournir du personnel en vue de déploiements rapides, on ne peut, dans les FC, placer des appareils en attente pour assurer le transport d'unités d'intervention rapide dans les délais prévus. Il y aurait lieu de se pencher sur ce problème.

Une fois déployée, le principal problème auquel une unité de Rangers canadiens devrait faire face et qui l'empêcherait de participer à un déploiement prolongé viendrait de sa mobilité tactique réduite, notamment au chapitre du transport terrestre. Il est intéressant de noter que bien des pays cherchent actuellement à améliorer la mobilité tactique de leurs forces d'infanterie légère dans un effort pour mieux les adapter au champ de bataille moderne.⁵⁷ La récente expérience des BIL en Afghanistan, à l'instar de celle des Rangers américains en Afrique du Nord et en Italie, montre bien qu'il y a lieu d'accroître considérablement la mobilité tactique des forces légères si elles comptent être utiles, du moins lorsque la mobilité tactique est importante.

Le déploiement des BIL du 3^e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (3 RCR) en Afghanistan a clairement fait ressortir ce problème. Au moins deux compagnies de véhicules blindés légers

(VBL) du 1^{er} RCR ont dû renforcer l'unité pour lui permettre de réaliser adéquatement ses missions.⁵⁸ Il aurait été difficile pour le groupe-bataillon du PPCLI, basé sur un BIL, de connaître autant de succès en Afghanistan n'eût été du très grand soutien qu'il a reçu de l'aviation américaine. Une unité de Rangers manque de moyens de transport; si on l'affecte à des missions autres que celles pour lesquelles elle a été particulièrement formée, elle sera alors aux prises avec des mêmes problèmes de mobilité tactique et de protection de la force.

La question de l'équipement et les conséquences sur son emploi a toujours été un problème pour l'ancien RAC. Selon le Lieutenant-Colonel Bernd Horn, qui a servi au sein du Régiment et qui a écrit *Bastard Sons, An Examination of Canada's Airborne Experience 1942-1995*, « Même s'il formait la force nationale de réserve des Nations unies, le Régiment aéroporté, exception faite de son déploiement à Chypre en 1974, n'a jamais été utilisé comme tel. On le disait aussi la réserve stratégique du Canada, mais le peu d'équipement dont il disposait, surtout son manque de véhicules, en amenait plusieurs à prétendre que le Régiment devait se limiter à des opérations nationales ».⁵⁹ Horn ajoute qu'« à chaque fois que le RAC recevait une mission, cela voulait dire qu'on devait dépouiller les unités conventionnelles de leur équipement, ce qui ne faisait que renforcer l'idée que le Régiment était dépassé et, tel un parasite, venait miner les ressources de plus en plus limitées des autres éléments de l'Armée de terre »⁶⁰.

Le Régiment grugeait les ressources d'une armée dont les effectifs diminuaient, ce qui était un autre problème important. Pour bien jouer leur rôle, les unités de Rangers comptent sur un bon leadership, les meilleurs soldats qui soient et un excellent niveau d'entraînement. Les Rangers exigeraient les meilleurs soldats d'une armée et, plus important encore, il faudrait sans doute que ces soldats reviennent régulièrement à leur unité d'appartenance afin de recevoir une formation d'appoint. Il était tout particulièrement difficile pour le RAC d'attirer et de conserver des leaders et des soldats de qualité. Pour mieux comprendre ce problème, disons qu'environ 70 pour 100 des soldats qui suivent un cours de saut en parachute réussissent le cours alors que pour le cours des Rangers, ce pourcentage est de l'ordre de 50 pour 100.⁶¹ S'il a été difficile pour l'Armée de terre d'assurer la survie du RAC alors que 70 pour 100 des membres réussissaient le cours de saut en parachute, il lui serait sans doute encore plus difficile de parvenir à conserver une unité de taille équivalente⁶² qui possède encore plus d'habiletés et de capacités spécialisées et qui élimine 50 pour 100 des candidats qui se présentent à l'entraînement.

Détail intéressant, le document provisoire de l'Armée de terre sur les capacités futures, *La Force de demain*, reconnaît tous ces problèmes. Même si on y admet bon nombre des limites avec lesquelles l'Armée de terre doit actuellement composer, on ne tient pas compte de l'expérience que nous possédons pour maintenir une imposante force de réaction rapide. Au regard des habiletés et des capacités spécialisées, il est dit que « même s'il faut encore conserver des forces polyvalentes en raison des mandats de l'Armée de terre, la spécialisation sera de plus en plus nécessaire pour faire face à la multitude de risques à la sécurité nationale »⁶³. On y ajoute qu'« à la lumière des menaces futures, des contraintes économiques et des réalités politiques, l'Armée de terre devra améliorer, développer et mettre au point ses FOS »⁶⁴. En fait, le document propose un type de FS pour l'avenir et recommande une unité d'action directe qui ressemble à une unité de Rangers comme élément de la structure.

Le problème cependant, c'est qu'on cherche à reproduire un modèle qui appartient à une autre armée et qui ne cadre pas avec les ressources limitées dont dispose l'Armée de terre canadienne. Peu de pays, et certainement pas le Canada, peuvent se permettre d'avoir des FS

où chacune possède ses propres besoins en matière de sélection, d'entraînement et de soutien. Si elle souhaite se spécialiser dans des domaines importants, l'Armée de terre doit mettre en place une organisation capable de répondre aux besoins du pays. Cette organisation doit être sélective et permettre de tirer le maximum des ressources qu'elle utilise ou, comme on le dit souvent, de « rentabiliser l'investissement ».

Dans l'environnement stratégique actuel, il est extrêmement bénéfique que des pays comme les États-Unis aient recours à des FS puisque ces forces sont hautement qualifiées, ont une présence discrète et une faible visibilité et sont en mesure d'accomplir une multitude de missions délicates. Les Rangers n'évoluent pas dans la sphère d'activités de telles forces. Ils n'ont ni l'équipement, ni l'entraînement ni l'organisation qui leur permettraient de participer, par exemple, à des missions de reconnaissance lointaine sur de longues périodes, possèdent une capacité de surveillance limitée et ne peuvent participer à des affectations de longue durée sans recevoir de soutien — des caractéristiques qui distinguent les FS des forces conventionnelles. On ferait une erreur en affectant une telle unité à des missions qui exigent la présence des FS.

Le Canada ne peut se doter des forces qui couvriraient le spectre complet des missions des FS. Il doit donc tenter de trouver une façon d'obtenir la plus grande marge de manœuvre possible tout en respectant cette limite. Des FS semblables au modèle des SAS britanniques ou des FS américaines aideraient davantage nos partenaires de la coalition qu'une unité d'action directe et exigeraient moins de soldats.⁶⁵ En s'inspirant du modèle présenté à la Figure 1, l'option qui assure la plus grande marge de manœuvre et qui a donc le plus de chance d'être mise en œuvre est le SAS, une unité d'action directe de faible envergure et une force de reconnaissance spéciale. Il serait de plus facile de dispenser à cette unité l'entraînement qui lui permettrait d'établir des liaisons, comme l'ont fait les équipes Jedburgh, dans le cadre de missions de guerre non conventionnelle lorsque cela serait nécessaire.

En résumé, les Rangers américains modernes présentent bon nombre des forces et des faiblesses qui marquaient les premières forces d'action directes importantes, les commandos britanniques par exemple, et qui se retrouveraient aussi chez toute force que l'Armée de terre canadienne pourrait créer. Ceci étant dit, aucune force militaire n'est parfaite. Ce qu'il faut se demander, c'est si ces forces et ces faiblesses peuvent cadrer avec les exigences stratégiques bien particulières du Canada. Si l'Armée de terre canadienne cherche des FS, le modèle des Rangers ne convient pas. Les Rangers ne possèdent ni l'équipement, ni l'entraînement ni l'organisation qui leur permettraient de constituer les FS dont le Canada aurait besoin. Ils accomplissent des tâches très limitées et doivent composer avec les limites inhérentes à l'infanterie légère.

Malgré les succès spectaculaires qu'elle ont connus au cours de certaines missions, les unités d'action directe, comme les Rangers, n'ont pas obtenu de très bons résultats par le passé. Ceci tient pour une bonne part au fait que les occasions de les utiliser sont limitées et qu'elles exigent un soutien important pour être aptes à mener des opérations. Récemment, les Rangers ont surtout été appelés à s'emparer d'aérodromes et à appuyer les opérations des FS. Dans le contexte canadien, il serait inutile de créer une unité qui serait exclusivement appelée à appuyer les opérations des FS, ou une force spécialisée dans les actions directes. Les forces aéroportées de l'armée britannique ont effectué sans problèmes le même travail. Il serait donc préférable que le Canada opte pour des FS qui s'inspirent des forces spéciales américaines (UW) ou du SAS britannique (RS/AD de faible envergure). Ces unités ont un impact opérationnel important et

comme elles sont peu nombreuses, elles sont toujours très en demande. Il est plus difficile de recruter et d'entraîner ces unités, mais l'Armée de terre peut le faire. Plus important encore, elles permettraient de fournir au Canada la force qu'il recherche, mieux que ne saurait le faire une unité de Rangers.

Au sujet de l'auteur ...

Le Major Tony Balasevicius est officier d'infanterie et membre du Royal Canadian Regiment (RCR). Il a débuté sa carrière comme commandant de peloton au 2 RCR à Gagetown, puis a été affecté au Régiment aéroporté du Canada. Après avoir terminé des cours au Collège de commandement et d'état-major de la force terrestre canadienne, il a travaillé comme officier opérationnel G1, puis plus tard G3, au Quartier général de la Force d'opérations spéciales. Après quoi, il a de nouveau été affecté au 2 RCR, où il a travaillé trois ans à titre de commandant de compagnie. En 1995, il a pris la direction du programme provisoire de parachutisme de l'Armée et en 2002, il a occupé les fonctions de commandant adjoint du 1 RCR. Diplômé du Collège militaire royal du Canada et du Programme d'état-major technique ainsi que du Collège de commandement et d'état-major des Forces canadiennes, le Major Balasevicius est actuellement affecté à la Direction — Besoins en ressources terrestres à Ottawa.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, Thomas K., *US Special Operations Forces in Action: The Challenge of Unconventional Warfare*. Portland, Frank Cass Publishers, 1998.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres). *Force de l'avenir : Concepts liés aux capacités de l'Armée de terre de l'avenir*. Kingston, Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre, 2004.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. Section d'histoire de la Défense nationale. *Rapport n° 5, 1^{er} Bataillon de service spécial du Canada*.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. *Façonner l'avenir de la défense canadienne : Une stratégie pour l'an 2020*. Ottawa, juin 1999.
- Clancy, Tom, Carl Stiner et Tony Koltz, *Shadow Warriors: Inside the Special Forces*. New York, Penguin Putnam, 2002.
- Darby, William O. et William H. Baumer, *Darby's Rangers: We Lead the Way*. États-Unis, Random House, 1980.
- Finlayson, Kenn et C.H. Briscoe, « Case Studies in the Selection and Assessment: The First Special Service Force, Merrill's Marauders and the OSS Ogs ». *Special Warfare Magazine*, automne 2000.
- Garrett, Richard, *The Raiders: The Elite Strike Forces that Altered the Course of the War and History*. New York, Van Nostrand Reinhold, 1980.
- History of the Rangers. Disponible à : <http://www.grunts.net/army/rangers.html>. Consulté le 25 mars 2004.
- Hoe, Alan et Eric Morris, *RE-Enter the SAS: The Special Air Service and the Malayan Emergency*. Londres, Leo Cooper, 1994.
- Hogan, David Jr., *U.S. Army Special Operations in World War II*. CMH Publication 70-42. Washington, D.C. : Department of the Army, 1992.
- Horn, Bernd, *Bastard Sons: An Examination of Canada's Airborne Experience 1942-1995*. St. Catharines, Ontario, Vanwell Publishing, 2001.
-

King, Michael J, *Rangers: Selected Combat Operations in World War II*. Fort Leavenworth, Kansas, Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, juin 1985.

Lepotier, Rear-Admiral, *Raiders from the Sea*. Londres, William Kimber et Co., 1954.

Mark Lloyd, *Special Forces: The Changing Face of Warfare*. New York, Arms and Armor Press, 1996.

Messenger, Charles, *The Commandos 1940-1946*. Londres, William Kimber, 1985.

Mitchell, Paul, « A Transformation Agenda for the Canadian Forces: Full Spectrum Influence ». *Canadian Military Journal*, vol. 4, n° 4 (Hiver 2003). Disponible à : http://www.journal.forces.gc.ca/engraph/Vol4/no4/transformation_e.asp. Consulté le 24 avril 2004.

Neillands, Robin, *In the Combat Zone: Special Forces Since 1945*. Londres, Orion, 1977.

Plaster, John, *SOG: The Secret Wars of America's Commandos in Vietnam*. New York, Penguin Putnam, 1998.

Thornhill, Roger, « AFV Developments: Lighter May be Better ». *Asia-Pacific Defence Reporter Magazine*, vol. 29, n° 2 (mars/avril 2003).

United States. Department of the Army. *FM 78-5 Ranger Operations*. Disponible à : <http://www.army.mil/cmh-pg/books/wwii/70-42/70-424.html>. 9 June 1987.

United States. Department of Defence. *Joint Publication 3-05 Doctrine for Joint Special Operations*. 17 December 2003.

Weale, Adrain, *Secret Warfare: Special Operations Forces from the Great Game to the SAS*. Londres, Hodder Headline PLC, 1998.

Wikipedia Encyclopaedia en ligne. Commandos britanniques. Disponible à l'adresse suivante : http://en.wikipedia.org/wiki/British_Commandos#Formation. Consulté le 15 février 2004.

Young, Peter, *The First Commando Raids: History of the Second World War series*. NP, BCE Publishing Ltd, première édition, 1966.

NOTES

1. William S. Cohen, secrétaire de la Défense, États-Unis, *Annual Report to the President and Congress, 1998*, avril 1998, disponible à l'adresse suivante : <http://www.dtic.mil/execsec/adr98/index.html>. Les forces spéciales (FS) sont des unités militaires spécialisées conçues pour s'occuper de différentes situations. On peut lire, dans le rapport, qu'« elles offrent aux décideurs de nombreux choix lorsqu'ils font face à des crises et à des conflits autres que la guerre, qu'il s'agisse d'actes de terrorisme, de sédition et de sabotage. Les forces spéciales agissent aussi comme multiplicateurs de force dans des conflits d'importance, contribuant à accroître l'efficacité et l'efficience de l'effort militaire américain. Elles sont finalement les forces qu'on privilégie dans des situations qui exigent une orientation régionale et pour lesquelles on doit faire preuve de diplomatie sur le plan culturel et politique, notamment pour établir des contacts entre les forces militaires et réaliser des missions de non-combattants, des missions d'aide humanitaire, d'aide en matière de sécurité et de maintien de la paix par exemple ».

2. Dans leur livre, *No Room for Error: The Covert Operations of America's Special Tactics Units from Iran to Afghanistan*, John T. Carney et Benjamin F. Schemmer déclarent : « Entre le 1^{er} octobre 2000 et le 30 septembre 2001 [...] les forces spéciales se sont déployées dans 146 pays ou territoires étrangers, à raison de quelque 4 938 militaires par semaine. Elles ont aussi mené 132 opérations combinées interarmées dans 50 pays et 137 missions de lutte antidroque dans 23 pays en plus de réaliser des missions de déminage humanitaire dans 19 pays. Il s'agit d'une augmentation de 43 pour 100 des déploiements effectués depuis dix ans, soit depuis l'opération Desert Storm, de 57 pour 100 au regard des missions entreprises et de 139 pour 100 pour ce qui est du nombre de militaires du Special Operations Command affectés à l'étranger au cours d'une semaine, et tout ceci avec un effectif pratiquement inchangé. » De John T. Carney et Benjamin F. Schemmer, *No Room for Error: The Covert Operations of America's Special Tactics Units from Iran to Afghanistan*, New-York, Ballantine Books, 2002, p. 23.

-
3. Robin Neillands, *In the Combat Zone: Special Forces Since 1945*, Londres, Orion, 1977, p. 320.
4. United States, *Joint Chiefs of Staff, Joint Pub 3-05 — Doctrine for Joint Special Operations* (Washington: 17 December 2003), p. I-1. La plupart des pays alliés, dont le Canada, ont pour une bonne part accepté cette définition.
5. *Ibid.*
6. *Ibid.* En mai 2003, des changements ont été apportés aux missions principales et aux activités collatérales des FS. Plus particulièrement, les « missions principales » sont maintenant désignées sous le nom de « tâches centrales ». Ces tâches comprennent la guerre non conventionnelle (UW), la défense intérieure de pays étrangers, l'action directe (AD), la reconnaissance spéciale (RS), la lutte contre le terrorisme, la contre-prolifération des armes de destruction massive, les opérations psychologiques (OPSPSY), les opérations d'information (OI) et les opérations des affaires civiles (OAC). Les Américains ne travaillent maintenant plus en fonction des activités collatérales. Ils croient malgré tout qu'on peut attribuer aux FS une ou plusieurs de ces anciennes « missions collatérales » en tant que tâche intégrée. Je me suis limité, aux fins du présent document, à du matériel non classifié déjà publié. Les tâches principales comprennent la reconnaissance spéciale (RS) — mener des missions de reconnaissance et de surveillance afin d'obtenir ou de vérifier des informations sur les capacités, les intentions et les activités d'un ennemi réel ou potentiel, ou pour recueillir des données sur les caractéristiques d'une zone particulière; l'action directe (AD) — exécuter des frappes de courte durée et d'autres actions offensives de faible envergure afin de saisir, détruire, capturer ou récupérer des personnes ou du matériel précis ou d'infliger des dommages; la guerre non conventionnelle (UW) — organiser, entraîner, équiper, conseiller et aider les forces indigènes et auxiliaires dans le cadre d'opérations militaires et paramilitaires de longue durée; les opérations d'information (OI) — obtenir la maîtrise de l'information en manipulant l'information et les systèmes d'information de l'ennemi tout en protégeant ses propres informations et systèmes d'information.
7. Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action: The Challenge of Unconventional Warfare*, Portland, Frank Cass Publishers, 1998, p. 303. Eric Morris reprend un peu les mêmes idées dans son livre, *Guerillas in Uniform* : « Les forces de guérilla (forces spéciales), une fois créées, avaient une peur bleue d'être mises de côté. Vulnérables de ce fait à une forme de chantage psychologique, elles acceptaient des tâches et des missions pour lesquelles elles n'avaient pas l'équipement requis. Les commandos envoyés au Moyen-Orient ont souvent fait l'objet d'abus de la part de généraux qui ne pouvaient ou ne voulaient tout simplement pas comprendre leur rôle sur le plan tactique. » Eric Morris, *Guerillas in Uniform*, Londres, Hutchinson, 1989.
8. *Ibid.*, p. 303.
9. L'Office of Strategic Services (OSS) a été le précurseur de la CIA, de 1942 à 1945. On confiait à des groupes opérationnels (GO) les missions qui exigeaient une présence plus robuste que ce que pouvaient fournir les équipes Jedburgh. Ces groupes étaient organisés de la même façon que l'équipe A des forces spéciales américaines.
10. Les équipes Jedburgh avaient été formées pour être parachutées en France à l'été 1944 afin d'appuyer le débarquement en Normandie. Elles ont joint les rangs des organisations de la Résistance française qui combattaient les Allemands. Chaque équipe comprenait deux officiers et un opérateur radio du grade de soldat.
11. Selon les Alliés, le concept de RS a été mis de l'avant en Afrique du Nord par le Groupe de reconnaissance à longue portée dans le désert. Préoccupé par l'important espace non protégé qui s'étendait sur les flancs ouest et sud du désert du Caire, le Major Bagnold a proposé de constituer une petite organisation dotée de véhicules performants qui pourrait se rendre loin en territoire ennemi et observer la circulation sur la route côtière située au nord de la Libye et de l'Égypte et, si la situation s'y prêtait, attaquer des avant-postes et des aérodromes isolés. La proposition a finalement été acceptée et le Groupe de reconnaissance a vu le jour. On peut dire que le concept de la patrouille moderne conçue pour réaliser des AD et une RS est issu de l'expérience des Britanniques au cours de la campagne de Malaisie. L'expérience a joué un rôle important dans la façon dont les Britanniques s'y sont pris pour entraîner le SAS, qui reprenait le service, et dont de nombreuses armées américaines ont appliqué le modèle du SAS pour produire leurs propres capacités. Bien des FS appuient leurs opérations sur la patrouille.
12. Adams, p. 17-18.
13. L'idée selon laquelle les FS ne sont pas les seules à mener des opérations d'action directe de grande envergure est reprise par Mark Lloyd dans *Special Forces: The Changing Face of Warfare*. Il catégorise les forces d'élite en disant : « Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, les unités d'élite sont devenues plus spécialisées — et plus secrètes — afin de satisfaire aux exigences du champ de bataille moderne, de plus en plus perfectionné. On les a aussi divisées en trois catégories : les unités soi-disant de forces spéciales capables d'opérer dans n'importe quel théâtre à travers le monde; les forces spéciales créées et formées pour participer à un seul type de guerre et les unités d'appellation spéciale (un phénomène particulier au temps de guerre) formées et équipées pour mener une seule opération. Plusieurs des plus célèbres forces d'élite sont en fait des forces spéciales, choisies et entraînées pour un type de conflit bien précis. Il s'agit des parachutistes, des Rangers, des Marines et des commandos de toutes les principales forces armées ainsi que des conscrits des anciens Spetsnaz soviétiques. Elles forment des troupes de choc dans la meilleure tradition des forces d'élite. Contrairement aux véritables forces spéciales, elles ne peuvent cependant se déployer bien longtemps; on s'attend donc à ce qu'elles soient assez vite remplacées par des forces conventionnelles ». Mark Lloyd, *Special Forces: The Changing Face of Warfare*, New York, Arms and Armour Press, 1996, p. 11.
14. Michael J. King, *Rangers: Selected Combat Operations in World War II*, Fort Leavenworth, Kansas, Combat Studies Institute, U.S. Army Command and General Staff College, June 1985. Introduction.
15. Wikipedia Encyclopaedia en ligne. Commandos britanniques. Présenté à l'adresse suivante : http://en.wikipedia.org/wiki/British_Commandos#Formation consulté le 15 février 2004.
16. Joint Pub 3-05, p. II-11.
17. Peter Young, *The First Commando Raids: History of the Second World War Series*, BCE Publishing Ltd, première édition, 1966, p. 1-4. Selon Charles Messenger, auteur du livre *The Commandos 1940-1946*, « alors que dans les tous premiers temps, on insistait pour que le commando travaille seul, on a bien vite réalisé que sans discipline personnelle et sans discipline au sein de l'organisation,
-

le commando ne servirait pas à grand chose. Il en était de même des connaissances militaires de base, et c'étaient des compétences qu'il possédait que le commando tirait sa souplesse. Outre les tâches spécialisées qu'il était appelé à assumer, le commando pouvait combattre au même titre que n'importe quel fantassin, comme l'ont démontré les batailles de la Crête, de Tunisie, de Normandie et de la Colline 170. Le soldat du commando devait être en meilleure condition physique que le soldat ordinaire, être capable de travailler seul ou au sein d'une formation importante et posséder plus de compétences ». Messenger utilise la définition présentée dans la brochure sur le Royal Marine d'après-guerre pour définir les qualités d'un commando, selon laquelle les « commandos sont des fantassins hautement qualifiés qui doivent être des spécialistes dans leurs fonctions. Il doivent de plus : (a) être capables de se déplacer rapidement sur n'importe quel type de terrain et faire preuve d'autonomie sur les routes; (b) apprécier les combats de nuit; (c) être prêts à travailler au sein de petits groupes ou seuls; (d) être capables de débarquer sur des côtes impraticables pour les fantassins ordinaires et de suivre les spécialistes de l'escalade lorsqu'il s'agit de prendre des collines d'assaut ». Messenger ajoute qu'on reconnaît cependant que ce qui comptait le plus, c'était que les commandos aient le bon état d'esprit. C'est ce qu'on appelle l'« esprit du commando », qui était constitué des éléments suivants : (a) la détermination; (b) l'enthousiasme et l'entrain, surtout dans les moments difficiles; (c) l'esprit de camaraderie; (d) la débrouillardise et l'autonomie ». Charles Messenger, *The Commandos 1940-1946*, Londres, William Kimber, 1985, p. 410-411.

18. William O. Darby et William H. Baumer, *Darby's Rangers: We Lead the Way, États-Unis, Random House inc.* 1980, p. 28-29.

19. *Ibid.*, p. 29.

20. *Ibid.*

21. King, *Rangers*, « Chaque peloton pouvait compter un officier et vingt-cinq soldats et comprenait un quartier général de peloton et deux sections. Au quartier général de peloton, on pouvait retrouver un chef de peloton, un sergent de peloton, un messager muni d'une mitrailleuse et un tireur d'élite/grenadier muni d'un fusil Springfield 1903. Chaque section pouvait réunir un chef de section, un adjoint, deux éclaireurs, un homme de pointe, un adjoint et cinq fusiliers. Dans une section, tous les hommes avaient des fusils M-1 à l'exception d'un des éclaireurs, qui avait une mitrailleuse, et de l'homme de pointe. Chaque section disposait aussi d'une mitrailleuse M1919A4 de calibre .30 qu'on gardait en réserve au quartier général du bataillon ».

22. *Ibid.* La transformation des Rangers, qui sont passés d'une force légère conçue pour mener des « opérations spéciales » à une unité beaucoup plus lourde capable d'entreprendre des opérations de combat plus traditionnelles, a débuté avant la première opération à laquelle ils ont pris part.

23. Darby et Baumer, p. 66.

24. King, *Rangers*.

25. *Ibid.*

26. Le Brigadier Mike Calvert, ex-commandant en temps de guerre du SAS, s'est fait plus direct. Dans son rapport sur la valeur du SAS après la guerre, il déclare que « les unités de volontaires comme le SAS attirent des officiers et des soldats qui témoignent d'un esprit d'initiative, de débrouillardise, d'autonomie sur le plan intellectuel ainsi que d'assurance. Dans une unité régulière, on a beaucoup moins de chance d'utiliser ces ressources et, en fait, dans bien des formations, elles représentent un handicap puisqu'une attitude individualiste nuit à l'harmonie d'une équipe. Cela vaut particulièrement pour la guerre européenne où l'individu doit mettre de côté son esprit d'initiative naturel afin de s'intégrer à la machine ». Anthony Kemp, *The SAS at War, 1941-1945*, Londres, John Murray, 1991, appendice D, p. 294.

27. David Hogan Jr., *U.S. Army Special Operations in World War II*, Washington, D.C., CMH Publication 70-42, Department of the Army, 1992, p. 23.

28. Kenn Finlayson et C.H. Briscoe, « Case Studies in the Selection and Assessment: The First Special Service Force, Merrill's Marauders and the OSS OGs », *Special Warfare Magazine*, Fall 2000, p. 22.

29. Fait intéressant, la 1^{re} Force d'opérations spéciales (1^{re} FOS) a vécu le même problème de transport aérien que celui qu'ont connu les Commandos. Le programme d'entraînement de la 1^{re} FOS au cours de l'hiver 1942-1943 consistait avant tout à se préparer en vue d'un déploiement opérationnel en Norvège dont l'objectif était de saboter des installations électriques nationales. Il a cependant fallu établir un plan auxiliaire puisque ceux qui avaient planifié la mission ont eu de la difficulté à trouver suffisamment d'appareils pour assurer le transport de l'unité et de son équipement. L'unité a donc été appelée à mener l'assaut sur l'île de Kiska durant la campagne dans les Aléoutiennes puis à se rendre à Fort Bradford pour participer à un entraînement amphibie (l'information provient du ministère de la Défense nationale. Rapport n° 5, 1^{er} Bataillon de service spécial du Canada, Section d'histoire, p. 13).

30. Canada, Ministère de la Défense nationale, *Rapport n° 5, 1^{er} Bataillon de service spécial du Canada* (Section d'histoire de la Défense nationale), p. 10-12.

31. *Ibid.*, p. 54.

32. *Ibid.*, p. 42.

33. Le 6^e Bataillon des Rangers a été créé en septembre 1944 à partir du 98^e Bataillon d'artillerie de campagne. Les hommes ont participé à un entraînement très exigeant qui ressemblait à celui que les Rangers de Darby avaient suivi en Écosse. L'unité a entrepris le combat aux Philippines, où elle « est parvenue à débarquer sur les îles de Dinagat, de Guiuan, et de Homonhan le 17 octobre 1944, trois jours avant la principale invasion des Américains, et à détruire les installations radio et d'autres positions japonaises qui servaient à surveiller l'entrée au golfe Leyte ». Au cours de ces opérations, l'unité a appris que les prisonniers de guerre étaient gardés dans la région de Cabanatuan.

34. Ayant besoin d'informations fiables dans les jungles denses du théâtre, la Sixième Armée a mis en service les Alamo Scouts en novembre 1943. Cette unité était chargée de recueillir du renseignement stratégique et de mener des opérations secrètes.

35. États-Unis, Department of the Army, *FM 78-5 Ranger Operations*, 9 juin 1987, chapitre 4, disponible à : <http://www.army.mil/cmh-pg/books/wwii/70-42/70-424.html>.

36. King. Le plan précisait aussi que les Alamo Scouts assureraient la surveillance de l'objectif. Les équipes « partiraient avant le

début de l'opération, établiraient un contact avec les guérilleros et seraient rejointes par des guides locaux, puis se dirigeraient vers une position située au nord de l'objectif. Elles communiqueraient avec les guérilleros dans la zone et surveilleraient le complexe afin d'évaluer l'effectif des troupes japonaises, d'identifier les gardes ainsi que leurs habitudes ». L'information serait ensuite transmise aux Rangers, à leur arrivée dans la zone.

37. *Ibid.* Dans le « rapport hebdomadaire du G2, on la décrit comme 'un exemple presque parfait de reconnaissance et de planification préalables à l'opération...' On soutient de plus qu'elle a permis de démontrer ce 'que les patrouilles peuvent accomplir en territoire ennemi lorsqu'elles appliquent les principes fondamentaux de la reconnaissance et de la patrouille, travaillent en secret et épient, ont recours à la dissimulation, procèdent à la reconnaissance d'itinéraires, utilisent des photographies et des cartes avant l'opération elle-même [...] et effectuent la coordination de toutes les armes avant d'entreprendre une mission ' ».

38. *History of the Rangers*, disponible à : <<http://www.grunts.net/army/rangers.html>>

39. Adrain Weale, *Secret Warfare: Special Operations Forces from the Great Game to the SAS*, Londres, Hodder Headline PLC, 1998, p. 76.

40. *Ibid.*, p. 76. Selon David Stirling, fondateur du SAS, des raids lancés par les commandos, comme ceux dirigés sur des positions allemandes le long de la côte de Cyrénaïque, en Afrique du Nord, n'étaient pas très utiles. Il estimait que ces opérations étaient des plus inefficaces et faisait valoir que pour des forces lancées à partir de navires de guerre, il fallait presque le tiers de la force pour établir la tête de pont, puis pour la défendre. Il a aussi déclaré que même si on parvenait à surprendre l'ennemi, les troupes subiraient de lourdes pertes et finiraient par se désengager. Stirling a conclu qu'il s'agissait au mieux d'expériences coûteuses qui exigent beaucoup d'effectifs et de ressources et qui ne dérangent guère l'ennemi. Mais plus important encore, les Allemands en étaient venus à bien connaître ces actions directes de grande envergure. C'est ainsi qu'ils avaient aménagé des positions défensives afin de réduire la menace. Stirling a soutenu que si une petite force arrivait à se déplacer dans des vastes régions désertiques du sud, on pourrait infiltrer une force derrière les lignes ennemies et la désengager rapidement. Alan Hoe et Eric Morris, *RE-Enter the SAS: The Special Air Service and the Malayan Emergency*, Londres, Leo Cooper, 1994, p. 2-3.

41. Il est important de noter que ces limites sont inhérentes à la structure même de ces unités et qu'elles continueront d'exister. La capacité de déployer rapidement des unités SP très légères n'est utile que si la mission est importante, que le déploiement se fait rapidement et que la mobilité tactique n'est pas en cause. Si les déploiements sont plus longs et que la mobilité tactique prend plus d'importance, alors cette capacité n'est plus d'aucun intérêt. Voilà entre autres pourquoi ces unités ont disparu après la Seconde Guerre mondiale.

42. *FM 78-5 Ranger Operations*, appendice F, Ranger History.

43. *Ibid.*

44. *History of the Rangers*.

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*

47. Tom Clancy et Carl Stiner, *Shadow Warriors : Inside the Special Forces*, New York, Penguin Putnam 2002, p. 322-324 (voir aussi p. 352-361).

48. *Ibid.*

49. *FM 78-5 Ranger Operations*, chapitre 5. Il est à noter que ces tâches proviennent de l'Armée américaine et qu'elles ne sont pas nécessairement attribuées par le SOCOM.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.* Les Rangers ont aussi certaines limites. Selon la doctrine américaine, ces limites comprennent une « capacité limitée contre des unités blindées ou motorisées en terrain découvert, l'absence de ressources de transport internes, une capacité de combat soutenu limitée attribuable à l'absence d'éléments organiques de soutien au combat et de soutien logistique du combat, un nombre limité d'armes de défense antiaérienne intégrales et un appui-feu indirect intégral limité, l'absence de moyens d'évacuation sanitaire ainsi que l'important effort de reconstitution et de recyclage requis pour remplacer les pertes au combat ».

52. Ces données ne tiennent pas compte de la guerre du Golfe de 1990-1991, ou des déploiements en Haïti en 1994.

53. Canada, Ministère de la Défense nationale, *Façonner l'avenir de la défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020*, Ottawa, juin 1999, p. 6.

54. Pour faire partie des Rangers, les soldats doivent satisfaire aux normes de condition physique suivantes : (1) obtenir 80 points pour chacune des activités de l'*Army Physical Readiness Test* (APRT) et effectuer six tractions; (2) réussir l'épreuve de natation exigée; (3) courir 8 kilomètres en 40 minutes ou moins; (4) effectuer un déplacement de 12 kilomètres sur route en trois heures ou moins (avec le havresac, le casque et l'arme); (5) avoir la taille et le poids exigés. S'il est choisi, le soldat participe à un programme de familiarisation de trois semaines. Ce programme, exigeant sur le plan physique, vise à enseigner aux soldats les compétences et les techniques élémentaires utilisées par les unités de Rangers. L'entraînement comprend : un entraînement physique quotidien, une épreuve sur l'histoire des Rangers, la lecture de cartes, le test d'aptitude physique de l'Armée, une opération aéroportée, les normes des Rangers, la navigation terrestre de jour et de nuit, une course de 5 milles effectuée au rythme de combat, l'épreuve de survie dans l'eau, des déplacements de 6, 8 et 10 milles sur route, l'entraînement de conducteur (carte DDC), l'entraînement avec corde de descente rapide et l'attestation de secouriste de combat. Le programme permet d'identifier et d'éliminer les candidats qui n'ont pas une volonté à toute épreuve, qui manquent de motivation, qui ne sont pas en bonne condition physique et qui sont fragiles émotionnellement. Un tel programme, axé sur le leadership, est offert aux officiers et sous-officiers qui souhaitent joindre les rangs de l'unité.

55. Le soldat doit réussir le cours de leadership des Rangers, mieux connu sous le nom de cours des Rangers, pour devenir un leader au sein du régiment des Rangers. Le cours dure 56 jours et ressemble beaucoup au premier cours des Commandos, alors que l'accent est mis sur la patrouille. Au cours de cet entraînement, très exigeant physiquement, on enseigne aux soldats les procédures

suivies par les commandants de peloton et de section, les ordres d'opération et les patrouilles au niveau des petites unités.

56. Cette organisation se rapproche considérablement de celle des bataillons des Rangers. Chaque unité compte une compagnie de parachutistes.

57. Dans un article publié dans le numéro de Mars/Avril 2003 de *Asia-Pacific Defence Reporter*, le Dr Roger Thornhill a mentionné qu'en « 1999/2000, la société RAND a réalisé une étude portant sur l'efficacité des divisions aéromobiles rapides de l'Armée américaine (les 82nd et 101st divisions ont servi pour les études de cas). Il a appris que ces formations terrestres étaient trop légères et qu'elles ne venaient en fait que ralentir une avance militaire déterminée, comme lors de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990/1991. Le rapport propose certains moyens qui permettraient de soutenir les divisions aéroportées en faisant appel à la technologie ... »

58. Ce problème n'est pas exclusif aux BIL. Il est en fait beaucoup plus vaste. Pour la plupart des missions actuellement entreprises par l'Armée de terre, il faut en effet prévoir des renforts importants tant au chapitre des effectifs que de l'équipement.

59. Bernd Horn, *Bastard Sons, An Examination of Canada's Airborne Experience 1942-1995*, St. Catharines, Ontario, Vanwell Publishing, 2001, p. 265-266.

60. *Ibid.*

61. Même s'il convient de souligner que le cours des Rangers est un cours de leadership et que tous les Rangers ne sont pas tenus de le suivre, tout soldat qui souhaite demeurer avec les bataillons des Rangers pendant un certain temps doit réussir ce cours.

62. Ces données sont établies en fonction d'une unité de Rangers d'environ 600 soldats. Si l'unité est plus importante, alors le problème prend de l'ampleur.

63. Canada, Ministère de la Défense nationale, Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres), *La Force de demain : Vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre de l'avenir*, Kingston, Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre, 2004, p. 172-176.

64. *Ibid.*

65. Selon des sources non classifiées, environ 24 % des candidats désireux de joindre les rangs du SAS/des FS américaines passent les étapes de la sélection et de l'entraînement. Chez la Delta Force, ce taux se situe entre 10 et 12 %, ce qui vaut sans doute aussi pour la FOI 2. C'est ainsi que selon le mode de sélection adopté, l'Armée peut recueillir les autres candidats, ceux qui se situent entre 12 et 24 %, pour créer une « force verte ». Cette force compterait de 120 à 150 opérateurs, ce qui serait bien inférieur aux 600 à 700 hommes requis pour former une unité de Rangers.

LES OPÉRATIONS D'INFORMATION DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE SOUTIEN DE LA PAIX

par le Capitaine Kevin Barry, CD

INTRODUCTION

Les opérations d'information (OI) existent depuis fort longtemps et font, depuis des millénaires, partie intégrante de la conduite de la guerre. Toutefois, l'accent mis sur leur synchronisation et leur coordination avec les opérations sur le plan physique est un phénomène récent¹. Les opérations d'information sont en fait l'action coordonnée sur le plan moral d'éléments tels que le renseignement, les opérations psychologiques (OPSPSY), la sécurité opérationnelle, la guerre électronique (GE), la coopération civilo-militaire (COCIM) et les affaires publiques. Au début de l'année 2002, le groupement tactique du 1er Bataillon Patricia's Canadian Light Infantry (GT 1 PPCLI) de Edmonton a reçu un ordre d'avertissement pour un déploiement en Ex-Yougoslavie. Les membres du GT 1 PPCLI ont alors entrepris avec sérieux planification et préparations, de même que l'instruction axée sur la mission et l'instruction relative au théâtre. L'ordre d'opération du GT 1 PPCLI indiquait que les opérations d'information formaient un élément essentiel de la planification et qu'elles devaient faire partie de toutes les opérations². Dans le même ordre d'idées, la doctrine de la Force terrestre stipule que les OI sont une fonction de combat essentielle qui doit être intégrée aux autres fonctions de combat afin de maximiser la puissance de combat.³ Les OI ne sont pas nouvelles; elles sont utilisées par les Forces canadiennes (FC) depuis toujours. Ce qui est nouveau, c'est l'accent placé sur l'intégration des éléments des OI dans le but de maximiser la puissance de combat. L'engagement du Canada, dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), envers la Force de stabilisation (SFOR) en Bosnie-Herzégovine (BH) ne date pas d'hier : les FC participent à des

Les OI doivent être
utilisées conformément
aux principes de la
guerre

opérations en Ex-Yougoslavie, sous une forme ou une autre, depuis plus de dix ans. La Bosnie est un théâtre déjà bien implanté qui pose des défis particuliers aux commandants de tous les niveaux. Les OI, comme toute ressource mise à la disposition d'un commandant, doivent être utilisées conformément aux principes de la guerre. Elles doivent être employées de façon dynamique et conformément à l'approche manœuvriste au cours des opérations de soutien de la paix, car

l'adoption d'une approche réactive mènerait à un échec. Un commandant efficace s'assure que chaque action entreprise par sa force sur le plan physique est soutenue, sur le plan moral, par une action d'importance égale. Le but du présent article est de déterminer comment on peut le mieux utiliser les OI pour assurer un appui optimal de l'intention du commandant dans le cadre d'opérations de soutien de la paix, en prenant comme exemple l'expérience du groupement tactique du 1 PPCLI au cours de la rotation II (Roto II) de l'Opération PALLADIUM.

PRÉPARATIONS DES OI

ANALYSE DE LA MISSION

L'attention portée au processus de planification opérationnelle avant le début du déploiement jettent les bases d'une utilisation efficace des OI et assure que l'état final sera atteint. À l'instar

de toute opération, la première étape que doivent franchir les commandants consiste en l'analyse de la mission et les OI n'y échappent pas. Les opérations d'information font partie des six fonctions de combat dont le principal but est de donner l'avantage au cycle décision-action du commandant⁴. En ce qui concerne les OI, les défis des commandants consistent à cerner, à formuler et à communiquer le but poursuivi par l'unité⁵. Dans le cadre des opérations de soutien de la paix en Bosnie, aucune menace militaire plausible n'existait. La paix imposée par l'Accord de Dayton était maintenue avec succès, les effectifs de la force armée des Entités avaient été réduits et leurs armes et munitions se trouvaient dans des sites d'entreposage. La menace a donc été définie comme toute menace au maintien d'un environnement sécuritaire et, de ce fait, les menaces étaient nombreuses. Le crime organisé, le marché noir et le marché gris, le passage de clandestins, le chômage endémique, tout cela jumelé à un gouvernement très compliqué et inefficace ne formaient que quelques-uns des défis auxquels nous étions confrontés. Le recours aux OI pour gagner l'appui de la population locale était essentiel et, pour s'assurer cet appui, le cmdt visait l'acquisition de la supériorité en matière d'informations. La mission consistait à « s'assurer que la zone d'opération (ZO) du groupement tactique était un environnement sécuritaire afin d'aider à mettre en place les conditions nécessaires à l'installation d'une paix durable sans présence de troupes en BH⁶. » Pour réaliser cette mission, l'intention du cmdt était orientée sur les opérations offensives sur les plans physique et moral. Un plan ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance) dynamique, jumelé à des attaques anticipées contre des menaces à un « environnement sécuritaire » allaient permettre de réaliser la mission sur le plan physique à court et à moyen terme. On comptait influencer le comportement de la population locale, à moyen et à long terme, par le biais d'opérations d'information offensives. On ne peut surestimer l'importance de demander des directives supplémentaires au cmdt. Par exemple, avant le départ du groupement tactique de Edmonton, le cmdt a dicté sa volonté d'avoir recours au peloton de coopération civilo-militaire (COCIM) et à son entraînement poussé et sa vaste expertise non seulement pour combler les postes d'officier de liaison, mais également dans le cadre de la gestion de projets. Il a clairement indiqué son intention d'utiliser ces projets pour influencer la population locale et ainsi changer les comportements de cette dernière. À partir de l'intention du cmdt, on a procédé à l'analyse de la mission et un plan a été élaboré. Ainsi l'annexe des opérations d'information de l'ordre d'opération, document phare, exhaustif, du groupement tactique du I PPCLI, fut rédigée. Le plan d'action retenu comprenait trois plans d'OI. Deux de ces derniers formaient d'une part le plan à court terme, qui consistait en un soutien aux op ciblées, et d'autre part le plan à moyen terme, défini par sa durée, c'est-à-dire la durée de la ROTO. Le plan à long terme prévoyait le soutien du rapprochement civil entre les ethnies. Le groupement tactique devait favoriser la stabilité et la tenue de réformes menant à l'unité nationale en développant la foi en des institutions communes. Pour que le plan à long terme porte des fruits, il fallait mettre en place un mécanisme pour réaliser l'intention du cmdt. La planification détaillée a fait en sorte que le mécanisme requis pour réaliser le plan à long terme a été mis en place.

ORGANISATION ET TÂCHES

L'organisation de la section des OI et les tâches qui en découlent étaient complémentaires et élaborées de façon à répondre aux besoins des opérations de soutien de la paix.⁷ Le schéma de manœuvre prévoyait la planification et la coordination étroite des opérations d'information de façon à ce qu'elles intègrent parfaitement le renseignement, la COCIM, les affaires publiques et les OPSPSY. Le S3, élément d'état-major chargé de l'intégration des OI dans les opérations, a désigné un officier responsable de toutes les activités d'OI⁸. Le S3 OI avaient plusieurs tâches à accomplir, y compris voir à la coordination de l'effort général et établir les priorités en matière

d'OI ainsi que coordonner la planification et l'exécution de ces dernières⁹. Afin de faciliter l'intégration, le S3 OI et le S2 étaient colocalisés et collaboraient étroitement lors des opérations. L'officier des affaires publiques et le S3 OPSPSY relevaient du S3 OI. Ainsi, on assurait une utilisation optimale des compétences techniques de l'officier des affaires publiques à l'appui direct des opérations du groupement tactique, ce qui a eu un effet multiplicateur sur la force au cours des opérations. En intégrant l'officier des affaires publiques au processus de coordination des OI, on a ainsi assuré, grâce à un plan bien synchronisé, la meilleure utilisation possible de la fonction affaires publiques dans toutes les opérations du groupement tactique. L'officier des affaires publiques du groupement tactique a été intégré à la section OI et travaillait étroitement avec le S3 OPSPSY. La crédibilité du groupement tactique était directement liée à la cohérence de ses messages. Comme le S3 OPSPSY n'avait recours qu'à des OPSPSY cohérentes, « blanches » et fondées sur la vérité, et que les affaires publiques n'utilisaient que des faits, aucun conflit n'est apparu entre les deux parties, qui se sont révélées complémentaires. Cette organisation était une articulation efficace et les tâches étaient conformes à l'intention du cmdt. Le S3 OI, l'OAP et le S3 OPSPSY ont agi en étroite collaboration et comme tous trois faisaient partie de la cellule opérations, leur connaissance de la situation s'en est trouvée augmentée.

INSTRUCTION

En ce qui a trait à l'instruction de l'état-major, le S3 OPSPSY a suivi le cours sur les opérations psychologiques militaires du Royaume-Uni (Military Psychological Operations Course) à Chicksands, RU, tandis que l'officier des affaires publiques possédait déjà la qualification et les compétences nécessaires. Le S3 OI se trouvait désavantagé car il n'avait reçu aucune instruction d'état-major. Toutefois, à son arrivée sur le théâtre, il a suivi un cours de deux jours sur les OI au Camp Butmir à Sarajevo. Il pourrait être utile, pour les prochains déploiements, de suivre les cours sur les OI offerts par les É.-U. à Norfolk, en Virginie et à l'école de l'OTAN à Oberammergau, en Allemagne. Un cours sur les émissions de radio dans le cadre des OPSPSY a été donné aux sous-unités par le QG de la Division multinationale (sud-ouest) (DMN [SO]), mais seulement quelques soldats ont pu y participer. La division a par la suite donné un cours d'une journée à vingt-cinq troupes, lequel a été fort apprécié. Le cours comme tel traitait davantage des aspects théoriques des OPSPSY que de l'application de ces dernières. Comme le soldat sur place est le meilleur moyen de communiquer les « sujets d'entretien » à la population locale, les efforts déployés pour la formation de ces soldats ont été considérés comme un investissement positif. Un soldat qui connaît les thèmes et les sujets d'entretien que sa chaîne de commandement juge prioritaires pour les différents groupes-cibles communiquera ces thèmes et sujets aux personnes qu'il rencontrera au cours de ses patrouilles. Toute bonne action de nos soldats envers la population locale est une occasion de diffuser ces messages et un moyen d'instaurer des changements sociaux à long terme. On a considéré cela suffisamment important pour élargir l'instruction et ajouter des cours supplémentaires au programme. On a donc mis davantage l'accent, dans les cours, sur la façon de diffuser les thèmes et les messages des campagnes d'OI, notamment par le biais des émissions de radio du groupement tactique, des OPSPSY dans les écoles et des soirées de cinéma. Il serait bon, pour les prochaines opérations de soutien de la paix, de former tous les soldats sur certains aspects de la diffusion des thèmes et des messages du groupement tactique. Le groupement tactique du 2 PPCLI, qui a participé à la ROTO 12, a élargi l'instruction et amélioré la matière enseignée et il a donné plusieurs cours aux s/off et aux troupes du groupement tactique. Les efforts déployés par le personnel du cours, les instructeurs et les stagiaires ont certes valu le coup, mais l'établissement, par les FC, d'un

plan d'instruction pour chaque opération serait bien plus efficace. Ce plan d'instruction pourrait par la suite être adapté de façon à correspondre à l'intention de chaque commandant de groupement tactique de même qu'à tenir compte des modifications requises en raison de la stabilisation du théâtre.

OPÉRATIONS D'INFORMATION — CONCEPT DE L'OP

AMÉLIORATION ET RÉORIENTATION

Pour être pertinent, un plan d'OI doit être souple et laisser place à l'amélioration. Plus le groupement tactique avait une meilleure connaissance de la situation, plus le plan d'OI était mieux appliqué et orienté. Environ à mi-chemin de la ROTO, le cmdt a élaboré la « Pyramide » (illustration 1) afin d'illustrer plus clairement son intention. La pyramide présentait les zones d'influence et les zones d'intérêt de la SFOR comme les éléments de base pour la création des effets souhaités. Le sommet de la pyramide représentait le but à atteindre : une paix durable sans présence de troupes. À partir de la pyramide, on a élaboré des lignes d'attaque (illustration 2). Quatre lignes d'attaque formaient l'effort du groupement tactique, inspiré des niveaux de la pyramide correspondant à la zone d'influence et à la zone d'intérêt de la SFOR. Chaque ligne comportait plusieurs buts, fournissant ainsi des directives précises aux sous-unités. Les lignes d'attaque du groupement tactique pour la ZO canadienne correspondaient au plan pluriannuel de la SFOR pour l'ensemble de la BH. Ce plan pluriannuel a été élaboré avec la communauté internationale (CI) de façon à savoir quelle organisation de la CI serait responsable de chaque catégorie. Ce plan pluriannuel constituait un échéancier linéaire entre l'entrée en vigueur de l'Accord de Dayton et l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine (GFAP), et le moment où la Bosnie sera un membre à part entière de la communauté internationale. Entre ces deux moments se trouvent des piliers, des « indicateurs de normalité », utilisés pour évaluer les progrès faits dans chaque catégorie. La synchronisation des lignes d'attaques du groupement tactique et du plan pluriannuel de la SFOR assurait la réalisation de l'intention du commandant supérieur.

Pour être pertinent, un plan d'OI doit être souple et laisser place à l'amélioration

Conformément à l'amélioration et à la réorientation du plan d'OI, les affaires publiques ont été

utilisées de façon beaucoup plus dynamique et, par le fait même, beaucoup plus efficace. L'officier des affaires publiques a entrepris un plan ambitieux visant à organiser des séminaires et des conférences avec les médias locaux. Le but visé était d'aider les médias locaux à adopter les méthodes occidentales de reportage. On visait par le fait même à réduire les préjugés ethniques, les suppositions et la désinformation qui minaient la foi de la population locale en ses institutions publiques. Les opérations psychologiques mettaient l'accent sur le rapprochement civil et la coopération interethnique. En plus des



Figure 1 : La « Pyramide ».

Lignes d'attaque du GT 1 PPCLI

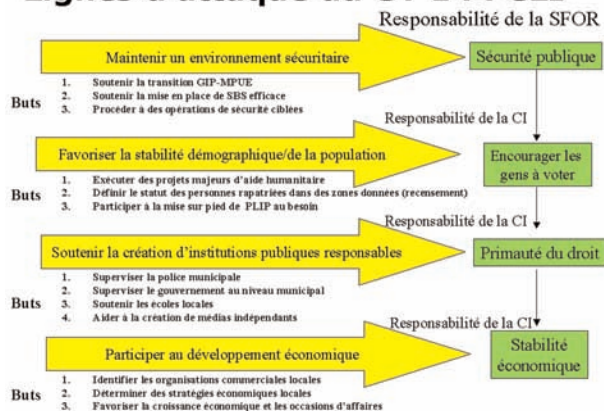


Figure 2 : Lignes d'attaque

concerne les OI. La municipalité de Glamoc dans le canton no 10 a été identifiée comme une zone nécessitant davantage d'interventions, notamment en ce qui a trait à la tolérance interethnique, au développement économique et à l'instauration d'une stabilité au sein de la communauté. Le développement économique constituait une des principales lignes d'attaque, particulièrement à la suite de l'avertissement servi par Lord Paddy Ashdown à titre de haut représentant (BHR)¹⁰. La stabilité économique aiderait grandement à rétablir la stabilité du pays. La SFOR a mis sur pied de nombreuses campagnes et opérations d'information permanentes visant à promouvoir différents aspects du rapprochement civil et de la tolérance ethnique. Le S3 OI a produit des matrices de ciblage et de tâches pour les OI afin de soutenir efficacement les opérations et campagnes permanentes de la SFOR. Ces matrices sont présentées à l'illustration 3 « Matrice de ciblage et de tâches des OI à l'appui du retour des DPRE (personnes déplacées et réfugiés) et de la tolérance interethnique ». Ces matrices utilisent un terme d'artillerie connu sous l'acronyme DDEE, qui signifie décider, détecter, exécuter et évaluer¹¹. Les groupes-cibles y sont des ensembles généraux et les personnes ciblées sont déterminées à partir de ces ensembles. Sous « Détecter et Exécuter », les ressources à utiliser sont précisées. Ces ressources vont du commandant du groupement tactique, ou des cmdt de sous-unités, aux soldats. Elles peuvent être utilisées dans le cadre d'une gamme d'activités allant des discussions bilatérales (BiLats) à des opportunités dans le cadre des opérations courantes (NFO). Les messages devaient être diffusés soit pendant des réunions prévues à l'horaire ou des réunions improvisées, principalement dès qu'une occasion se présentait. L'effet souhaité sur les personnes ciblées est également indiqué dans la matrice, de même que, dans la colonne « Évaluation », l'état final visé, le but et les mesures de l'efficacité à utiliser. Cette matrice présente également les thèmes et les sujets d'entretien dont devaient traiter les soldats pendant le NFO.

Ainsi, les opérations sur le plan physique étaient, sur le plan moral, soutenues et renforcées par des opérations d'information. Les soldats transmettaient les messages du groupement tactique tout en recueillant des informations. L'amélioration et la réorientation du plan a permis de maximiser l'économie d'efforts et a assuré une plus grande souplesse des opérations du groupement tactique dans la ZO canadienne.

émissions de radio régulières de la station de la brigade, radio « Oksigen », et des cinq stations du groupement tactique, deux autres programme d'OPSPSY ont été mis sur pied dans les écoles : un où les soldats enseignaient l'anglais et l'autre où les écoliers de la BH pouvaient échanger des lettres avec des écoliers canadiens.

Cette amélioration et cette réorientation du plan a permis, en identifiant les municipalités (opstina) tranquilles et stables et en réduisant la présence de troupes dans ces dernières, de maximiser l'économie d'efforts en ce qui

COORDINATION

La coordination et les réunions étaient essentielles à l'exécution efficace des OI. Les informations d'opération faisaient partie intégrante de la planification et de toutes les opérations. Le cmdt donnait, à tous les jours, son briefing matinal. Lors de ce briefing, tous les chefs de

3000-2 (S3 OI)
DATÉ DU 29 JANV 2003

MATRICE DE CIBLAGE ET DE TÂCHES DES OPÉRATIONS D'INFORMATION À L'APPUI DU RETOUR DES PDRE ET DE LA TOLÉRANCE INTERETHNIQUE

DÉCIDER		DÉTECTER ET EXÉCUTER			ÉVALUER	
GROUPES CIBLES	PERSONNES CIBLÉES	RESSOURCE	COMMENT	QUAND	EFFETS	ÉTAT FINAL/MESURES DE L'EFFICACITÉ
Leaders de la communauté CI	Fonctionnaires de la Fédération, maires, élus, ONG	Gp comd, cmdt sous-unités/cmdt pon, OL COCIM	BILATS événements médiatiques	Pendant les réunions prévues à l'horaire/improvisées, lors d'événements médiatiques	ENCOURAGER INFLUENCER INFORMER	BUT : Maintenir la cadence des retours des PDRE et favoriser le changement dans les attitudes dans les zones où il y a de l'obstructionnisme et de l'intolérance. Convaincre les leaders de la communauté de soutenir le retour des PDRE et promouvoir la tolérance interethnique. ÉVALUATION : Une baisse du nombre d'incidents reliés à la violence interethnique ainsi qu'une réduction du nombre de cas d'obstructionnisme fait par le gouvernement au processus de réinstallation. De plus, la police locale et les municipalités seront davantage portées à contrer ce type de situations.
		Soldats	BILATS Occasions dans le cadre des opérations courantes et de l'OP HARVEST			
		OAP	RADIO MÉDIAS TÉLÉVISION	Communiqués de presse, messages d'intérêt public, événements médiatiques		

DÉCIDER		DÉTECTER ET EXÉCUTER			ÉVALUER	
GROUPES CIBLES	PERSONNES CIBLÉES	RESSOURCE	COMMENT	QUAND	EFFETS	ÉTAT FINAL/MESURES DE L'EFFICACITÉ
Population locale	Population locale	OPSPSY	RADIO, MÉDIAS, AFFICHES, PROSPECTUS, OPSPSY DANS LES ÉCOLES	Diffusion lors d'émissions de radio, affiches et prospectus, possibilité d'articles dans l'avant-scène des communautés accueillantes	INFLUENCER INFORMER ENCOURAGER	BUT : Maintenir la cadence des retours des PDRE et favoriser le changement dans les attitudes dans les zones où il y a de l'obstructionnisme et de l'intolérance. Convaincre la population locale que le soutien des PDRE est obligatoire et que cette dernière en tirera profit. Promouvoir également la tolérance interethnique. ÉVALUATION : Une baisse du nombre d'incidents reliés à la violence interethnique ainsi qu'une réduction du nombre de cas d'obstructionnisme fait par la population locale au processus de réinstallation.
		OAP	TÉLÉVISION, RADIO	Messages d'intérêt public, possibilités d'articles de journaux		
Public canadien	Public canadien ACIDI	OAP	Articles de journaux	Articles portant sur les campagnes réussies	INFORMER	BUT : Informer les Canadiens des efforts déployés par le GT 1 FPCLI à l'appui du processus de retour des PDRE de même que pour réduire la violence interethnique. ÉVALUATION : Les Canadiens sont au courant des campagnes qui connaissent un certain succès par l'entremise d'activités et d'articles dans les médias.

Directives d'exécution : La matrice d'engagement est un document d'affectation. Les tâches qui y apparaissent doivent être exécutées avant la date indiquée. La personne/l'organisation responsable de l'exécution de la tâche doit rencontrer le groupe cible afin d'obtenir l'effet indiqué. Lorsque la tâche est terminée, la personne/l'organisation inscrite sous la colonne RESSOURCE transmet les résultats de l'activité au S3 OI.

DÉCIDER : La personne et le groupe ciblés par la tâche.

DÉTECTER ET EXÉCUTER : Ressource : La personne ou l'organisation désignée pour accomplir la tâche auprès du groupe-cible/des personnes ciblées.

Comment : Les moyens à prendre pour accomplir la tâche.

Quand : L'heure avant laquelle la tâche doit être accomplie.

Effet : L'effet que l'exécution de la tâche doit avoir sur le groupe-cible/les personnes ciblées.

ÉVALUER : But : La raison de la tâche.

Évaluation : Les critères utilisés pour évaluer l'efficacité de la tâche.

EFFETS :

INFORMER : Fournir de l'information (pour contrer la désinformation)

INFLUENCER : Modifier les perceptions et les attitudes des gens

AVERTIR : Faire une déclaration d'intention (pour empêcher une activité particulière)

COOPTER : Obtenir la coopération.

PERTURBER : Interrompre temporairement la transmission d'informations.

ISOLER : Minimiser la puissance ou l'influence.

ENCOURAGER : Inspirer quelqu'un à agir d'une certaine façon.

DIRECTIVES POUR LES ME : Les personnes ou les organisations chargées d'accomplir des tâches liées aux opérations d'information doivent transmettre les résultats au S3 OI. Les informations à transmettre comprennent : est-ce que la tâche a été accomplie, quel en a été l'effet, quelle a été la réaction du groupe-cible/des personnes ciblées et qu'elle a été le résultat final.

<p>Messages : Les messages suivants sont des sujets d'entretien qui doivent être communiqués aux groupes-cibles/personnes ciblées. (OTAN/SFOR NON CLASS)</p>
<p>Thème : Maintenir la cadence des retours des DPRE et favoriser le changement dans les attitudes dans les zones où il y a de l'obstructionnisme et de l'intolérance. Convaincre les leaders de la communauté de soutenir le retour des DPRE et promouvoir la tolérance interethnique. On doit mettre l'accent sur la population locale et les autorités policières locales qui participent activement au processus.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bien que notre but premier soit de maintenir un environnement sécuritaire pour la population de la Bosnie-Herzégovine, le GT 1 Pli s'est également engagé à appuyer la communauté internationale dans le cadre du retour des DPRE. 2. Le BHR et le HCNUR ont la priorité en ce qui concerne la supervision des retours. Leur plan est ordonné et comprend plusieurs étapes. 3. La SFOR contribue au retour des DPRE par le biais d'un programme de recensement et, d'abord et avant tout, en assurant un environnement sécuritaire. 4. Après la guerre, la vie reprend son cours en Bosnie-Herzégovine et les DPRE regagnent leur domicile. C'est pourquoi la tolérance et l'esprit de communauté sont des éléments extrêmement importants pour le processus de reconstruction. 5. Le groupement tactique du 1 PPCLI a été témoin d'actes communautaires exceptionnels depuis son arrivée en Bosnie en septembre dernier. Nous avons vu des communautés se rassembler pour reconstruire des écoles, réparer des systèmes d'égouts et nettoyer des centres communautaires. De tels projets ne peuvent se réaliser sans aide.
<p>Thème : Convaincre la population locale que le soutien des DPRE est obligatoire et que cette dernière en tirera profit. Promouvoir également la tolérance interethnique. Cela met à l'avant-scène la stabilité de la communauté et pourrait favoriser la coopération et la tolérance interethniques. On doit mettre l'accent sur les membres de la population locale qui participent activement à ce processus.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La SFOR remplit sa mission, qui consiste à assurer un environnement sécuritaire, sur tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine, mais elle accorde une attention particulière aux zones où des tensions entre les ethnies sont susceptibles d'apparaître au moment où des citoyens essaient de récupérer la maison et la propriété qui étaient les leurs avant la guerre. 2. Nous savons que les habitants de la Bosnie-Herzégovine doivent croire en leur sécurité future pour créer de nouvelles institutions publiques, investir dans leur développement économique et adopter un style de vie démocratique. 3. La SFOR a donné son appui à des initiatives et à des projets qui favorisent la tolérance interethnique, dont le festival des films annuel de Sarajevo. 4. Le BHR et le HCNUR ont la priorité en ce qui concerne la supervision des retours. Leur plan est ordonné et comprend plusieurs étapes. 5. La SFOR contribue au retour des DPRE par le biais d'un programme de recensement et, d'abord et avant tout, en assurant un environnement sécuritaire.
<p>Messages : Les messages suivants sont des sujets d'entretien qui doivent être communiqués aux groupes-cibles/personnes ciblées. (OTAN/SFOR NON CLASS)</p>
<p>Thème : Informer les Canadiens des efforts déployés par le GT 1 PPCLI en Bosnie à l'appui du processus de retour des DPRE de même que pour réduire la violence interethnique.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La mission du groupement tactique du 1 PPCLI est d'assurer un environnement sécuritaire au moyen de diverses opérations dont la supervision du retour des DPRE. 2. Le groupement tactique du 1 PPCLI soutient la communauté internationale dans le cadre du retour des DPRE par l'entremise d'un programme de recensement afin de comparer la population avant guerre et celle d'après-guerre. 3. La mission du groupement tactique du 1 PPCLI, qui consiste à assurer un environnement sécuritaire, favorise le retour des DPRE, car ces derniers se sentent moins menacés lorsqu'ils réintègrent leur domicile.

Figure 3 : Matrice de ciblage et de tâches à l'appui du retour des DPRE et de la tolérance interethnique.

groupe y compris le S3 OI, le S3 OPSPSY et l'officier des affaires publiques — faisaient un compte rendu de leurs activités des 24 dernières heures. Immédiatement après le briefing matinal du cmdt, le S3 Ops présidait, devant la carte, une conférence de coordination informelle avec tous les chefs de groupe. Cela permettait d'examiner les particularités des tâches à accomplir au cours de la journée. Les réunions hebdomadaires du groupe des ordres du cmdt permettaient également de recevoir des directives plus détaillées et de communiquer directement aux cmdt des sous-unités les campagnes et actions à venir. En règle générale, la première demi-heure des conférences hebdomadaires sur les opérations et l'instruction était consacrée aux OI. Tous les O Ops des sous-unités qui assistaient à ces conférences étaient nommés seuls points de contact pour toute question ou projet concernant les OI, y compris les affaires publiques et les OPSPSY. Il y avait deux types de conférences pour les opérations ciblées et les projets de COCIM : le groupe de travail sur les opérations d'information (GTOI) et le groupe de ciblage pour les opérations d'information. Pour toutes les réunions et conférences, la

présence de l'officier du renseignement était indispensable, la connaissance de la situation de la section S2 s'étant avérée essentielle. Il faisait également le pont avec la troupe de guerre électronique sous le commandement de la division (rebaptisée plus tard la brigade multinationale (nord-ouest)). Les besoins prioritaires en renseignement (BPR) du S2 étaient également diffusés aux sous-unités. Pour les soldats, les BPR sont devenus, lors de l'exécution des activités dans le cadre des opérations courantes (NFO) telles que les patrouilles, des informations à recueillir et des questions. Le S3 OI, avec l'aide du S3 OPSPSY et de l'officier des affaires publiques, a élaboré la matrice de ciblage et de tâches des OI pour les opérations et campagnes permanentes de la SFOR. Ces matrices indiquaient aux soldats quels étaient les thèmes et les sujets d'entretien qu'ils devaient utiliser avec la population locale lors de leurs activités dans le cadre des opérations courantes. Une planification et une coordination rigoureuses ont permis une intégration efficace des opérations sur plan physique aux opérations d'information sur le plan moral.

OP KERBEROS

On a, pour l'une des opérations les plus importantes exécutées au cours de la rotation (ROTO) I I de l'Op PALLADIUM, adopté une approche réactionnaire face aux OI. De ce fait, l'efficacité des OI menées par le groupement tactique s'en est trouvée réduite. Il était alors impossible, dans le cadre des OI, de suivre le principe de guerre « d'action offensive » ni de bénéficier de l'état d'esprit nécessaire à l'application efficace des principes fondamentaux de la guerre de manœuvre. Dès le début, la brigade ne voulait pas informer la population locale de ses activités à venir et désirait que seuls les hauts gradés communiquent des informations aux médias locaux. L'Op KERBEROS est le nom qu'a donné la brigade multinationale (nord-ouest) (BMN (NO)) à l'exercice JOINT RESOLVE XXVIII et constituait le principal test du mécanisme d'OI de la

En ce qui concerne les médias, la rapidité de diffusion des informations est d'une importance extrême

brigade. Dès le début, la brigade a adopté une approche réactionnaire face aux OI, délaissant l'initiative. Le G9 SI (Officier des services d'information [affaires publiques]) devait être le seul point de contact de la brigade pour les demandes des médias et l'officier des affaires publiques du groupement tactique du I PPCLI le seul porte-parole du groupement tactique. Il s'agit là d'un élément d'importance car, techniquement, le commandant lui-même, et encore moins un commandant de peloton, se retrouvant devant une caméra de

télévision, n'était pas autorisé à diffuser quelque information que ce soit aux médias locaux. Les seuls thèmes et sujets d'entretien autorisés diffusés par la brigade se limitaient aux mouvements de troupes et d'équipements de la SFOR et aux méthodes génériques d'exploitation de façon à rassurer la population sur l'engagement de la SFOR à créer un environnement sécuritaire. Aucune référence n'était faite à des opérations ciblées telles que des cordons ou des fouilles. De plus, les sujets d'entretien fournissaient peu de directives aux troupes sur le terrain sur les mesures à prendre en cas de confrontation. L'approche réactionnaire adoptée par la brigade s'est avérée inefficace car des allégations sensationnalistes (et fausses) ont été diffusées par des médias locaux de la République Serpska, informant la population que l'unité de soutien multinationale, une unité de la Carabinieri italienne, avait battu des gens¹². Cette « nouvelle » a été diffusée avant que la SFOR n'ait pu faire connaître sa version des faits. Il s'agit là d'un événement significatif, car bien souvent les gens ne retiennent que la première version diffusée et, en Bosnie, celle qui peut le plus accroître la tension entre les ethnies. En ce qui concerne les

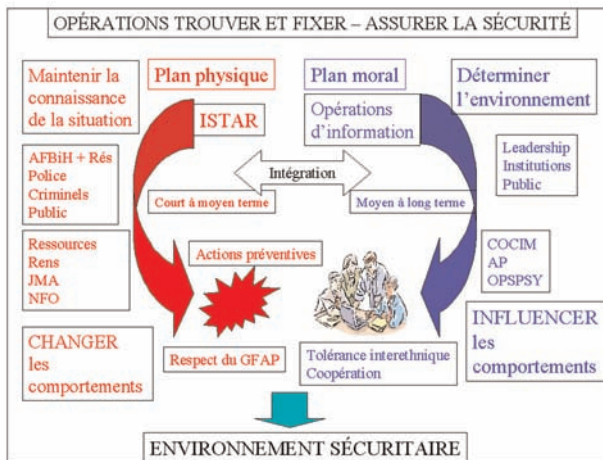


Figure 4 : Concept de l'opération du cmdt.

faire preuve d'ouverture et de transparence dans les limites de la sécurité opérationnelle. Plus particulièrement, le GT n'a pu diffuser d'infocapsules complètes pour les soldats et les commandants, ni de communiqués de presse préventifs à l'appui des opérations ciblées, selon les besoins. Cela allait carrément à l'encontre de l'approche dynamique et proactive en matière d'OI adoptée jusque-là par le groupement tactique. Il est essentiel de conserver l'initiative car le but des OI est d'acquérir la supériorité en matière d'information et de la maintenir¹³. Le concept de l'opération du cmdt, présenté à l'illustration 4, respectait l'approche manoeuvriste et frappait à la fois sur le plan physique et moral afin d'obtenir un ciblage fondé sur les effets désirés.

Le groupement tactique a éventuellement reçu la permission de diffuser des communiqués de presse après la fin des opérations ciblées. Ainsi, on a pu ajouter aux sujets d'entretien des soldats ceux traitant d'ordre public et d'un environnement sécuritaire qui, jusque là, avaient été utilisés avec succès par le groupement tactique. Parmi les principes de guerre, l'action offensive n'a pas été utilisée pour les OI. L'initiative n'a pu être maintenue car elle n'a jamais été gagnée. On pourrait prétendre que, en Bosnie, en présence de médias non disciplinés, dont les méthodes ne correspondent pas encore aux méthodes occidentales, vouloir être proactif pouvait aller à l'encontre du but recherché. Pour saisir l'initiative, un commandant doit faire preuve d'audace et inévitablement prendre des risques. Seule l'action offensive¹⁴, sur le plan physique comme sur le plan moral à l'aide d'opérations d'information, peut permettre de vaincre l'ennemi, dans le cas présent les menaces à un environnement sécuritaire. En adoptant une approche réactive, la brigade a subi les conséquences d'une série d'articles négatifs, fruits de désinformation active ou délibérée. La gestion des perceptions de la population locale est un processus important et continu qui, dans le cas présent, aurait été assuré par un communiqué de presse ou un article préventif.

SANSKI MOST- UNE ÉTUDE DE CAS

Nous examinerons maintenant en détail un exemple d'exécution efficace et intégrée d'OI par le groupement tactique du 1 PPCLI. Le peloton de COCIM considérait Sanski Most comme un bon emplacement pour réaliser l'intention du cmdt, qui visait à influencer et à encourager la population locale. Le projet d'aménagement hydraulique de l'école maternelle de Krajiska

médias, la rapidité de diffusion des informations est d'une importance extrême. L'approche réactionnaire de la brigade face aux OI a contrecarré le plan des affaires publiques du groupement tactique, qui prévoyait une relation empreinte d'ouverture et de transparence avec la population locale de la zone d'opérations. Le désir de la brigade de maintenir un contrôle serré ne correspondait pas aux plans du groupement tactique et a grandement réduit l'efficacité de ses OI. Essentiellement, cela a empêché le groupement tactique d'agir comme il le faisait ordinairement, c'est-à-dire de

MATRICE DE CIBLAGE ET DE TÂCHES DES OPÉRATIONS D'INFORMATION – OP SNARE

DÉCIDER NOTA : les gp cibles et les pers cibles sont classifiés OTAN/SFOR CONFIDENTIEL		DÉTECTER ET EXÉCUTER NOTA : Ressource, Comment, Quand et Effets sont classifiés OTAN/SFOR CONFIDENTIEL				ÉVALUER NOTA : But est non classifié; Évaluation est classifié OTAN/SFOR CONFIDENTIEL
GROUPES CIBLES	PERSONNES CIBLÉES	RESSOURCE	COMMENT	QUAND	EFFETS	ÉTAT FINAL/MESURES DE L'EFFICACITÉ
Population locale	Population locale	Élément de commandement	Discours lors de cérémonies, discuter avec la population et les médias	Cérémonie	INFLUENCER INFORMER ENCOURAGER	BUT : Transmettre le message que le GT 1 PPCLI, la BMN (NO) et la SFOR ne toléreront pas d'incidents tels que l'explosion de la voiture piégée à Sanski Most. Les armes et les explosifs constituent une menace directe au maintien d'un environnement sécuritaire. Le GT 1 PPCLI, la BMN (NO) et la SFOR sont en faveur de l'application de la loi et de la primauté du droit. On incite la population de Sanski Most à livrer tout arme illégale et à signaler toute activité illégale à leur police locale ou au camp de la SFOR le plus près. ÉVALUATION : La population locale est au courant des dangers, de ce qui est illégal et des raisons de la tenue de l'OP SNARE et est encouragée à signaler toute activité illégale.
		Soldats	Discuter avec la population	PCV		
		OPSPSY	Prospectus, radio	17-18 janv		
		OAP	Approche réactive seulement. Communiqué de presse après l'op	Au besoin. Communiqué de presse après l'op	INFLUENCER INFORMER ENCOURAGER	

Directives d'exécution : La matrice d'engagement est un document d'affectation. Les tâches qui y apparaissent doivent être exécutées avant la date indiquée. La personne/l'organisation responsable de l'exécution de la tâche doit rencontrer le groupe cible afin d'obtenir l'effet indiqué. Lorsque la tâche est terminée, la personne/l'organisation inscrite sous la colonne RESSOURCE transmet les résultats de l'activité au S3 OL.

DÉCIDER : La personne et le groupe ciblés par la tâche.

DÉTECTER ET EXÉCUTER : Ressource : La personne ou l'organisation désignée pour accomplir la tâche auprès du groupe-cible/des personnes ciblées.
Comment : Les moyens à prendre pour accomplir la tâche.
Quand : L'heure avant laquelle la tâche doit être accomplie.

Effet : L'effet que l'exécution de la tâche doit avoir sur le groupe-cible/les personnes ciblées.

ÉVALUER : But : La raison de la tâche.
Évaluation : Les critères utilisés pour évaluer l'efficacité de la tâche.

EFFETS :
INFORMER : Fournir de l'information (pour contrer la désinformation)
INFLUENCER : Modifier les perceptions et les attitudes des gens
AVERTIR : Faire une déclaration d'intention (pour empêcher une activité particulière)
COOPTER : Obtenir la coopération.
PERTURBER : Interrompre temporairement la transmission d'informations.
ISOLER : Minimiser la puissance ou l'influence.
ENCOURAGER : Inspirer quelqu'un à agir d'une certaine façon.

DIRECTIVES POUR LES ME : Les personnes ou les organisations chargées d'accomplir des tâches liées aux opérations d'information doivent transmettre les résultats au S3 OL. Les informations à transmettre comprennent : est-ce que la tâche a été accomplie, quel en a été l'effet, quelle a été la réaction du groupe-cible/des personnes ciblées et qu'elle a été le résultat final.

(Les thèmes et les sujets d'entretien sont classifiés OTAN/SFOR NON CLASS) Messages : Les messages suivants sont des sujets d'entretien qui doivent être communiqués aux groupes-cibles/personnes ciblées. L'approche générale adoptée face aux affaires publiques est réactive. Toutefois, lorsque l'occasion se présente, soit dans les PCV ou lors de cérémonies, les soldats peuvent utiliser les sujets d'entretien suivants pour mettre l'accent sur les intentions de la SFOR. Ces sujets d'entretien sont fournis à titre d'information de base pour la conversation.

Thème : Transmettre le message que le GT 1 PPCLI, la BMN (NO) et la SFOR ne toléreront pas d'incidents tels que l'explosion de la voiture piégée à Sanski Most. Les armes et les explosifs constituent une menace directe au maintien d'un environnement sécuritaire. Le GT 1 PPCLI, la BMN (NO) et la SFOR sont en faveur de l'application de la loi et de la primauté du droit. La population de Sanski Most est encouragée à livrer tout arme illégale et à signaler toute activité illégale à leur police locale ou au camp de la SFOR le plus près. **Pour les représentants du gouvernement local et les policiers** :

1. Il revient au gouvernement local et aux forces policières locales de faire respecter la loi.
2. Les policiers doivent faire enquête sur les actes criminels dont ils sont témoins ou qui leur sont signalés.
3. Les policiers doivent protéger l'identité de leurs informateurs.
4. On s'en tient à la communauté en protégeant tous les citoyens contre des actes qui mettent leur vie en danger.
5. Les représentants du gouvernement et les policiers doivent activement assurer la sécurité de tous les citoyens.

Pour tous les citoyens :

6. Téléphoner au poste de police si vous êtes au courant de tout acte/intention criminels dans votre communauté.
7. Livrer armes et munitions à la SFOR.
8. La protection de la communauté est la responsabilité de chaque citoyen.
9. Communiquer à la SFOR toute information sur des endroits où sont cachées des armes et des munitions.
10. L'identité des informateurs ne sera pas rendue publique.
11. Des PCV ont été mis en place pour contrôler les véhicules qui entrent dans Sanski Most et qui en sortent afin d'aider la police locale à assurer la sécurité publique.
12. Le GT 1 PPCLI et la SFOR ne toléreront aucun acte illégal et aucune menace à la primauté du droit.

Figure 5 : Matrice de ciblage et de tâches — Op SNARE.

Radost était un projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) visant à fournir de l'eau à une école locale. Le choix s'est arrêté sur ce projet non seulement en raison des diverses ethnies présentes dans la communauté, mais également parce que la population locale avait activement recueilli des fonds pour la reconstruction de la région. Le S3 OI a reçu l'avis de projet initial rédigé par le peloton de COCIM. Une ébauche de matrice de ciblage et de tâches a été rédigée afin de coordonner les activités d'OI et de maximiser l'impact de la cérémonie d'inauguration du projet dans la communauté.

Le groupe de travail sur les opérations d'information a été convoqué pour discuter de l'ensemble des aspects du projet et pour recueillir les commentaires des différents chefs de groupe. La liste des personnes invitées à la cérémonie d'ouverture a été vérifiée par le S2 afin de s'assurer que le commandant ne serait pas photographié en compagnie de criminels de guerre connus ou de personnes soupçonnés de faire partie d'organisations criminelles locales.

ZAUSTAVLJENI STE OD STRANE SFOR-A

U cilju pružanja bezbjednog i sigurnog okruženja,
vaše vozilo se provjerava radi posjedovanja ilegalnog oružja.

Ukoliko dobrovoljno predate oružje sada,
protiv vas se neće podnijeti krivična prijava.

Vaša suradnja će doprinijeti sigurnijem okruženju u vašoj zajednici.

Molimo vas da budete strpljivi i dozvolite pripadnicima SFOR-a da obave svoju dužnost.

Cijenimo vašu suradnju.

Cet examen approfondi des invités est une des premières mesures prises par le GT pour des raisons de prudence et pour éviter toute perte de crédibilité de la SFOR et la mauvaise presse qui en découlerait et qui minerait la crédibilité si durement gagnée du groupement tactique du 1 PPCLI. C'est au groupe de ciblage des OI que l'on confiait la confirmation finale des groupes-cibles et des ressources à utiliser.

Figure 6 : Prospectus

planification battait son plein, un engin explosif artisanal a explosé dans la voiture d'un propriétaire de bar de Sanski Most, trois jours avant la cérémonie d'ouverture prévue à l'école maternelle. Le groupement tactique a conclu, en se basant sur le nombre d'incidents survenus au cours de la dernière ROTO, que le réseau criminel de Sanski Most était bien implanté et qu'il était lié à celui de Prijedor. Le groupement tactique a jugé que ce type d'attaques continuerait d'être perpétré dans le but d'intimider les gens et de laisser le champ libre au crime organisé. On a déterminé que ces attaques constituaient une menace à un environnement sécuritaire ainsi qu'une violation de la primauté du droit. Ces incidents ont donné le coup d'envoi de l'Op SNARE, une opération ciblée visant à transmettre un message à plusieurs

Le 14 janvier 2003, alors que la



ZAUSTAVLJENI STE OD STRANE SFOR-A

U cilju pružanja bezbjednog i sigurnog okruženja,
vaše vozilo se provjerava radi posjedovanja ilegalnog oružja.

Ukoliko dobrovoljno predate oružje sada,
protiv vas se neće podnijeti krivična prijava.
Vaša suradnja će doprinijeti sigurnijem okruženju u vašoj zajednici.

Molimo vas da budete strpljivi i dozvolite pripadnicima SFOR-a da obave svoju dužnost.
Cijenimo vašu suradnju.



Figure 7 : Affiche PRV

**VOUS ÊTES PRÉSENTEMENT IMMOBILISÉS EN
RAISON D'UNE OPÉRATION DE LA SFOR**

*Afin d'assurer à la population un environnement sécuritaire,
nous vérifions qu'aucune arme illégale ne se trouve à bord de
votre véhicule.*

*Vous ne subirez aucune peine si vous profitez de l'occasion pour
nous remettre votre arme.*

*Nous comptons sur votre coopération pour assurer la sécurité de
votre communauté.*

**Nous vous remercions de faire preuve de patience et de
permettre aux soldats de la SFOR d'accomplir leur devoir.**

Figure 8 : Prospectus — version française.

faire respecter la primauté du droit. Le plan d'action choisi afin de réaliser cet objectif consistait en une opération ciblée au cours de laquelle seraient établis plusieurs postes de contrôle des véhicules aux abords de Sanski Most. Une ébauche de matrice a rapidement été élaborée et un groupe de travail sur les OI convoqué. On a discuté de la matrice et les préparatifs ont été mis en branle. L'officier des affaires publiques a rédigé un message d'intérêt public qui ne devait être diffusé qu'une fois l'Op SNARE débutée, afin que la sécurité opérationnelle ne soit pas compromise, de même qu'un communiqué de presse à diffuser après l'opération. Le S3 OPSPSY a, sans tarder, préparé des prospectus et des affiches (Illustrations 6, 7 et 8)

Pour chaque poste de contrôle de la circulation de même que des messages radios devant être diffusés lors d'émissions des OPSPSY du groupement tactique et sur les ondes de la station de la brigade, radio « Oksigen ». Le cmdt de sous-unité chargé d'exécuter l'opération ciblée a reçu un briefing sur la matrice de l'Op SNARE, les thèmes et les sujets d'entretien de même que des directives sur comment utiliser les produits fournis. Le cmdt de sous-unité a reçu ce briefing avant de diffuser ses ordres; par conséquent, tous ses soldats connaissaient l'intention et savaient ce qu'on attendait d'eux. L'officier des affaires publiques a rédigé des articles devant être remis aux médias bosniaques, dans la Fédération et la République Serpska, après la fin de l'Op SNARE. Tout cela a permis au groupement tactique de réduire les risques de tensions aux postes de contrôle des véhicules (PCV). L'opération s'est déroulée sans anicroches. Aucune arme n'a été confisquée aux PCV, il n'y a eu, comme preuve tangible du succès de l'op, aucun

Le fait que la population locale ait été informée de la tenue de l'Op SNARE uniquement après que cette dernière ait débuté, assurant ainsi la SECOP, a influé sur l'efficacité de l'opération. Certaines personnes ont fait part aux soldats qu'ils croyaient que l'opération avait été organisée en réaction à la voiture piégée. Un communiqué de presse avait également annoncé qu'un enfant se trouvait à bord du véhicule, mais qu'heureusement, il était sorti indemne de l'explosion. Ainsi, il était difficile pour la population locale de ne pas être en faveur de ceux qui veulent faire respecter la loi. Les gens étaient impatients, avec raison, face aux délais causés par les PCV, mais ils comprenaient l'intention du cmdt, qui était de rétablir l'ordre public. Même si aucune arme n'a été saisie, on considère que l'opération a été efficace car elle a permis d'informer, d'influencer et d'encourager les différents groupes cibles. L'étroite coopération obtenue de la police locale et la réaction positive de la population locale permettent d'affirmer que l'Op SNARE a été un succès.

groupes cibles en même temps.

Le maintien d'un environnement sécuritaire était une responsabilité conjointe des autorités locales naissantes et de la SFOR. Or, ces incidents laissaient croire que la police locale avait besoin d'une aide morale et physique. Le groupement tactique était mieux équipé pour faire comprendre à la population locale l'engagement de la SFOR envers la sécurité et l'ordre public et sa détermination à

La cérémonie d'inauguration du projet COCIM s'est bien déroulée, le cmdt a saisi l'occasion de transmettre les thèmes et les messages à la communauté et les habitants de la ville, fort reconnaissants, ont eu accès à une nouvelle école maternelle. La préparation d'une matrice de ciblage et de tâches d'opérations d'information supplémentaire, à l'appui de l'opération, a permis à l'élément de commandement d'être en mesure de faire face aux médias qui se trouvaient à la cérémonie d'inauguration de l'école maternelle. Les soldats connaissaient bien les thèmes et les sujets d'entretien relatifs à l'ordre public à utiliser dans les PCV dans le but de calmer les tempéraments bouillants.

En ce qui a trait à l'élimination de la haine bien ancrée entre les différentes ethnies de la population locale, il est difficile d'évaluer le succès d'une telle entreprise étant donné que les mesures de l'efficacité de cette dernière sont à long terme. Il est difficile, en une seule roto, d'évaluer un changement à long terme.

LEÇONS RETENUES

L'état final du cmdt pour les OI a donc été atteint. Ce dernier consistait à établir un mécanisme efficace pour les OI à court terme, dans le présent cas à l'appui d'opérations ciblées telles que l'Op SNARE. Comme le théâtre en Bosnie est bien établi et que la plupart des projets qui y sont entrepris visent des changements à long terme, il devient difficile de juger de l'efficacité d'une campagne donnée. Certains moyens, tels que les prospectus et les affiches pour les postes de contrôle des véhicules, ont eu un impact relativement immédiat, permettant de calmer les gens qui attendaient de passer aux PCV. Les OPSPSY ont contribué au succès des opérations en fournissant au cmdt un autre système fondé sur les effets qu'il pouvait utiliser lorsqu'il désirait agir sur le plan moral, conformément à son intention qui consistait à modifier les comportements. Les affaires publiques ont également contribué au succès des opérations, dans le cas présent en informant la population et en contrant la mésinformation. La réaction positive et pacifique de la population locale indique que les opérations ciblées ont été, à court terme, un succès.

Le peloton de COCIM a joué un rôle clé dans le plan d'OI à moyen terme. Grâce à leurs formation d'officiers de liaison et à leurs compétence en gestion de projets, les membres du peloton de COCIM ont su profiter de l'inauguration de projets pour créer des ouvertures très

l'officier des affaires
publiques a réussi à
contrer la
mésinformation

utiles. Les affaires publiques ont réussi à créer des liens avec les médias locaux en les invitant à assister à ces inaugurations. La couverture médiatique positive ainsi obtenue a été très utile au groupement tactique car l'officier des affaires publiques est devenu une source d'information fiable et crédible. Grâce à cette confiance et à la bonne volonté née des séminaires et des conférences organisées avec les médias locaux, l'officier des affaires publiques a réussi à contrer la mésinformation. L'adoption progressive des méthodes occidentales de

reportage a permis de réduire les préjugés ethniques, les suppositions et la désinformation qui caractérisaient les anciennes méthodes journalistiques des médias bosniaques. Le nombre d'articles incendiaires et erronés dans la presse locale a été pratiquement réduit à néant dans la zone d'opération du groupement tactique canadien. Les OPSPSY ont su tirer profit des inaugurations de projets en soulignant la contribution de Bosniaques locaux qui ont activement pris part à la reconstruction de leur communauté. Pour atteindre avec succès l'état final désiré, on devait mettre sur pied un plan d'OI à long terme qui soutiendrait le rapprochement civil, ferait la promotion de la stabilité et de réformes qui mèneraient à l'unité nationale et inspireraient aux

habitants la foi en des institutions communes. L'efficacité du plan d'opérations d'information à long terme se révélera au fil des années lorsque, tranquillement, les changements dans les attitudes et les comportements de la population locale deviendront apparents. Une des façons de mesurer l'efficacité du plan est en examinant la progression des indicateurs de normalité du plan pluriannuel de la SFOR. Les sondages, tels que le sondage omnibus (août 2002)¹⁵, sont une autre façon d'évaluer cette efficacité car ils permettent de mesurer efficacement les changements dans les attitudes.

Le groupement tactique du I PPCLI a eu la chance d'être témoin de certains de ces changements. Tel que mentionné plus haut, l'enthousiasme des enfants face aux programmes d'OPSPSY dans les écoles, soit le programme de correspondants et l'enseignement de l'anglais, démontre bien le succès de ce projet. Incontestablement, ces enfants sont garants de l'avenir de la Bosnie car ils sont les leaders de demain. Les affaires publiques ont aussi contribué aux changements dans les attitudes en formant les médias locaux sur les méthodes occidentales de reportage et en encourageant ces médias à adopter ces méthodes. Le « cinquième pouvoir » est un puissant régulateur social et l'impartialité est perçue comme une preuve que la population locale croit de plus en plus en ses institutions. Plus le nombre de soldats sur le terrain diminue, plus l'importance d'une campagne d'OI proactive, soutenue par une utilisation dynamique des affaires publiques, prend de l'importance.

L'unité nationale demeure pour la Bosnie un objectif pour le moins vague et l'augmentation de la foi dans les institutions communes constitue un pas vers l'atteinte de cet objectif. Deux exemples très positifs liés à l'objectif premier, qui était de favoriser le rapprochement civil, ont été observés à Glamoc, l'une des zones du canton no 10 les plus ravagées pendant la guerre. Le premier exemple est la mise sur pied d'un comité d'aide humanitaire formé de chefs religieux des trois ethnies¹⁶. Le deuxième est l'instauration d'une soirée cinéma hebdomadaire très populaire¹⁷ pour les enfants de la communauté, ce qui permet de promouvoir le rapprochement civil chez les jeunes. À cela s'est ajouté la réparation et le nettoyage du centre communautaire local par plus de cent membres de la communauté, de toutes les ethnies et de tous les âges. Encore plus encourageants sont les plans de la municipalité concernant d'autres rénovations et constructions. On voit, grâce à cet exemple, que la mise en application d'un plan d'opérations d'information à long terme commence à porter ses fruits.

CONCLUSION

Les OI, dans le théâtre permanent en pleine évolution qu'est la Bosnie, doivent évoluer, sans quoi elles deviendront inefficaces. La tendance actuelle quant à l'engagement du Canada envers la Bosnie est de réduire encore les effectifs sur le terrain. Subséquemment, le besoin d'un nombre supérieur de membres du personnel COCIM sur le terrain se fait de plus en plus sentir, afin d'assurer les efforts de reconstruction de la nation aux côtés de la CI jusqu'à ce que les Bosniaques puissent prendre la relève. La réduction des effectifs est déjà en branle avec la présence de plus en plus rare de groupements tactiques dans les municipalités les plus calmes. De plus, on souligne de plus en plus à la CI la nécessité de se tourner vers d'autres domaines d'activités et de se préoccuper de la crise financière imminente annoncée par le BHR, en mettant l'accent sur le développement économique. Ce dernier est un élément d'importance si nous voulons maintenir notre pertinence face à la population locale. Si aucun effort de développement économique n'est déployé, tout le travail accompli par la SFOR, l'argent investi par la CI et les risques que nous avons pris n'auront servi à rien. Les commandants de tous les niveaux doivent savoir que ces recommandations peuvent être appliquées à d'autres théâtres au fur et à mesure que ces derniers évoluent et se stabilisent.

NOTES

1. B-GL-300-005/FP-001 Force terrestre — opérations d'information, p. 2.
2. ORDRE D'OP du GT 1 PPCLI.
3. Force terrestre — opérations d'information, p. iii.
4. Force terrestre — opérations d'information.
5. FM 100-6 Information Operations (US Army).
6. ORDRE D'OP du GT 1 PPCLI.
7. B-GL-300-003/FP-000 Force terrestre — commandement, p. 2-18.
8. FM 100-6 Information Operations (US Army).
9. IO 210 Joint Doctrine for IO (US Army).
10. Lord Ashdown a servi un avertissement en novembre 2002 : l'économie de la Bosnie file droit vers la catastrophe car les dépenses du pays excèdent largement ses revenus. Sans l'imposition immédiate d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les biens et les services, la réduction prévue de l'aide internationale engendrera une crise financière.
11. B-GL-371-002/FP-001 Artillerie de campagne Vol 2, Tâches du commandant de batterie et de l'observateur.
12. 21 fév 2003- Des allégations sont faites dans la presse de la RS indiquant que des membres de l'unité de soutien multinationale de la Carabinieri italienne auraient battu un civil serbe.
13. FM 100-6 Information Operations (US Army).
14. B-GL-300-003/FP-000 Force terrestre — commandement.
15. Mereco Index Bosnia Omnibus Survey Index, août 2002.
16. Initiative de l'OL COCIM pour Glamoc, novembre 2002.
17. Initiative du gp-cie C du 6 Pon et l'OL COCIM pour Glamoc.

— CRITIQUES DE LIVRES —

THE SAVAGE WARS OF PEACE. SMALL WARS AND THE RISE OF AMERICAN POWER

par le Max Boot, Basic Books, 2002, 352 pages.
Critique du Sergent Arthur Majoor

La conduite des petites guerres est, à certains égards, un art en soi; elle est fort différente de ce qui est adapté aux conditions d'une guerre normale, mais pas au point de ne pas comporter dans toutes ses ramifications des éléments qui permettent d'établir des comparaisons.¹
[Traduction libre]

Imaginez un tout petit effectif militaire, ignoré du public et traité avec méfiance par le gouvernement en place. Des troupes en nombre peu élevé, comptant sur des armes inadéquates et désuètes, envoyées de par le monde pour accomplir des missions quasi impossibles en vue de réprimer le banditisme et de reconstruire des États non viables en appui à l'intérêt national. Les Forces canadiennes des années 1990? Peut-être, mais le dernier ouvrage de Max Boot démontre qu'il s'agit là du fondement de l'histoire et de la puissance militaire américaine, et que les petites guerres sont l'autre façon américaine de faire la guerre depuis les premiers temps de la République. À partir de l'envoi par Thomas Jefferson de la naissante US Navy et de mercenaires locaux placés sous la direction de l'aventurier américain William Eaton pour affronter les pirates de Barbarie entre 1801 et 1805 jusqu'au déploiement d'opérateurs des forces spéciales et d'éléments de la puissance aérienne américaine en appui à l'Alliance du Nord lors de combats contre les Talibans au cours de la campagne de 2002 contre le terrorisme, les petites guerres américaines ont un seul et même héritage.

L'histoire des petites guerres américaines de Max Boot n'est pas un compte rendu complet de toutes les actions militaires de moindre importance à s'être déroulées depuis la création de la République (puisqu'il contourne notamment les « guerres indiennes » de la fin des années 1800) ni une exploration des causes profondes des petites guerres du passé colonial, sauf que la gamme et la portée des incidents qu'il examine donnent au lecteur un aperçu de la théorie et de la pratique relatives aux petites guerres américaines.

Boot divise son récit en trois périodes. La première section s'intitule « Puissance commerciale » et couvre les premières années de la République jusqu'à 1898, alors que les États-Unis s'intéressent avant tout à ouvrir et à maintenir des marchés à l'étranger. Les principaux éléments auxquels on fait appel alors pour faire respecter la loi et protéger les citoyens ainsi que les biens du pays sont la US Navy et les Marines qui suivent à la trace partout dans le monde les entrepreneurs commerçants américains. « Le Congrès ne maintenait qu'une modeste Marine dont la mission de temps de paix était de faire régner l'ordre dans le monde, d'appliquer les normes occidentales de comportement, de protéger le commerce américain et d'agir comme général au service de la diplomatie américaine. »² Lorsque les intérêts convergent, la US Navy travaille comme partenaire subalterne de la Royal Navy, occupée plus particulièrement à faire la lutte aux pirates et à la traite des esclaves. L'argument voulant que le « commerce dépend du drapeau »

n'est pas toujours fondé, si l'on se fie aux actions qui sont décrites dans cette section, la US Navy ayant peu d'intérêt ou de capacité à battre des puissances étrangères, mais elle est capable d'organiser des missions de représailles ou de protection afin d'aider des commerçants et des missionnaires américains qui se sont mis dans le pétrin dans des pays moins développés du monde. Si notre avenir consiste à mener de « petites guerres », peut-être qu'un examen attentif des intérêts commerciaux du Canada nous préparera mieux à découvrir les points chauds potentiels, les dangers ainsi que les forces ennemies qui menacent les citoyens canadiens de même que les endroits où nous pourrions être appelés à opérer sans l'aide de nos alliés.

La deuxième section, « Grande puissance », traite de la période entre 1898 et l'entrée des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale. C'est la période de l'ascension de ce pays au rang de puissance impériale. À mesure que les États-Unis prennent de l'importance en termes de population ainsi que de puissance économique et militaire, de plus en plus de facteurs militent en faveur de l'envoi de petites expéditions militaires en appui aux intérêts américains à l'étranger. Aux Philippines, les Américains mènent une guerre d'annexion territoriale tandis qu'en Chine, les Forces américaines travaillent au maintien de la « politique de la porte ouverte », ce qui permet de conserver le libre échange pour tous dans le marché chinois. Dans les Caraïbes, les États-Unis ont recours à des forces militaires dans le but d'empêcher les puissances européennes de menacer les intérêts stratégiques américains (principalement le canal de Panama), protégeant ainsi leurs intérêts commerciaux et, à des fins idéalistes, de fournir de meilleurs gouvernements aux gens de la région. D'autres interventions durant le premier quart du 20^e siècle comprennent des tentatives destinées à saper la révolution bolchevique ainsi que la longue surveillance en Chine pour protéger les intérêts américains des pouvoirs impérialistes européens, des chefs de guerre chinois et, en fin de compte, des visées du Japon impérial.

Le mélange des motivations fait en sorte qu'il est encore plus difficile d'évaluer l'utilisation du pouvoir militaire pour le bénéfice de l'intérêt américain. À court terme, de telles interventions sont presque toujours réussies. Les Américains exécutent de nombreuses interventions et occupations à long terme à Cuba, à Hispaniola (Haïti et la République dominicaine) ainsi qu'au Nicaragua pour couvrir les approches vers le canal de Panama. Près 3 000 Marines parviennent à occuper ainsi qu'à soumettre toute l'île d'Hispaniola, à établir un système efficace de douanes et de taxation, à construire des routes et des écoles, à recruter et à former des *gendarmeries* et ainsi de suite, à divers moments entre 1915 et leur retrait final d'Haïti en 1934. Durant ce temps, la stabilité est assurée et les puissances européennes sont fermement exclues d'Hispaniola ainsi que du Bassin des Caraïbes. Les Américains partis, les élites locales cessent de veiller sur les finances publiques et les infrastructures, et ces pays redeviennent les états dégradés aux conditions sordides que nous connaissons aujourd'hui. Une intervention de faible envergure dans le port mexicain de Veracruz se termine de la même façon; la Marine américaine et les Marines prennent la ville et l'Armée en assure l'administration entre avril et novembre 1914, mettant en place l'infrastructure, appliquant les règles d'hygiène et diminuant la criminalité. Bien que le but de l'expédition soit atteint, c'est-à-dire la démission du dictateur mexicain Huerta, une fois que les Américains quittent l'endroit, les résidents recommencent à jeter leurs vidanges dans les rues et les vautours à s'attaquer aux morts.

Max Boot démontre les limites des interventions militaires tout au long de cette période. Les Marines sont capables d'enfoncer des portes et même de diriger de petits pays pendant un certain temps, mais la création d'institutions durables et l'instauration de changements permanents semblent dépasser les capacités des militaires, même après une longue occupation

et de vigoureux programmes d'action civique. Cela ne devrait pas surprendre l'étudiant d'histoire militaire puisque l'empire grec d'Alexandre le Grand s'est désintégré après sa mort, et même des centaines d'années d'occupation par les légions romaines ont fait très peu pour pacifier les confins de l'empire, donnant plutôt à la foule de barbares une idée des richesses qui se trouvent de l'autre côté de la frontière. Les troupes canadiennes ont participé à des missions de maintien de la paix à Chypre pendant plus de 25 ans, pourtant l'île est toujours divisée et aucune solution politique ne semble se dessiner. Huit ans après que les États-Unis soient intervenus pour mettre un terme aux guerres civiles dans l'ancienne Yougoslavie, la situation à cet endroit est toujours fragile et instable, et les combats avaient repris au Kosovo au moment où j'ai écrit cet article. L'engagement du Canada en Afghanistan pourrait durer plusieurs décennies sans qu'on parvienne à réunir les conditions nécessaires à une paix durable. La façon d'établir des institutions stables et durables est une question importante pour l'avenir, car si les militaires ne peuvent instaurer les conditions inhérentes à une paix durable, les opérations de maintien de la paix et de soutien de la paix sont vouées à l'échec après le départ des forces d'intervention.

Par ailleurs, les Américains ont retenu de dures leçons et utilisé leurs connaissances pour mener leurs missions grâce à un mélange d'astuces, d'action civique et parfois de combat. Le livre raconte comment les officiers américains ont recours à la fois à du renseignement local et à la tromperie pour traquer des chefs de guérilla dans des endroits comme les Philippines, où « Fighting Fred » Funston et quatre de ses officiers sont escortés en tant que « prisonniers » par des éclaireurs locaux jusqu'au quartier général d'Emilio Aquinaldo, qu'ils prennent par surprise avant qu'une résistance efficace puisse être organisée.³ Les Marines constituent la force la plus innovatrice et la plus flexible tout au long de cette période. Ils mènent d'agressives patrouilles longue portée (la compagnie M de « Chesty » Puller passant 20 jours par mois sur le terrain, patrouillant souvent 30 milles par jour)⁴, ont recours les premiers à l'appui aérien rapproché (y compris les missions d'approvisionnement et d'évacuation sanitaire) et exécutent même le premier raid avec bombardement en piqué organisé de l'histoire, le 16 juillet 1927.⁵ (C'est également à cette période que les Marines développent la doctrine relative à l'assaut amphibie et inventent le matériel amphibie servant à la mettre en œuvre. La campagne du Pacifique de la Deuxième Guerre mondiale n'aurait pu avoir lieu sans ce travail.) L'Armée de terre se sert également des leçons retenues des petites guerres pour se transformer en une force combattante moderne à cette époque, le Général Pershing se livrant à des expériences sur l'emploi d'aéronefs et de transport mécanisé alors qu'il pourchasse Pancho Villa au cours de l'expédition de représailles de 1911. La principale leçon qui ressort de toute cette période est que les troupes sur le terrain apprennent rapidement à identifier les problèmes et à mettre en œuvre de solutions sans l'aide d'un quartier général et d'un élément de soutien imposant.

The Small Wars Manual renferme les leçons retenues d'un demi-siècle de petites guerres.⁶ Il passe du politique au théorique et à l'intensément pratique, et comprend même un chapitre sur la façon d'emballer un mulet.⁷ « Appliquées aux États-Unis, les petites guerres sont des opérations entreprises en vertu d'un pouvoir exécutif, dans le cadre desquelles une force militaire est combinée à des pressions diplomatiques exercées relativement aux affaires intérieures ou extérieures d'un autre État, dont le gouvernement est instable, inadéquat ou laisse à désirer, pour ce qui est de préserver la vie de la population ainsi que les intérêts déterminés par la politique étrangère de notre pays. »⁸ [Traduction libre] La plupart des opérations canadiennes depuis 1990 sont de ce type, les troupes étant déployées sous le

couvert d'une décision de l'exécutif, sans débat au Parlement. Les leçons apprises au cours des différentes opérations dans des endroits aussi divers que la Bosnie, Haïti et l'Afghanistan doivent déboucher sur une réévaluation ainsi qu'une refonte de l'ensemble des composantes, de l'instruction jusqu'à l'ordre de bataille de l'unité (ORBAT), en passant par les listes de fourbi.

La dernière section, « Superpuissance », couvre la période de 1941 à aujourd'hui. Une génération de chefs militaires tire ses leçons de la Deuxième Guerre mondiale ainsi que de la guerre de Corée et oublie les leçons des petites guerres. Les premières, c'est-à-dire les guerres classiques à grande échelle, ont pour objet de « vaincre et détruire les forces hostiles ».⁹ Les petites guerres, au contraire, comportent des missions ambiguës : « instaurer et maintenir la loi et l'ordre en appuyant ou en remplaçant les gouvernements civils dans les pays ou les secteurs où les intérêts des États-Unis sont compromis ».¹⁰ Cette mentalité de « guerre d'envergure » teinte la stratégie américaine durant la guerre du Viêt-nam, qui devient une guerre sans issue et se solde par le retrait éventuel des Américains du Viêt-nam du Sud. Les Marines, comme d'habitude, ont encore là recours aux méthodes des petites guerres, et Boot fournit aux lecteurs des exemples de la façon dont une application même limitée de ces méthodes peut produire des résultats importants. Le programme d'action combinée, adopté par les Marines en 1965, associe un peloton d'infanterie à un peloton de milice local pour protéger un village. Cette petite force combine l'action civique à des patrouilles intensives pour réduire l'influence des « forces populaires », c'est-à-dire les Viêt-Congs, et les chasser éventuellement du secteur. L'Armée, elle, préfère les missions « recherche et destruction » qui font appel à des troupes de la taille d'un bataillon gaspillant leur énergie à poursuivre inutilement l'insaisissable ennemi à travers la jungle ou se mettant à dos la population civile par une utilisation aveugle de leur puissance de feu contre de présumées positions ennemies.

L'impasse au Viêt-nam amène la plupart des dirigeants militaires américains à avoir une aversion pour les petites guerres. La structure de la force est réorganisée et réorientée plus fermement vers les « guerres d'envergure », où les forces mécanisées lourdes (représentées par des engins comme le char M-1, le véhicule de combat d'infanterie (VCI) M-2 et l'hélicoptère d'attaque Apache) occupent la place la plus importante, tandis que les tâches spécialisées comme celles touchant la police militaire, les affaires civiles ainsi que la guerre psychologique sont essentiellement remplies par des réservistes. Les Américains se retrouvent donc avec une puissante mais peu maniable force qui prend plusieurs mois à réunir lors de la guerre du Golfe de 1991. La doctrine Powell, qui préconise l'engagement d'écrasantes forces pour atteindre un objectif précis dans l'intérêt du pays, change la façon d'envisager l'emploi de la puissance militaire américaine dans des situations autres qu'une guerre totale.

Après de difficiles interventions en Somalie, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine, la US Army amorce un processus de transformation, se tournant vers des brigades « moyennes » qui peuvent se déployer partout dans le monde en 96 heures. La Force aérienne met sur pied des « escadres expéditionnaires aériennes » tandis que la Marine entreprend un virage pour passer d'une force de « haute mer » oeuvrant exclusivement sur d'imposants plans d'eau à une force « côtière » de littoral. Fait plutôt intéressant, les US Marines sont encore ceux qui maîtrisent le mieux les principes des petites guerres, sans doute parce qu'ils se concentrent « sur les individus et non les systèmes d'armes ».¹¹ La mission en Somalie est le meilleur exemple qui soit pour illustrer les différences entre les Services. Les Marines s'y chargent de leurs secteurs en employant les techniques classiques liées aux petites guerres, c'est-à-dire l'exécution de patrouilles agressives et la prise par surprise des chefs de guerre locaux grâce à une démonstra-

tion de leur puissance armée. Vu leur nombre imposant, ils exercent une surveillance directe sur la zone d'opérations, ce qui leur permet de voir ce qui s'y passe et d'interagir avec la population locale (bien que cela donne des résultats peu probants). Quand les Marines partent, les chefs de guerre redeviennent menaçants. Même si l'entraînement et la doctrine de niveau supérieur des Rangers américains procurent à ces derniers un avantage certain sur leurs adversaires au cours de la « Bataille de Mogadishu », la vue de soldats américains baignant dans leur sang, sans qu'on sache pourquoi, aliène la population américaine et est un des facteurs du désengagement des troupes. En Irak, les Américains emploient contre leurs divers assaillants, avec plus ou moins de succès, une combinaison de principes liés aux petites comme aux grandes guerres. Les puissantes forces guerrières très visibles sont étroitement surveillées par les médias ainsi que les insurgés et subissent le gros des attaques. La façon dont les forces de petites guerres s'en tirent est discutable, mais la capture des chefs du parti Baath est certainement le fruit de l'emploi réussi des principes des petites guerres.

Pour les lecteurs canadiens, le livre jette un regard inspirant sur « l'autre façon américaine de faire la guerre ». Les petites guerre du passé donnent un aperçu des conditions auxquelles sont confrontés les Américains dans la « guerre au terrorisme » qu'ils mènent dans le monde entier, et plusieurs des techniques qui ont fait leurs preuves dans le passé seront reprises dans une forme modernisée pour pacifier les territoires qui abritent des terroristes et leurs sympathisants. Pour le lecteur canadien donc, les leçons sont également claires. Comme partenaires subalternes dans l'Alliance des pays occidentaux, nous serons dans la même position que l'était la US Navy en 1800, venant en aide à un partenaire beaucoup plus imposant et puissant lorsque nos intérêts seront les mêmes et y allant seuls lorsqu'ils ne le seront pas.

Nos forces pourraient éventuellement être obligées de suivre les citoyens ainsi que les intérêts commerciaux canadiens dans des parties sous-développées du monde où les lois font défaut. (On n'a qu'à penser à l'aventure de la société Talisman Oil au Soudan méridional.) Afin de mener avec succès leurs opérations de soutien de la paix, les militaires canadiens devront mettre à l'épreuve leur doctrine et leur équipement sur le terrain pour pouvoir entreprendre des missions plus intensives et plus dangereuses. Les gouvernements devront accepter les activités à hauts risques destinées à capturer ou à éliminer les chefs de guerre, les chefs d'organisations criminelles et les criminels de guerre de même qu'à permettre aux militaires de renverser les gouvernements locaux et de diriger à leur place pour atteindre les objectifs de la mission à court terme. Le problème à long terme de mettre en place des structures durables en vue d'instaurer des gouvernements et des institutions pacifiques et stables a jusqu'à présent échappé à toute solution d'ordre militaire, mais il doit être réglé, si l'on veut que les choses réussissent à long terme.

Enfin, une force organisée pour faire face aux petites guerres sera très différente des structures de la guerre froide conçues pour les opérations de combat importantes sur le théâtre européen. Il faut examiner attentivement tous les éléments, depuis la doctrine et la structure de la force jusqu'à l'équipement. Au surplus, le type de soldat qui se démarque au cours des petites guerres est fort différent des armées de citoyens qui se portent volontaires lors d'un conflit à grande échelle, ce qui signifie qu'il faudra aussi changer le recrutement et l'instruction. Comme le dit si justement Max Boot :

« Les réservistes et les citoyens soldats de tous les pays libres sont prêts à combattre sous les drapeaux et à s'offrir en holocauste durant une grand guerre. Les réservistes et les citoyens

soldats demeurent plus que réticents à combattre et à mourir dans un conflit moindre. L'homme qui ira sans se faire prier où son drapeau l'appelle, qui combattra sans compter l'ennemi inconnu dans la jungle et les montagnes, qui souffrira et qui mourra sans se plaindre après les pires difficultés, demeure ce qu'il a toujours été depuis l'Empire romain jusqu'à la Monarchie britannique et l'Amérique démocratique, l'essentiel de ce qui constitue les légions. »¹² [Traduction libre]

Pour les petites guerres de l'avenir, le livre de Max Boot est un guide d'introduction intéressant et instructif.

NOTES

1. C. E. Callwell, *Small Wars, Their Principles and Practice*, 1906, cité au début de *The Savage Wars of Peace*.
2. Max Boot, *The Savage Wars of Peace*, Basic Books, 2002, p. 55.
3. Boot, p. 117-119.
4. Boot, p. 246.
5. Boot, p. 237-238.
6. Réimprimé sous le titre *Small Wars Manual, United States Marine Corps 1940*, Sunflower University Press, 1996.
7. Boot, p. 284.
8. *Small Wars Manual*, cité dans Boot, p. 284.
9. *Small Wars Manual*, cité dans Boot, p. 284.
10. *Small Wars Manual*, cité dans Boot, p. 284.
11. Boot, p. 334.
12. T.R. Fehrenbach, *This Kind of War*, 1963, réimprimé par Brassey's, 2000, cité au début de *The Savage Wars of Peace*.

HOOK-UP! THE CANADIAN AIRBORNE COMPENDIUM

Bernd Horn et Michel Wyczynski, *Hook - Up! The Canadian Airborne Compendium*, St. Catherine's: Vanwell Publishing, 2004, Couverture souple : ISBN 1-55125-071-3.
Critique du Major Shane Schreiber.

Compendium : A short, complete summary; an abstract.

American Heritage Dictionary, 4^e Édition

Enfin un livre fidèle à son titre. Ce nouvel ouvrage publié par la maison d'édition canadienne Vanwell est mieux décrit par son sous-titre « un résumé des activités, exercices et opérations d'importance des forces aéroportées de 1940 à 2000 ». Ses auteurs Bernd Horn et Michel Wyczynski sont sans contredit des experts du domaine, tant sur le plan pratique qu'académique. Horn, qui a récemment terminé ses études au niveau du doctorat au Collège militaire royal, a servi au sein du Régiment aéroporté du Canada et a commandé le 1er Bataillon, The Royal Canadian Regiment, tandis que Wyczynski a travaillé comme archiviste et historien « officieux » auprès des associations du Régiment aéroporté comme du 1er Bataillon de parachutistes canadiens. Ils ont collaboré dernièrement à la rédaction d'une série de trois récits et histoires illustrées sur les soldats des forces aéroportées du Canada, et Hook-Up! est nul doute le reflet du fruit de leur labeur au cours de ces projets. Ce livre est un compte rendu détaillé et

chronologique qui pourrait intéresser particulièrement les fanatiques des troupes aéroportées aussi bien que les historiens militaires de métier.

Hook-Up! débute par une série de courts essais sur l'histoire des forces aéroportées au Canada ainsi qu'un examen de ce qui est, aux dires des auteurs, la particulière « éthique aéroportée ». Ce sont des aperçus intéressants, mais l'essentiel consiste en un copieux et détaillé résumé des activités des forces aéroportées (parachutistes et pilotes de planeurs) au Canada depuis 1940. Le résumé est en fait un long historique parsemé de capsules d'information exposant de manière succincte le déroulement d'activités ou d'opérations en particulier. Bien que ce synopsis soit un document de référence rapide pour les historiens, ce qui semble lui faire défaut, c'est un commentaire ou une analyse au sujet des principales tendances dans les forces aéroportées canadiennes ainsi que de la place qu'elles ont occupée dans le plus vaste contexte institutionnel et historique. Il reste que même les plus critiques seront impressionnés par la très grande quantité de détails qu'ont inclus Horn et Wyczynski dans leur ouvrage, et ceux qui ont servi dans l'une ou l'autre des unités aéroportées canadiennes ne devraient pas être étonnés d'y retrouver des noms familiers, peut-être le leur. Il ne fait aucun doute que cette parfois assez directe et succincte approche a été employée à dessein, et cela s'avère très efficace. Hook-Up! est un moyen factuel d'aborder l'histoire, ce qui en fait davantage un ouvrage de référence pour les étudiants sérieux qu'une lecture informelle pour les mordus de l'histoire militaire en général.

Le calendrier des activités des forces aéroportées canadiennes est suivi d'une autre chronologie, celle-là concentrée sur l'emploi des forces aéroportées dans le monde entier. En fait Vanwell prétend que c'est « le seul résumé complet qui soit des opérations aéroportées internationales de 1929 à 2001 ». Cette partie est également brève, précise et pertinente, et l'analyse ainsi que les commentaires se limitent au minimum. Les listes ne couvrent pas les forces aéroportées soviétiques et du Pacte de Varsovie avec autant de profondeur que celles des armées occidentales. Peut-être n'y a-t-il pas assez d'ouvrages de recherche disponibles encore? On ne peut s'empêcher d'apprécier notamment l'étendue de la recherche, qui semble exhaustive. J'aurais trouvé plus utile de fusionner les deux calendriers afin de mettre l'expérience canadienne dans un contexte plus vaste, mais pour ceux qui veulent un guide de référence rapide plutôt qu'un exposé, la séparation des deux pourrait s'avérer d'une utilité accrue.

La dernière section renferme un glossaire (utile pour naviguer à travers les méandres assez particuliers des unités aéroportées que même les chercheurs les plus expérimentés pourraient ne pas connaître) ainsi qu'une excellente et complète bibliographie de l'expérience canadienne dans ce domaine. La liste des ouvrages personnels de Horn fait près de deux pages, mais on a pris soin d'inclure les références les plus obscures, et la « Bibliographie sommaire » à elle seule vaut le prix du livre pour les chercheurs en milieu universitaire.

Bref, Hook-Up! est un excellent guide et outil de recherche, qui renferme beaucoup de faits et peu de mots superflus. Il s'agit d'un exceptionnel ouvrage de référence pour ceux qui font des recherches dans le domaine de l'histoire militaire et d'un livre essentiel pour les étudiants sérieux des forces aéroportées et des parachutistes du Canada.

THE GLENGARRY LIGHT INFANTRY, 1812—1816

Winston Johnston, *The Glengarry Light Infantry, 1812 — 1816*. Charlottetown: Benson Publishing, 1998. ISBN 0-9730501-0-1. 363 pages, avec huit appendices, une bibliographie, un index, des cartes et des illustrations, 25.00 \$.

Critique du Major John R. Grodzinski, CD

Aucune scène militaire ne convient mieux au crayon qu'un corps d'infanterie légère attendant l'attaque. La multitude des attitudes des militaires cherchant à se mettre à couvert — le silence ému — les hommes tout yeux et tout oreilles — le regard furtivement abaissé rivé sur le point visé — certains agenouillés — certains étendus et certains figés derrière un arbre — l'officier, sifflet d'argent en bouche, prêt à signaler le début du tir avec à ses côtés le tout jeune joueur de clairon qui scrute attentivement son visage et attend l'ordre à venir... [Traduction libre]

Le chirurgien William Dunlop parle ainsi de l'infanterie légère durant la campagne du Niagara de 1814

Les régiments de la Milice et de la Milice d'élite mis sur pied au Canada au cours de la guerre de 1812 comptent parmi les forces les moins bien comprises de cette guerre, et leur histoire n'a pas été bien relatée par plusieurs historiens de profession qui ont oublié que la rédaction de l'histoire exige une recherche des sources premières et non une répétition des travaux effectués par ceux qui les ont précédés. Bien que cette critique n'ait pas pour objet de raconter l'histoire ou de rappeler l'organisation des soldats qui ont participé à cette guerre, les lecteurs de ce journal pourraient être surpris d'apprendre qu'entre 1812 et 1816, six régiments canadiens¹ relevant du War Office sont établis au Haut-Canada, au Bas-Canada et dans les Maritimes. Cinq de ces derniers se sont taillé une place importante sur la liste de l'Armée, bien que leur ancienneté par rapport aux bataillons Garrison et Royal Veteran ne reflète pas leur dossier. Leur statut équivaut à celui des troupes « régulières » dont le rendement durant le conflit a été qualifié de « magnifique ». Il est étonnant que toutes filiations ou inscriptions au drapeau que ces unités auraient pu transmettre aux unités figurant présentement à l'ordre de bataille ont été invalidées par une décision administrative rendue par la Section de l'histoire de l'Armée dans les années 1960. Dans l'esprit d'un fonctionnaire, cette période n'est pas considérée « canadienne ». Pourquoi faut-il que l'histoire et le patrimoine soient si complexes et assujettis à la politique?

Comme c'est le cas pour de très nombreux historiens amateurs, l'étude du Dr Johnston découle de sa passion pour l'histoire, qui l'a amené à s'intéresser toute sa vie à ce sujet. Même si sa recherche dure presque toute sa vie adulte, Johnston choisit de prendre une retraite hâtive, après une carrière réussie comme chercheur scientifique à Agriculture Canada, pour compléter son livre. Dans sa quête d'ouvrages principaux, l'auteur fouille les archives au Canada et en Grande-Bretagne, ce qui fait de ce livre l'histoire la mieux documentée au sujet d'une unité qui a participé à cette guerre. On y retrouve tout au long du texte des reproductions de nombreux documents tandis que les sources liées aux autres données sont consignées dans les notes de fin de livre. Pour les fervents de généalogie, la liste des officiers et des militaires du rang est une mine de renseignements.

« The Glengarry Light Infantry » voit le jour juste avant que le début de la guerre de 1812 ne commence à renforcer les forces britanniques alors stationnées au Canada. Bien qu'on ait autorisé sa mise sur pied en tant que bataillon de ligne, celui-ci reçoit la formation liée à l'infanterie légère, employant des tactiques spécifiques à ce genre de troupes et portant une tenue qui se distingue de celle des régiments de ligne de rouge vêtus. Son arme principale est le mousquet à âme lisse équipant la Compagnie des Indes orientales, qui comporte une différence bien particulière : les viseurs sont fixés en permanence, ce que n'offre pas le Brown Bess. À l'époque du canon à âme lisse, les effets du tir, à savoir la fumée importante, rendent l'observation difficile et le tir dirigé à peu près impossible après le premier coup. Par la suite, ces armes ne viennent pas avec des viseurs, même si certaines unités modifient les leurs, et le pointage ne fait pas partie du drill au moment du tir. En fait, le dernier mot du commandement avant le tir n'est pas « pointez » mais bien « présentez » alors que chaque soldat doit « mettre à niveau » son arme par rapport à la zone de l'objectif en conformité de la distance probable. Comme l'infanterie légère fait appel à une plus grande dispersion, l'aveuglement que peuvent ressentir les compagnies de ligne entassées après le tir est moins important et augmente la possibilité et le besoin de tir dirigé. Plusieurs des très prisés fusils Baker, la principale arme rayée de l'Armée britannique réservée aux régiments de fusiliers, peuvent aussi avoir été distribués aux membres du Glengarry (p. 58). L'infanterie légère exige en outre d'autres compétences de ses soldats, l'initiative personnelle en étant une particulièrement importante.

L'effectif du Glengarry doit porter la tenue écossaise et être recruté exclusivement dans le Comté de Glengarry au Haut-Canada. Cependant, comme la guerre semble plus que probable, ces plans changent. Élevée maintenant au rang de bataillon en tant que régiment territorial de l'Armée régulière britannique, l'unité reçoit le nom de Glengarry Light Infantry Fencible Regiment ou est plus communément appelée Glengarry Light Infantry ou tout simplement les Glengarrys. On laisse tomber la tenue écossaise, et le recrutement englobe un secteur géographique beaucoup plus vaste qui comprend dorénavant le comté de Glengarry, Montréal, de même que le district Est du Haut-Canada, ainsi que l'ensemble du Haut et du Bas-Canada, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard.

Entre 1812 et 1816, date à laquelle il est dissout, le Glengarry compte quelque 1 400 soldats; de ce nombre, près du tiers figurera dans les pertes. Comme à peu près tous les états des pertes de l'époque sont incomplets, l'auteur les estime ainsi : 53 morts découlant de blessures subies au combat, 165 blessés, 140 morts attribuables à la maladie, 48 prisonniers et 17 portés disparus au combat. La majorité des soldats dont l'origine est connue, c'est-à-dire environ 50 %, viennent du Bas-Canada, tandis que le pourcentage du personnel né à l'étranger est le même que celui qui figure dans d'autres régiments britanniques, c'est-à-dire qu'ils sont originaire d'Angleterre, d'Irlande, de l'Écosse ainsi que des États-Unis, d'Italie, d'Allemagne, de Pologne et d'au moins une douzaine d'autres pays. Plusieurs des officiers et militaires du rang possèdent déjà de l'expérience ayant participé à des campagnes en Europe et ailleurs.

Le Glengarry participe à de nombreuses actions majeures dans le théâtre des opérations du Nord, y compris Ogdensburg, York, Fort George, le raid de Sackets Harbor, Lundy's Lane, Fort Erie et Cook's Mills. Les officiers et les soldats participent aussi à titre individuel à d'autres actions.

L'une des plus intéressantes campagnes est celle du Niagara en 1814 dans le cadre de laquelle les membres du Glengarry servent souvent de troupes de formation d'écran et de reconnais-

sance pour la Division britannique droite (British Right Division). Cette intensive campagne, d'une durée de 125 jours, comporte de nombreuses batailles d'importance, des actions mineures ainsi qu'un siège où sont mis à l'épreuve la compétence au combat et les appareils administratifs des deux adversaires. Les Américains envoient sur le terrain leurs meilleures troupes régulières de toute la guerre. La bataille la plus illustre est celle de Lundy's Lane, livrée le 25 juillet 1814. Le Glengarry compte alors un effectif de 376 hommes et officiers. À un moment donné, ses troupes manœuvrent à angle droit par rapport à la ligne britannique afin d'engager les Américains sur le flanc. Lorsque le Lieutenant-général Drummond, commandant les forces au Haut-Canada, ordonne un réalignement de la ligne, les mauvaises conditions d'éclairage ainsi que des problèmes d'identification attribuables à leurs uniformes verts, font en sorte que le Glengarry se retrouve sous le tir des 103e et 104e Régiments. Ironie du sort, le 104e avait lui aussi été recruté au Canada.

Les troupes américaines respectent la compétence au combat du Glengarry, et comme le fait savoir un Américain présent à Lundy's Lane, les hommes du Glengarry sont « éparpillés conformément à la pratique des guerres irrégulières, tirant parti de ce que la nature ouverte du terrain peut lui procurer » [traduction libre] (p. 148). Le livre comprend également un excellent compte rendu de l'action rarement relatée à Cook's Mills, qui sera le dernier engagement majeur du Glengarry. Peu après, le Général Drummond conclut que l'unité est épuisée et ordonne à cette dernière de regagner ses quartiers d'hiver à Kingston. Au début de l'année suivante, la guerre prend fin.

L'auteur a rédigé une étude des plus exhaustives sur une excellente unité canadienne. Comme c'est le cas pour tout ouvrage aussi bon, la recherche permet de démentir plusieurs mythes populaires au sujet du Glengarry Light Infantry et de la guerre elle-même. Elle est fort bien faite, et le texte est généralement bien rédigé. La seule plainte que je puisse formuler, c'est qu'en dépit du nombre important de données fournies, le récit manque d'analyse. Il aurait par exemple été utile de comparer le Glengarry aux autres unités mises sur pied au Canada ou aux unités britanniques. Bien que certains pourraient prétendre que de le faire va au-delà de l'histoire régimentaire, cela aurait donné un contexte plus large, un facteur d'importance dans l'étude de l'histoire. Néanmoins, il s'agit d'un ouvrage exceptionnel qui devrait se retrouver sur les rayons des bibliothèques personnelles et institutionnelles. *The Glengarry Light Infantry, 1812 — 1816*, il faut l'espérer, amènera des auteurs à se pencher sur les histoires régimentaires d'autres unités de cette période.

Àu sujet de l'auteur...

Le Major John R. Grodzinski étudie la guerre de 1812 et a récemment complété une thèse au niveau de la Maîtrise ès arts portant sur le Haut St-Laurent comme théâtre de guerre. Il dirige souvent des visites guidées sur les champs de bataille de la guerre de 1812, au Canada et aux États-Unis.

NOTES

¹ Les cinq qui figurent sur la liste de l'Armée sont la Royal Newfoundland Fencible Infantry, la Nova Scotia Fencible Infantry, la Canadian Fencible Infantry, les Glengarry Light Infantry Fencibles et les New Brunswick Fencibles. Un autre régiment, formé au Bas-Canada et financé par le Gouvernement provincial, porte le nom de Voltigeurs Canadiens.

TRIBUNE LIBRE

Commentaires, opinions et contestations

Cher rédacteur en chef :

J'ai lu l'article du Lieutenant-colonel Sherrard¹ et, à mon avis, votre remarque à l'effet que le texte manquait d'éloquence était plutôt indulgente. L'article se lit comme une version copier-coller des plus récents ouvrages militaires. Malheureusement ces ouvrages sont dépareillés et, lorsqu'on les réunit dans le même article, on se retrouve avec une masse incohérente de logique trompeuse. C'est pire que d'essayer de lire Hegel, car Hegel, comme bâtisseur de système était au moins conséquent dans ses idées, ce qui fait défaut dans le cas qui nous occupe. Après avoir expliqué par exemple pourquoi les menaces asymétriques et l'urbanisation ont rendu désuètes les anciennes idées au sujet de la force contre force en campagne (en dépit de la guerre du Golfe de 2003!), l'auteur nous présente la guerre de manœuvre telle qu'elle est expliquée dans la doctrine. La guerre de manœuvre s'applique aux armées imposantes qui ont la latitude voulue pour manœuvrer, et l'article sur les opérations de la taille d'un bataillon débute en disant que celles-ci sont ou seront bientôt dépassées. L'Armée de terre a adopté la guerre de manœuvre non pas parce que nous serons un jour capables de nous y engager, mais pour justifier l'adoption du commandement de mission comme style de gestion. Il vaudrait mieux ne pas parler du tout de la guerre de manœuvre et juste adopter le commandement de mission, qui tire ouvertement partie de nos points forts au plan de l'éducation et de l'instruction. De déléguer le pouvoir jusqu'aux échelons inférieurs de la chaîne de commandement est simplement notre façon de gérer puisque ce style nous permet d'utiliser à meilleur escient le matériel que donne le Canada à son Armée. Aucune autre justification n'est requise, et toutes ces simagrées au sujet de la guerre de manoeuvre sont parfaitement inutiles.

L'autre masse de logique trompeuse est exposée dans les sections sur les principes de la guerre et les fonctions opérationnelles. On nous assure « qu'à partir des principes de guerre, on a défini des fonctions essentielles qui permettent d'adopter une approche manoeuvriste aux opérations. Ces fonctions opérationnelles (plutôt que critiques) sont... ». Mais nulle part est-il indiqué comment on peut passer des principes aux fonctions opérationnelles. Dans le texte, tout ce qu'on peut lire ce sont deux listes de mots qui sont censés être liés les uns aux autres, sans aucune explication cruciale du comment et du pourquoi. Le lcol ne peut non plus donner d'explication cohérente, puisque les deux listes portent sur des expressions concernant deux systèmes philosophiques distincts, touchant des choses différentes et, dans le corps de l'article, elles n'ont aucune valeur didactique et ne servent qu'à distraire le lecteur. (Nulle part dans l'article est-il en outre précisé pourquoi une approche manoeuvriste est la fin des fins. Si ces fonctions opérationnelles sont authentiques, on pourrait sûrement en tirer aussi une approche autre que la manoeuvre. L'auteur prétend que les principes de guerre s'appliquent quelle que soit la doctrine de celui qui les emploie.)

L'ambiguïté dans l'emploi du mot « opération » est manifeste dans les expressions « fonctions opérationnelles » et « opérations de guerre ». Encore là, il s'agit d'expressions découlant de deux systèmes philosophiques développés à des époques différentes et pour des fins différentes qu'on continue d'associer comme une sorte d'héritage intellectuel. Aucune d'elle n'est fautive, sauf que lorsqu'on les emploie ensemble, cela nuit à une interprétation cohérente du sujet. On pourrait parler ici d'une surcharge opérationnelle.

La dernière section de l'article, qui traite des rôles, des tâches ainsi que de l'emploi des armes, a de quoi vous rendre fou. On y trouve un tableau qui a pour en-têtes les termes « rôle »,

« tâches » et « emploi tactique ». Qu'y a-t-il dans les colonnes? Je vous le donne en mille, toute une série de mots abstraits et de copules. Presque qu'aucun mot concret ou verbe d'action, seulement des platitudes éculées en quantité!

On a cependant omis un élément crucial sous la rubrique « Infanterie », mon arme préférée, c'est-à-dire l'infiltration. (Agir comme infanterie légère est la seule chose qu'on sait bien faire parce que les coûts en équipement sont si peu élevés.) Dans l'environnement tactique d'aujourd'hui, l'infanterie légère se déplace et attaque de nuit; de jour, elle observe, se repose et se défend. Comme l'élément le plus sensible d'une formation ennemie ne sera vraisemblablement jamais la ligne de front, il est nécessaire que l'infanterie légère soit entraînée pour infiltrer celle-ci de nuit afin de frapper avec une force concentrée contre les points faibles de ce dernier qui sont situés dans sa zone arrière. Les parcs d'artillerie, les quartiers généraux, les dépôts d'approvisionnement, les ponts, etc. sont des exemples de cibles qui peuvent être attaquées. De jour, l'infanterie se cache, fournit une protection rapprochée et invisible à nos propres installations et systèmes d'armes critiques. Les jours de la marche à l'ennemi de l'infanterie légère sont terminés.

Dans un livre sur les opérations au niveau du groupement tactique, faut-il absolument donner au lecteur toute cette masse de matière peu pertinente au sujet des dimensions de la guerre moderne, des menaces de l'asymétrie (qu'un groupement tactique n'est pas conçu pour combattre directement) et de l'analyse du terrain mondial? De quoi l'auteur essaie-t-il de nous convaincre au juste? Si la matière contenue dans l'introduction n'est pas utilisée ou mentionnée dans le corps du texte, elle pourrait n'avoir aucune pertinence et nous empêcher de saisir l'essentiel. Un examen de la situation dans son ensemble a sa place dans un livre qui nous dit comment on traitera cette dernière, par exemple au cours des opérations de la division ou peut-être du groupe-brigade. C'est seulement lorsque cette situation nuit directement au niveau inférieur dont il est question ici, c'est-à-dire les opérations au niveau du bataillon, qu'il est logique d'en parler. Ce que j'essaie de vous dire en réalité, c'est que notre humble Armée de terre devrait s'en tenir à ce qui est simple, concret et direct. Laissons faire la guerre de manœuvre et contentons-nous d'appliquer le principe de la simplicité, c'est-à-dire : *keep it simple stupid (KISS)*.

Vincent J. Curtis

NOTES

1. Lieutenant-colonel L.B. Sherrard, « Direction — Doctrine de l'Armée de terre : Le groupement tactique de l'avenir au cours des opérations », Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, vol. 6, no 3 (Automne/Hiver 2003), p. 5-14.

Lettre pour la « Tribune libre »

Major L.R. Mader, CD

Dans son article « *La transformation de l'Armée de terre : L'ambition de l'avenir* » publié dans le *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, no 3, le Chef d'état-major de l'Armée de terre expose sa vision de la façon avec laquelle opérera l'Armée de terre canadienne transformée. Cet article va bien au-delà des questions d'équipement essentiel tel le système de canon mobile (SCM) pour aborder la façon dont l'Armée de terre sera entraînée et préparée en vue d'opérations. La vision qui est la sienne décrit une Armée de terre qui a retrouvé une certaine prévisibilité quant à sa manière de fonctionner et précise bien que la vie à l'intérieur de celle-ci sera assez différente de celle que nous avons connue dans le passé.

Cette vision indique aussi comment des budgets serrés, une cadence opérationnelle élevée et des ressources matérielles limitées dictent nos actions en tant qu'institution, ce qui se traduit par notre décision de stocker du matériel là où l'on s'attend à en avoir besoin plutôt que de le déplacer vers cet endroit (au coût de 7 millions de dollars dans le cas de l'exercice de brigade 2003). Ce stockage aura pour effet de prépositionner l'équipement requis pour principalement deux escadrons Coyote, deux bataillons d'infanterie de véhicules blindés légers (VBL III), deux bataillons d'infanterie légère et des éléments de soutien à Wainwright et Montréal/à l'étranger (la moitié à chaque endroit). En garnison, les soldats ne pourront compter que sur « l'équivalent d'une compagnie de véhicules par unité ».

Cette approche devrait aplanir quelque peu les difficultés que les unités ont connues au cours de 15 dernières années, mais elle comporte de véritables problèmes qui méritent d'être examinés. J'aimerais traiter brièvement de six d'entre eux.

Le premier, c'est qu'en privant en permanence les soldats de leur équipement diminuera chez eux la fierté de le posséder. L'équipement ne deviendra rien de plus qu'une ressource qui doit être utilisée (et usée), puis refilée au prochain utilisateur temporaire. Les unités deviendront des locataires plutôt que des propriétaires d'équipement. Les conséquences possibles de ce changement d'attitude sont évidentes et pourraient mener à une grave détérioration de nos flottes d'équipement qui peut seulement être évitée grâce à la mise en œuvre d'un exhaustif et parfois conflictuel processus de transfert contre signature et d'inspection. Chaque activité d'entraînement au niveau de l'unité et d'une formation supérieure commencera et se terminera par une longue et concentrée séance d'activités avec le quartier-maître (QM) où l'une des parties est souvent convaincue que l'équipement qu'on lui remet n'est pas en aussi bon état que lorsqu'elle l'avait rendu. Toutes ces discussions grugeront dans le temps alloué à l'entraînement.

Le deuxième, c'est qu'une telle approche n'est pas gratuite. L'équipement stationné et jamais utilisé se détériore avec le temps. Il nécessitera donc du personnel aux fins de gardiennage ou d'entretien ainsi qu'un programme et des installations d'entreposage. En fait, de nouveaux coûts s'ajouteront puisque nous devons payer quelqu'un pour entretenir et faire fonctionner l'équipement parce que les utilisateurs ne pourront le faire. L'autre partie des coûts liés à cette approche touche la perte des connaissances spécialisées que comportent les déplacements majeurs avec l'équipement en question. Si nous n'effectuons pas ce genre de mouvements à l'entraînement, notre capacité de bien les réaliser en opérations en sera diminuée d'autant. Cela entraînera sans doute des inefficacités et des coûts additionnels alors que nous improviserons ces mouvements à la hâte en cas de crise. Il faut espérer que l'analyse détaillée des coûts-avantages en appui à cette décision a permis d'identifier des économies importantes pour justifier ces derniers.

Le troisième, c'est que l'Armée de terre perdra de sa souplesse opérationnelle. Une partie importante de notre équipement se trouvera à l'étranger, en entrepôt ou dans des installations de maintenance, loin de ses utilisateurs. Tout événement inattendu au pays, au-delà de l'opération domestique normale, déclenchera donc des opérations d'envergure et sans doute improvisées de rassemblement et de transfert contre signature de l'équipement de base des unités. Nous serons également confrontés à de véritables problèmes le jour où une situation au plan international nous obligera à déployer deux bataillons mécanisés (comme c'était le cas en Croatie et en Bosnie pendant trois ans) alors que nous avons présumé qu'un seul bataillon mécanisé sera nécessaire à l'étranger.

Le quatrième découle indirectement du stockage d'équipement en si grand nombre. Cette façon de faire pourrait être considérée comme une « preuve » que les unités n'ont pas besoin de leur propre équipement, une preuve dont les futurs décideurs pourraient se servir pour remettre en question les quantités d'équipement que tente d'acheter l'Armée de terre. Très souvent, à l'heure actuelle, les projets d'immobilisations peuvent poser des difficultés quand vient le temps de convaincre certains membres aux niveaux moyen et supérieur de l'état-major du quartier général de la Défense nationale du bien fondé de l'achat d'un équipement en particulier, surtout en une aussi grande quantité. Déjà, il arrive souvent que le nouvel équipement soit acheté en plus petite quantité que celui qu'il remplace. Notre concept de stockage pourrait même être modifié à l'avenir pour démontrer que le Canada n'a besoin que de l'équipement mécanisé équivalent aux besoins de trois ou quatre groupements tactiques, c'est-à-dire un ensemble pour Wainwright, un ensemble pour le service à l'étranger et le reste à être réparti entre les trois brigades pour l'instruction en garnison. Une fois que nous aurons établi cette nouvelle norme moins élevée et moins dispendieuse de quatre ensembles de groupement tactique mécanisé, il sera beaucoup plus difficile de discuter des raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas être « responsables sur le plan financier » et nous contenter d'encore moins d'équipement lors du cycle d'acquisition suivant.

Le cinquième est résumé dans l'incongruité de notre Armée, qui prétend mettre l'accent sur l'emploi de la technologie de pointe alors qu'elle stationne le gros de son équipement principal. Suite à une telle décision de sa part, un nombre important des soldats de notre Armée de haute technologie n'utiliseront leur équipement de mission principal qu'à l'occasion durant les heures de travail plutôt que comme une partie intégrante de leur travail. En fait, au jour le jour, nos forces **mécanisées** seront pour l'essentiel **débarquées**. Cela pourrait ne pas être catastrophique pour les unités d'infanterie, étant donné que de nombreuses compétences de base dans leur domaine sont apprises et peuvent être mises en pratique alors qu'elles opèrent à pied. L'effet de cette décision sur les unités axées sur l'équipement comme l'Arme blindée, l'artillerie et le Génie en particulier, sera très grave. Même si la simulation peut corriger certaines des lacunes de l'instruction, on ne peut y recourir pour tout mettre en pratique. De fait, une mauvaise utilisation de la simulation peut enseigner de mauvaises leçons dont les conséquences pourraient se faire sentir seulement lors d'une opération réelle.

Ce « débarquement » d'une grande partie de nos unités axées sur l'équipement soulève également une question en ce qui a trait à leur capacité perçue en matière de dissuasion ou de contribution à une coalition. On ne peut s'empêcher de se demander si des unités qui sont incomplètes, qui ne sont pas prêtes à se déployer et qui manquent d'une grande partie de leur équipement de mission donneront une bonne image de nous à nos amis et à nos adversaires potentiels. On pourrait nous voir comme une armée modulaire. Ce manque de crédibilité pourrait nuire à la capacité du Canada de réagir à une crise éventuelle.

Bref, j'ai l'impression que les limites en termes de ressources changent notre manière de fonctionner en tant qu'armée, en nous obligeant à nous débrouiller avec moins d'équipement que nécessaire. Je crois qu'en abaissant la barre en ce qui a trait à la quantité d'équipement qui est essentielle pour l'Armée de terre, nous risquons de créer de nouveaux problèmes à l'avenir et de couper les moyens à ceux qui nous succéderont. Pour éviter ou minimiser ces conséquences, nous devons dès maintenant faire très attention à la façon dont nous expliquons et justifions notre acceptation de solutions difficiles à digérer.